

La presse pendant les grèves de 1909 à MERU

Pendant ces trois mois de « troubles », la presse régionale et nationale s'en est donné à cœur joie pour commenter ces événements, avec beaucoup d'exagération selon que le ligne éditoriale était pour ou contre les ouvriers, à vous de juger !

L'IMPARTIAL DE L'OISE N°9 6 Mars

Sous le titre « Grève en perspective » ce journal imprimé à Méru traite de l'effervescence qui « se manifeste dans l'industrie du bouton » :

« Des bruits de grève générale s'accroissent chaque jour. Aucun industriel, aucun ouvrier de ce commerce, déjà très éprouvé depuis de longs mois, ne peut répondre du lendemain...

... Le mouvement actuel serait dû, d'après les manifestants, à la possibilité d'une baisse des prix de main d'œuvre.

Nous donnons cette appréciation sous les plus expresses réserves. Ajoutons que jusqu'à ce jour la tranquillité n'a été nullement troublée et qu'il est possible que les difficultés momentanées s'aplanissent sans que les patrons et ouvriers aient à subir un surcroît de misère par ce temps de crise aussi désastreuse déjà que péniblement persistante »

JOURNAL DE MERU (N°259) 7 mars

Le récit journalier des événements de la semaine est précédé de cette introduction :

« En adoptant, lundi dernier, un tarif dérisoire de main d'œuvre qui diminue d'un tiers environ le salaire des boutonniers, actuellement à 3 FR 50, les 20 membres (dur 70 fabricants) de la chambre syndicale des fabricants de boutons de nacre ne pensaient vraisemblablement pas provoquer une salutaire effervescence dans le monde ouvrier, qu'ils devaient croire endormi à jamais.

Mais la classe ouvrière est le lion ; Un coup de fouet la réveille, et il fut donné si violemment, si effrontément que les travailleurs du bouton se sont levés avec un ensemble admirable, capable d'emporter toutes les résistances. »

A propos de la journée du 6 on trouve ces lignes ;

« .. Forts de la justesse de leur cause, les boutonniers sont très calmes. Les gendarmes n'ont qu'à rester où ils sont...Les tabletiers sont disposés à lutter jusqu'au bout... »

L'IMPARTIAL DE L'OISE N° 10 13 mars

Constatant que « La grève est générale, L'IMPARTIAL dispense quelques conseils de sagesse et formule un souhait :

« Un calme sage et de bon augure, qu'il est bon de constater, règne chez tous les ouvriers qui auront à cœur de ne point accueillir les excitations qui pourraient venir de dehors.

Il ne nous appartient pas de porter un jugement quelconque sur le différend qui divise patrons et ouvriers, les uns et les autres savent mieux que nous ce que leurs devoirs et leurs respectifs comportent.

Nous souhaitons ardemment que cette situation générale jouisse d'un prompt lendemain réparateur, l'esprit de justice et de solidarité sociale devant rapidement dicter les décisions à prendre les uns et les autres. »

Revenant sur la séance du conseil municipale du 9 et sur les déclarations, pour le mois maladroit, du maire Deshayes, L'IMPARTIAL s'en prend à nouveau à ce dernier. Sous le

titre « est-ce un camouflet ? Le rédacteur constate qu' « il reste cette navrante impression : Qu'on a considéré en haut lieu administratif qu'il convenait de passer au dessus du maire de Méru qui habite Paris et n'est peut-être pas suffisamment suppléé par ses adjoints pour les cas graves possibles ou urgents.

Qu' on a peut-être considéré en haut lieu que M. Louis Deshayes qui avait montré des dispositions spéciales pour l'organisation de désordres lors de la réunion organisée à Méru par « la Patrie Française » n'était point qualifié pour maintenir l'ordre si celui-ci se trouvait troublé.

Ce ont là des constatations pénibles à enregistrer, elle permettent de hausser les épaules au nez et à la barbe de l'homme qui ose prétendre qu'il suffirait avec ses appariteurs et garde-champêtre pour assurer l'ordre et qu'au besoin lui-seul s'en chargerait.

Il serait plus sage d'avoir plus de modestie et alors moins de confiance en vous, monsieur Deshayes, les présents événements nous fixant sur votre maigre popularité et sur votre avenir... »

Dans un autre article, il est toujours question de cette séance du conseil municipal du 9, à propos cette fois de la phrase de Deshayes dans laquelle il estimait « que les gendarmes sont aussi dangereux en cas de grève que les pompiers en cas d'incendie ». Constatant que « Cette monstrueuse appréciation ne provoqua aucune protestation, ni approbation, les conseillers observant un silence significatif » le rédacteur de l'Impartial de l'Oise prend position :

« Nous ne pouvons les imiter et prenons nettement parti, dénie à M. Louis Deshayes le droit de s'exprimer ainsi quand il exerce ses fonctions de maire de Méru.

Qu'il s'attache à prouver que la bêtise humaine n'a point de bornes, nous n'y voyons pour lui aucun inconvénient, mais ce n'est point une raison pour abuser de ce langage spécial en séance de conseil municipal, où il conserve trop souvent ses allures d'orateur de réunion publique.

LA VOIX DU PEUPLE N° 443 21 mars

L'organe de la C.G.T. consacre un article à la grève naissante. Signé Thuilier il est intitulé « Réveil révolutionnaire » :

« Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse. C'est ce qu'il vint d'arriver à messieurs les rois de la nacre de la région de Méru.

.....Un vent de révolte a soufflé dans les rangs de cette classe laborieuse, jusqu'à ce jour sage, calme, disciplinée, domestiquée, et sur qui les exploiters se croyaient tout permis.

Ils étaient arrivés, de par leur crapulerie et leur brigandage, à imposer dans leurs ateliers des règlements draconiens. Leur tyrannie était arrivée à un tel point qu'une fois entrés dans l'atelier les ouvriers ne pouvaient même plus sortir pour satisfaire leurs besoins naturels.

Devant toutes ces iniquités, toutes ces crapuleries, les camarades se sont enfin révoltés et c'est au nombre de huit à dix mille ouvriers et ouvrières qu'ils se sont mis en grève...

Il faut pour que ces camarades sortent victorieux de la lutte, que tout le prolétariat organisé apporte son obole pour faire bouillir leurs soupes communistes. Ils pourront prolonger la résistance. C'est à ce prix seulement que sera leur succès. »

L'HUMANITE N° 1800 23 mars

Dans la rubrique de « dernière heure », après avoir signalé que la grève des tabletiers de l'Oise atteint vingt communes l'Humanité ajoute les précisions suivants/

« Trois patrons ont déjà accepté les revendications. Dans ces maisons on reprendra le travail et les ouvriers laisseront 25% de leur salaire pour soutenir leurs camarades.

On s'attend à des événements assez graves. Les gendarmes sont arrivés Il y a de grandes manifestations pour débaucher les ouvriers qui seraient tentés de travailler, mais il n'y a de défaillances. Les soupes communistes fonctionnent à merveille. IL y a 1800 bouches à nourrir. L'Humanité se fera un plaisir de transmettre aux camarades en lutte, qui sont confédérés, les souscriptions qui pourraient lui parvenir. »

LA REPUBLIQUE DE L'OISE N° 8717 25 mars

« La journée d'hier na amené aucun changement appréciable dans la situation.

Les ouvriers forts de leur bon droit, ne cachent pas leur volonté de résister jusqu'au bout, d'autre part les gros patrons restent intransigeants. Il nous semble que le moment serait à la conciliation et qu'un arbitrage ne pourrait avoir que des résultats excellents. »

L'IMPARTIAL DE L'OISE N° 12 27 mars

L'inventaire détaillé de événements de la semaine est précédé de la considération suivante :

« Les rapports entre patrons et ouvriers de l'industrie du bouton ne s'améliore point. On peut même affirmer sans crainte d'être taxé d'exagération que le conflit tend à s'envenimer. Les éphémérides de cette semaine ne permettent pas d'augurer en faveur d'une solution définitive, pas plus qu'en faveur du maintien de la tranquillité. »

- Le retour des gendarmes dans la région méruvienne « en raison des exigences des grévistes » inspire au rédacteur les réflexions suivantes :

« Faut-il dire « à cause des exigences de tous les grévistes ? Certes non ; d'aucuns, et nombreux ,ont conseillé le calme et n'ont pas été suffisamment écoutés. C'est regrettable.

Quand une cause veut se recommander du droit, elle se doit d'éviter toute exagération maladroite et injuste.

Et nous ne craignons pas de le dire, l'attitude de certains groupes est excessive.

Le droit de grève ne confère pas autre chose que la rupture ou la suspension du contrat de travail sans préalable. Il n'accorde pas aux grévistes la faculté de porter atteinte à la liberté du travail, pas plus que de se livrer à des procédés destinés à entraver la circulation des marchandises ou à des inspections de véhicules et autres de même nature.

Tout comme les charbonniers, les grévistes sont maîtres de ce qui les intéresse, mais rien de plus, ils n'ont aucun droit en dehors de ce qui leur est personnel. La souveraineté de la rue ne leur appartient pas.

En l'oubliant ils compromettent leur cause.

De leur sagesse dépend une solution qui doit être pacifique.

Tout les droits, y compris ceux des patrons, sont respectables... »

Si cette venue des gendarmes dans la région de Méru donne lieu à l'analyse précédente sur le droit de grève, elle fournit aussi à l'Impartial de l'Oise l'occasion de porter une « attaque » supplémentaire au maire Deshayes :

« Pour être complètement à l'abri, M. Deshayes devra dire qui est-ce qui à envoyé, à son insu, la gendarmerie surveiller les grévistes très calmes de Méru ?

si M. Deshayes ne répond pas à notre question, nous considérerons le fait comme acquis qu'il est bien l'auteur de la présence d'un supplément de gendarmerie dans le bourg qu'il administre. Dans ce cas nos amis de Méru et ceux d'autre part le cas échéant, sauront s'en souvenir. »

l'HUMANITE N° 1805 28 mars

L'article de Pierre Tesche (daté du 27) se termine ainsi :

« Que sera demain.

La grève actuelle dure depuis 23 jours et englobe 12000 ouvriers et ouvrières .

Les patrons montrent toujours la même intransigeance à l'égard des revendications ouvrières.

Si la fureur populaire se déchaîne, on saura que le bon droit est du côté des ouvriers qui jusqu'à ce jour ont fait preuve d'un calme absolu.

Demain nous expliquerons en détail les revendications modestes des boutonniers, qu'on veut réduire à la famine en diminuant dans des conditions considérables leurs salaires pour le plus grand bénéfice des gros trusteurs ligués contre les petits patrons.

Pierre Tesche.

Nota : au dernier moment, j'apprend que le préfet vient de menacer de l'envoi sur les lieux de grève du 72. de ligne à Amiens.

C'est une véritable provocation . Le gouvernement veut encore du sang. »

Revenant sur l'incident du 26 à Méru, Tesch écrit que « Lignez s'est livré à une provocation, inutile certainement, et qui a failli tourner au tragique sans le sang-froid dont ont fait preuve les ouvriers. » Il ajoute, après avoir relaté le comportement de Lignez, que « M. le préfet, informé des faits par la délégation ouvrière, a daigné dire qu'il les réprouvait. Mais que serait-il arrivé, au lieu d'un patron, c'eût été un ouvrier qui eût été l'auteur de cet exploit de brute ?

La méthode gouvernementale actuelle nous permet de laisser à tous le soin d'en tirer la conclusion. »

LE JOURNAL DE MERU N° 262

Dans la rubrique des communes de la région, Andeville fait l'objet du petit article suivant intitulé « La Hyène », surnom du patron local Marchand Hebert :

« On ne parle que de la hyène à Andeville, M.Emile Dourain vient de lui dédier une carte postale sensationnelle, l'heure est bien choisie.

La hyène, féroce,

Marchant, rampant dans l'ombre,

Se dirige vers un arbre auquel est suspendu au bout d'une corde, un homme ravagé par le remords, probablement victime inconsolable d'un tempérament vindicatif qui leur fit perdre son heure de célébrité,-très chèrement acquise, dans un moment où elle pourrait démontrer sa générosité et où justement elle étala un sentiment contraire. »

LA VOIX DU PEUPLE N°444 28 mars

L'article consacré à la « grève des tabletiers de l'Oise par le « journal syndicaliste...organe la Confédération Générale du travail » est à la fois un bref rappel historique, des causes du mouvement, une relation résumée de certaines manifestations récentes et surtout un panorama des méthodes et moyens stratégiques et tactiques déjà employées ou à utiliser :

« ... ;Malgré les difficultés qui résultent de l'éloignement des communes en conflit, rayonnant sur un rayon de 30 kilomètres , l'entente parfaite n'a pas cessé jusqu'ici de régner.

Chaque centre est visité aussi souvent que le permet le nombre trop restreint des militants capables de porter la bonne parole.

L'organisation méthodique des sections ayant des relations journalières d'une commune à l'autre par cycliste, donne au Comité central des grèves, siégeant à Andeville, l'état moral au jour le jour.

De plus aussi souvent que les évènements le nécessite, les grévistes se concentrent à un endroit donné et organisent des manifestations qui ont pour but d'empêcher les défections de se produire et ranimer le courage des hésitants.....

Les esprits commencent à s'échauffer. Là (à Méru), comme à Andeville, on n'est pas disposé à se laisser tondre ni à souffrir des trahisons, et la chasse au renard a commencé .

Les conférences sont partout et très suivies et écoutées.

Déjà trois réunions avec les patrons ont eu lieu. Les propositions apportées par ces derniers ont été repoussées.

Les ouvriers sont intransigeants sur leurs revendications et préfèrent la continuation de la grève à outrance plutôt que d'accepter la moindre modification à l'ancien tarif, dont ils demandent purement et simplement le maintien.

Devant cette situation le prolétariat confédéré doit faire tous ses efforts pour venir en aide moralement et matériellement aux 12000 camarades que le patronat veut acculer à la famine.

C'est par une victoire que, dans cette région, nous pourront compter une organisation syndicale puissante qui viendra grossir l'effectif de la fédération.

Adresser les fonds au camarade J.B.Plattel à Andeville (Oise) ou à la C.G.T. au camarade Marck, trésorier

PARIS JOURNAL 174 28 mars

...Tout s'était passé jusqu'ici, dans le plus grand calme, mais la brutalité d'un patron, frappant une femme enceinte, qui, avec ses camarades, le conspuait, a mis le feu aux poudres

La fureur contenue s'est très rapidement donnée libre cours...il semble bien, tant sont surexcités les esprits que l'arrivée de la troupe provoquerait des troubles graves...

LE PETIT JOURNAL N° 16894 29 mars

« Un accord est très proche et l'on escompte que la reprise du travail pourra être faite mardi. »

LE MATIN N° 9162

TITRE : « Scènes de jacquerie- On danse autour des feux de joie où brûlent les meubles des patrons »

D'une déclaration recueillie le 28 auprès du fils Marchand on peut retenir ceci :

« ...C'est la terreur dans tout le pays. La situation générale est pleine de dangers. Les fabricants sont obligés de coucher armés. Et même certains ouvriers qui veulent travailler, dans la crainte d'être attaqués passent leurs nuits tout habillés, avec leur fusil à côté d'eux. Hier soir plusieurs d'entre eux sont venus se réfugier dans notre maison bien à tort le château. »

L'AURORE 30 Mars

Sur les récentes violences de Méru, une question :

« On dira que l'agitation des jours de grèves, celle des discours toujours prêts des meneurs, expliquent ces violences. Peut-être. Mais alors pourquoi laisse-t-on faire les excitateurs ?.... »

30 mars

LE PETIT JOURNAL N° 16895

Pour relater le événements des deux précédentes journées et caractériser l'atmosphère actuelle, ce quotidien utilise suivant : « La terreur dans la région de Méru ».

La jacquerie à Méru- La grève des boutonnières- Scènes violentes- Maison pillées-Collision des grévistes et des gendarmes- Les blessés- Les mesures d'ordre sont les titres de l'article consacré aux mêmes événements

L'AUTORITE 30 mars

« A propos de la grève de Méru qui a fini par tourner au tragique » :

« Maintenant les grèves s'appuient toujours sur des raisons professionnelles ; mais invariablement, pour peu qu'elle se prolongent elles deviennent révolutionnaires.

Les premiers jours, ça va bien, on se fait fort d'obliger les patrons à capituler, mais quand la somme de résistance qui constitue les munitions ouvrières est épuisée, on passe à un autre genre d'exercice, et de même quand la faim fait sortir le loup du bois, on voit rouge, on s'exaspère contre les patrons, et l'on arrive par une sorte de folie obsessionnelle, à commettre les pires attentats.

Toutes les grèves, en réalité, sont dues à des causes économiques que la plupart du temps, les ouvriers ne comprennent pas, et dont, seul, le régime politique de la République est responsable ».

L'HUMANITE N° 7429 30 mars

A propos des événements du 28 :

« ...Les faits d'hier sont vivement commentés à Méru par la population. En, général MM. Doudelles et Medard ne paraissent pas avoir la sympathie du public. Leur conduite est vivement critiquée et beaucoup avouent que ce qui leur arrive est, comme on dit en style populaire, « pain bénit »...

LA REPUBLIQUE FRANCAISE ;

Un article du Jules Roche contient le passage suivant qui sera cité le lendemain par la revue de presse de l'Eclair (N° 7429) :

« Les bonnes gens qui d'étonnent des ouvriers (qui ne sont pas «des fantômes irrités » mais des solides êtres réels en chair et en os), envahir les habitations de leurs patrons, briser, saccager, détruire à plaisir, montrent vraiment trop de naïveté. Ces violences sont logiques, inévitables. Elles sont un commencement de mise en œuvre des doctrines officiellement répandues depuis des années par les ministres, les députés, les sénateurs, à la tribune, dans les projets de loi, dans les discours parlementaires, dans les harangues foraines, par des toasts épuratoires.

Ce dont il faut s'étonner, c'est bien plutôt que les grèves ne se soient pas plus nombreuses, que les grévistes ne se livrent pas à de plus furieuses violences. »

D'autre part à propos des scènes récentes de Méru et de Mazamet, on trouve ces lignes, que citera le Moniteur de l'Oise du 31 (N° 73) dans sa revue de presse :

« ...la déchéance morale fait des progrès effrayants...

Un vent de folie a détraqué les esprits. Et l'on se sent constamment sous la menace de terribles catastrophes... »

L'AURORE N° 4171 du 30 mars

Editorial de Maxime Vuillaume, intitulé « Contre l'anarchie ».

« Scènes déshonorantes autant que criminelles, c'est bien la vérité. Est-ce ainsi que le peuple ne confondons pas le peuple avec les héros de ces tristes incidents-comprend la solution de ce gros problème socialiste dont parlait si éloquemment, hier, M.Briand devant les bleus de Normandie ? Non nous en sommes sûr quoique il en sort, dans l'intérêt même des ouvriers de Méru, il faut que ces violences, si elle sont confirmées, aient une sanction ? Ce n'est plus là le progrès social. Ce n'est plus la lutte sociale, autorisée et légale, ce n'est plus là le progrès social. Se poursuivant par la grève. C'est la pire des anarchies . Il n'est pas permis de la tolérer. »

LE FIGARO N° 89 30 mars

Au début d'un long article qu'il consacre aux événements du dimanche 28 et qu'il intitule « la grève du bouton de nacre-Pillages et violences » Louis Latzarus écrit ceci :

« On conçoit qu'une grève du bâtiment soit brutale et tapageuse. La grève du bouton de nacre, o, eut pensé au contraire que ce serait un mouvement délicat et élégant, une guerre en dentelles. Conduite par un chef raffiné, un M. de Pataud de la C.G.T. Hélas ! il n'en fut rien. Et ce n'est pas le lieu de plaisanter...

Dans la Revue de presse du matin, Le Figaro cite ce passage suivant de l'Aurore, « à propos des événement de Méru sur Oise » :

« Dans l'intérêt même des ouvriers de Méru, il faut que ces violences, si elles sont confirmées, aient une sanction. Ce n'est plus là le progrès social. Ce n'est plus la lutte sociale autorisée et légale, se poursuivant par la grève. C'est la pire des anarchies. Il n'est pas permis de la tolérer ».

LE MONITEUR DE L'OISE N° 72 30 mars

Les titres en gras donnent une idée du ton des récits des événements des dernières journées :
« La grève de Méru tourne au tragique- Les grévistes soulevés attaquent les usines et les propriétés patronales-une maison pillée et incendiée, le maire de Méru est parti C'est le préfet qui dirige la mairie, les patrons menacés capitulent, gendarmes blessés, on attend la troupe »

De l'éditorial du rédacteur en chef Albert Faure nous retiendrons les lignes suivantes :

« ...Nous ne commenterons pas l'affreuse situation dans laquelle se débattent aussi bien les patrons en proie à toute les angoisses que les milliers d'ouvriers exaspérés par la misère ».

LE GAULOIS N° 11490 30 mars

Titres : « La jacquerie dans l'Oise, pillage et incendies, douze mille grévistes terrorisent vingt deux communes, l'armée est insultée et les patrons menacés »

Envoyé Armand villette

.... Les « gréviculteurs » de profession qui se conduisent ici la bataille, comme ils la conduise partout, ne peuvent manquer aujourd'hui de rendre les patrons responsables des incidents déplorables d'hier, et pour maintenir leur prestige auprès des ouvriers qui ont la naïveté de les écouter, ils clame très haut que le gouvernement met une fois de plus ses soldats à la disposition de l'infâme capital contre le prolétariat, vieille rengaine entendue partout, à Fourmis, comme à Cluses comme à Draveil, à Lens comme Longwy, et vieille rengaine qui produit également un effet désastreux sur les travailleurs... »

LE MONITEUR DE L'OISE N° 72 30 mars

La grève de Méru tourne au tragique. Les gréviste soulevés attaquent les usines et les propriétés patronales. Une maison pillée est incendiée. Le maire de Méru est parti. C'est la préfecture qui dirige la mairie. Les patrons menacés capitulent. Gendarmes blessés. On attend la troupe.

« ... Nous ne commenterons pas l'affreuse situation dans laquelle de débattent aussi bien les patrons en proie à toutes angoisses que les milliers d'ouvriers exaspérés par la misère.

Si il nous était permis d'exprimer notre sentiment, nous inviterions les grévistes à désarmer au moment où ils obtiennent toutes satisfactions.

L'incendie, le pillage et la violence ne sont pas dignes du prolétariat qu'ils cesse de prêter une aimable complaisance aux agitateurs étrangers qui ne vivent que dans l'eau trouble.

Des événements tragiques comme ceux qui se déroulent ne peuvent que se retourner contre leurs auteurs. Si ils se reproduisaient, les travailleurs le savent aussi bien que vous ce serait la ruine de l'industrie et la fermeture, à bref délais de toutes les fabriques de la région

Demain le sang peut couler, les grévistes se trouvant aux prises avec la troupe.

Qu'ils rentrent dans l'ordre avant d'avoir à regretter l'irréparable.

Ils ont été odieusement trompés et exploités par les blocards qui leur promettaient la lune, mais qui ne les ont pas amené le morceau de pain.

Victime de cette politique de miroir aux alouette, comme ils doivent mépriser les politiciens qui ont si longtemps abusé de leur bonne foi !

A présent l'accord peut être scellé entre patrons et ouvriers.

Que chacun conserve sa dignité et son sang froid.

Albert Faure (rédacteur en chef).

Pr N°6136 31 mars

Interview obtenue le 30, à la bourse de Paris, de Lévy, retour de Méru, où il avait été envoyé en délégation par la C.G.T..

Lévy est persuadé que la grève ne peut prendre fin que lorsque les patrons auront fait droit aux réclamations des grévistes :

J'ai vu bien des grèves depuis que j'appartient à la C.G.T., mais il ne m'a été rarement donné de voir un mouvement comme celui des boutonniers de l'Oise.

Ils sont parvenus à avoir une organisation assez puissante pour pouvoir rayonnement sur plus de 20 communes les plus éloignées les unes des autres, c'est un signe de la ; puissance révolutionnaire du syndicalisme.

Grâce à leur solidarité, ils finiront par imposer aux patronat l'unification des salaires. »

M. Levy nous déclare en terminant que les ouvriers sont très surexcités et de graves incidents sont à craindre, si le gouvernement, suivant son habitude, provoque les grévistes en les mettant en contact avec la troupe.

LE FIGARO N°90

31 mars

« Nouvelles à la main

Les événements de Méru

Peut-on admettre que les ouvriers saccagent le domicile et ruinent le commerce de leurs employeur

C'est ce qu'ils entendent par « participation aux bénéfiques »

Le préfet trouve tout naturel qu'une augmentation de salaire soit accordée aux grévistes qui ont brûlé les meubles de M. Doudelle.

Rien de plus juste ; Brûler les meubles constitue un travail supplémentaire

Si les ouvriers qui fabriquent des boutons de chemise sont si belliqueux, que doivent être les ouvriers qui fabriquent des boutons de guêtre ?

Le masque de fer »

Extrait de l'article le Louis Latzarus :

«..... les grévistes..... repoussent tout arbitrage. Ils veulent la soumission complète des patrons Ils veulent, en attendant, que les soldats ne leur barrent point la chemin des usines. Si bien que cette agitation semble beaucoup moins économique que révolutionnaire »

A propos de la réunion devant avoir lieu l'après midi à Méru/

«Si une entente d'établit, il n'y aura plus à craindre d'incidents violents. Si elle ne s'établit pas gare aux usines et aux maisons des usiniers ! Le comité de grève s'en lave les mains. Même il provoquerait volontiers, oh, avec prudence. L'ordre qu'il a lancé porte que si une transaction n'intervenait pas les grévistes reprendraient « leur liberté d'action »....Après les pillages de dimanche, cette locution anodine rassurera mal les patrons.

L'HUMANITE N° 1808 31 mars

Dans un article qu'il intitule « un préfet gâteux et provocateur » Tesche fait d'abord de la « provocation évidente » constituée par le déploiement de forces dans ma région de Méru. Il explique ensuite le pourquoi de la mission qu'il a tentée le 30 avec Lefèvre auprès du préfet et termine ainsi :

« Nous avons de demander, non pas le retrait des troupes et des gendarmes, mais simplement que tous les défenseurs, les gardiens dits « de l'ordre », restent dans leurs cantonnements et ne viennent pas plus longtemps énerver grévistes et non grévistes. Le vieux gâteux qui représente le gouvernement s'est refusé à nous recevoir, prétextant qu'il ne voulait discuter qu'avec les délégués grévistes.

Elle est simple . M ; le préfet, bien stylé par quelques patrons, s'en tient toujours à son idée première : voir les grévistes rentrer dans les ateliers et discuter ensuite. Peu import' pour lui qu'une telle attitude puisse provoquer des troubles. Il est sur le point de prendre sa retraite et rêve sans doute de recueillir lui aussi les lauriers chers aux massacreurs de Villeneuve-Vigneux. A côté du ruban rouge, il veut aussi probablement du sang ? »

Dans un second article qui paraît dans la rubrique »Dernière heure », Tesche traite de « l'attitude du préfet- Un loufoque qui jette de l'huile sur le feu » :

« Monsieur le préfet de l'Oise, dans le but d'assurer sa manœuvre déloyale s'est assuré la concours de quelques patrons.

Je viens d'apprendre en effet qu'un ex patron, M.Doudelle dont les fils ont une usine très importante à St Crépin, à déclaré à un de nos confrères qu'il ne voulait pas signer demain un contrat définitif, mais simplement un arrangement provisoire.

Ce monsieur s'en remettrait ensuite à un arbitrage du juge de paix pour la suit à donner aux propositions des grévistes.

On ne peut dire plus carrément que l'on désire la continuation du conflit . et je me demande ce que vient faire en l'occurrence l'avis de ce provocateur qui n'est même pas industriel en fonction.

Il y a d'ailleurs dans son interview à notre confrère des points intéressants à retenir.

Tout d'abord, ce monsieur reconnaît qu'il y a trop de patrons et que d'autre part, si les ouvriers sont payés moins cher, ils produisent plus et, pour lui c'est l'essentiel.

Il ne nie pas que chez lui, les salaires ont diminué d'environ 50 à 70 centimes par jour, mais, cynique, il estime que ceux qui ne sont pas contents n'ont qu'à aller se faire pendre ailleurs.

Enfin, pour mater les récalcitrants, il est partisan d'un lock-out général. Il ne verrait même pas d'un mauvais œil la disparition de la plupart de ses confrères qui gênent sont négoce .
Vraiment on ne peut être plus aimable, et avec le préfet, il font vraiment une belle paire de flibustiers.

Dans ces conditions, que sera la réunion de demain entre patrons et ouvriers ? Nul ne saurait le prévoir. Dans tous les cas, étant donné que les ouvriers sont prêts à une conciliation raisonnable, si celle-ci ne se produit pas, on saura trouver les responsables. Et si toute la population de l'Oise met demain en avant les noms de MM. Meunier, préfet de l'Oise et Doudelle, au nombre des provocateurs, avec eux, nous dirons que c'est la pure vérité entière .

LE PEUPLE FRANÇAIS

31 mars

« Le député de Méru, le centre ouvrier de l'Oise où se produisent en ce moment de violents incidents de grève, n'est autre que M. Baudon, le père des « Quinze- mille »

La gloire de mauvais aloi qu'il récolte en proposant à la chambre l'augmentation de l'indemnité parlementaire lui valut déjà de ne pouvoir se présenter aux élections sénatoriales; il est probable qu'elle lui coûtera encore son siège de député.

En attendant, petits ou gros, presque tous les patrons de Méru et lieux voisins arborent à leurs boutonnières les rubans multicolores que la magnificence des pouvoirs publics leur distribue à profusion. Tous ces boutonnières ont la boutonnière fleurie de violet ou de vert : ce sont d'excellents électeurs radicaux socialistes de M. Baudon » cet article est repris dans « La croix » du 1er avril. (Il est à noter que dans son N° 1808 du 31 mars, l'Humanité, dans sa rubrique « Journaux de matin » ,reproduit ce passage).

LE FIGARO N° 90 31 mars 1909

Des différents articles pompés sous le titre « a France Paris »

« Poursuivra-t-on les énergumènes qui dimanche à Amblainville, près de Méru, ont mis à sac la maison d'un patron ?... C'est peu probable : quelque loi d'amnistie préventive les gardera au demeurant de tout ennui. Et ils iront grossir les rangs de ce groupement : déal dont parlait naguère un humoriste, « la société des pillards ex incendiaires impunis !

Ses membres sont, depuis trois années seulement, fort nombreux et considérables.

En 1906, ils travaillaient à Limoges : pillage d'une boutique d'armurerie, incendies d'automobiles, violences de toutes sortes. Cela au mois d'avril, le 30 octobre, amnistie.

En 1906, Connière, meurtre du lieutenant Latour, bris de clôture, incendies de meules, etc.. Cela au mois d'avril ; le 11 juillet, amnistie.

La même année, à Fressenneville, incendie d'une usine

L'année suivante, 1907 révolte du lundi, incendie de la préfecture de Perpignan, exaction de la mairie, etc... etc... le 31 mai 1908, amnistie.

L'année dernière, émeute du Draveil et de Villeneuve St Georges : violences de toutes sortes, la troupe lapidée, des coups de feu tirés contre elle, etc...etc...le 12 février de cette année, amnistie.

Cette année encore, ce mois-ci, grève des postiers : sabotage des lignes télégraphiques, destruction d'un matériel indispensable à la défense nationale...pas d'amnistie encore, mais pas de poursuites non plus : et les saboteurs ne seront même pas inquiétés.

Si l'on avait poursuivi les pillards, incendiaires et saboteurs de ces trois dernières années, peut-être aurions nous évité la petite jacquerie de Méru.

Mais voilà ! le code pénal est une loi qui n'est plus à la mode.

LA GUERRE SOCIALE N°16 du 31/3 au 6/4 (.Journal hebdo paraissant le mercredi)

Le rédacteur qu'elle a envoyé sur les lieux, depuis huit jours vous raconte les infamies des patrons, leur rapacité, leurs violences, leurs fortunes scandaleuses.

Dimanche dernier, il nous citait un acte de provocation du patron Lignez ; « ce monsieur nous dit le correspondant de « l'Humanité » se vantait très haut dans les groupes qu'il allait livrer un paquet de boutons qu'il portait sous le bras. Hué par la foule, indignée de cette provocation ignoble, il ne trouva rien de mieux que de frapper une femme enceinte, à qui il brisa deux dents.

Voilà ce qu'on raconte le dimanche.

Le même, le lundi, le lendemain, écrit : quelques ayant été cassés entre autres chez le patron « frappeur » M. Lignez, une enquête est ouverte par la gendarmerie sur la plainte du patron.

Que dirait-on si le résultat de l'enquête prouvait encore que c'est là une nouvelle manœuvre patronale et que les carreaux on été cassés par des émissaire à leurs gages , Tout arrive ; »

Exquise cette insinuation !

Voilà, un patron qui provoque les colères de la foule, la foule le hue ; il brise deux dents à une femme enceinte ; le lendemain ses carreaux sautent . Evidemment ça ne peut pas être « d'honnêtes ouvriers » qui ont commis cette déplorable violence sur les carreaux de la brute patronale. Pour sûr, le coup a du être fait par les émissaires du patronat.

Et le pillage de la maison Doudelle, le lendemain par la foule d »s grévistes

Et les prisonniers arrachés aux gendarmes de haute lutte, ç a été fait par les émissaires du patronat ?

Quand donc les socialistes-réformistes, parlementaires et paix sociale se guériront de leur manie de vouloir attribuer presque tous les actes de violence à des agents provocateurs ou à des stipendiés de patronat ?

Une manie non !

Un système politique !

Car c'est tout un système, toute une politique qu'exprime ces incessants coup de patte, ou de plume, contre la violence ou ces insinuations tendancieuses et venimeuses.

Pour nos socialistes paix sociale, il s'agit avant tout de déconsidérer la violence, afin de canaliser les colères et les rancoeurs du prolétariat vers les urnes électorales pour le plus grand profit des candidats socialistes.

Ces violences troublent leur digestion, ou compromettent leur carrière.

Le droit n'a pas triomphé du tout .

Ce qui a triomphé, c'est la force.

Les postiers ont triomphé, non pas parce qu'ils ont pour eux le droit, cette foutaise ! mais parce qu'ils ont eu pour eux la force, et parce que les éléments révolutionnaires qu'ils avaient parmi eux n'ont reculé ni devant la violence, ni devant le sabotage.

Toutes les grandes phrases sue le droit, toutes les basses insinuations contre la violence, boniments ! mensonges et tartuferies de timorés, de satisfaits ou de repus ! »

Presse : reprise d'un article de Gil Blas du 31 mars intitulé « Ca ira » :

« Si le gouvernement avait l'idée de considérer les événements de Méru comme un simple fait divers, un peu gros mais banal, il commettrait une grossière erreur.

Ces faits divers là deviennent en effet un peu trop fréquent chez nous.....(Fressenville, Cluses, Méru retour à 1789...

Quand [l'opinion] voit s'allumer les incendies elle ne se demande pas si les patrons ou les ouvriers ont tort. Elle a peur des étincelles et des éclabousses. Elle se tourne désespérément vers le gendarme sauveur et providentiel ,.....

Le besoin d'ordre est un instinct primordial. C'est lui qui, à la fin de la révolution, à rendu Bonaparte nécessaire et Fouché supportable. C'est là un souvenir à méditer ».

La Croix en citant cet article lui donne le commentaire suivant :

« Gil Blas est si effrayé du désordre de Méru qu'il oublie d'en faire, comme d'habitude retomber la responsabilité sur le gouvernement ».

LA REPUBLIQUE DE L'OISE N° 8722 31 mars

Editorial de Martin Mamy

« Les ouvriers qui luttent depuis un mois dans la région de Méru afin d'obtenir le droit au pain et à la vie et qui se heurtent d'une part à l'égoïsme de quelques individualités et d'autre part, à aux nécessités économiques qui pèsent sur l'industrie du bouton, savent avec quelle sympathie nous suivons leurs efforts.

C'est pourquoi nous avons le devoir dire aujourd'hui que si des troubles graves ont éclaté, si des déprédations ont été commises, si des scènes scandaleuses se sont produites, la responsabilité de ces désordres ne doivent pas incomber aux ouvriers, mais bien à quelques égarés qui confondent la violence avec la raison, et qui, dans chaque grève, à Méru, comme à Paris, à Paris comme à Mazamet, sont toujours prêts à accomplir leur œuvre cojative et mauvaise.

Non ce ne sont pas les ouvriers de Méru, d'Andeville, ou de St Crépin qui saccagés des appartements. Ce n'est pas possible. Ce n'est pas vrai.

.....(ceci pour diminuer la pub B.D. qui « fixe excellemment ce point).....

C'est au moment où la situation s'aggrave qu'il convient de faire appel, plus que jamais, à la sagesse et à la raison de tous.

Si l'on veut éviter, il le faut, cette chose abominable qui est toujours un conflit entre le peuple et l'armée, il est indispensable que chacun fasse un violent effort pour arriver à l'apaisement et à la concorde.....

L'INTRANSIGEANT N° 10466 31 mars

Intitulé « l'état patron » l'éditorial du directeur Léon Bailly commence ainsi :

« Les boutonniers de l'Oise sont en grève. Ils réclament une augmentation de salaire, naturellement. Naturellement aussi les patrons refusent. Alors, pour leur ouvrir l'intelligence, certains grévistes, qui savent la supériorité du geste sur le mot, ont envahi quelques maisons, saccagés quelques mobiliers.

Et si nous avons le temps de penser à ces histoires, nous dirions que c'est là un petit essai de révolution sociale assez réussi, quelque chose comme des explosions isolés, comme ces feux qui s'allumaient à travers la province, à la veille de 89, et que Taine appelait de l'anarchie spontanée ».....

LE MONITEUR DE L'OISE N° 73 31 mars

A propos de la proclamation de Deshayes et du « père quinze mille » Théodore Bouton, A. Faure écrit :

.....que signifie cette plaisanterie , Les »élus » des ouvriers arrivent, comme les cavaliers d'Offenbach, après la bataille.

Depuis trois semaines que dure la grève ils ont fait les morts ? quand M.Bourdon a-t-il paru dans ce pays où l'appelait son devoir ,

Pourquoi MM. Bourdon et Deshayes ont-ils attendu que les villes soient mises à feu et à sang, pour chercher la formule de concorde et de paix

M.M. Bourdon et Deshayes n'ont plus qu'un droit, celui de se taire.

Et la preuve, c'est que nous les défions de venir se justifier dans une réunion publique, à Méru ou dans la contrée.

Mais ils n'ont pas envie de se frotter à la population, même sous la garde des baïonnettes, Ils savent trop l'accueil qui les attendrait.

Le prolétariat conspu et repousse ces singuliers médiateurs qui l'ont trahi »

PR N°6137 1er Avril

« Le préfet de l'Oise à la retraite »

« Des débats :

Un mouvement préfectoral est en préparation au ministère de l'intérieur. Il a, pour point de départ l'admission à la retraite de M. Meunier, préfet de l'Oise.

Ce mouvement ne serait pas publié avant le 1er mars (la retraite de M.Meunier aurait -elle un rapport avec les événements de Méru ?)

L'AUTORITE N° 5 1^{er} Avril Devise : « Pour dieu pour la France !

Editorial du directeur Guy de Cassagne intitulé « l'état de grève. » Retracer la chronologie des pires grèves sous la république et arrive à :

« Enfin Méru, avec ses incendies et ses scènes abominables.

Or un gouvernement qui ne sait pas prévoir, ne sait pas gouverner.

Et ce n'est pas le droit de grève qu'il respecte : il encourage le droit séditieux et révolutionnaire, n'intervenant que lorsque les choses tournant trop mal, il a peur pour lui-même du déchaînement révolutionnaire alimenté par son inertie systématique.

Dans les grèves, les patrons ne sont pas protégés. A Méru ils viennent de céder aux pires intimidations..... »

LE FIGARO N° 91 1er avril

« dans l'Oise,

Un envoyé de la C.G.T. a résumé ainsi ses sentiments : « les patrons sont faits pou être découpés. »

Boutons de nacre :

Air : Boutons de roses

Dont la douzaine vaut deux sous !

Toi qu'un vieil usage consacre

A nos vêtements de dessous

Boutons de nacre !

Qui toujours cousu de fil blanc

Est modeste comme un sous diacre

Et vis en te dissimulant,

Boutons de nacre
Boutons de nacre !
Voici pourtant, qui l'eut cru ?
Que tu deviens le simulacre
Qui mène la grève à Méru,
Boutons de nacre !
Boutons de nacre,
Percé de trous comme un drapeau !
C'est sur toi qu'on jure et qu'on sacre
Qu'on aura les patrons, la peau !
Boutons de nacre !
Boutons de nacre,

Ton caractère a bien changé !
Pour toi l'on pille et l'on massacre :
Te voilà « bouton enragé »,
Bouton de nacre !

Louis Marsolleau !

Article de Latzarus à propos de la « conclusion » de la grève et de la signature du contrat du 31 mars :

« ...On voit que les ouvriers ont remporté la victoire, ils obtiennent le tarif maximum qu'ils réclamaient et qui ne sera pas soumis au contrôle d'aucun arbitre. D'autre part aucun d'entre eux ne sera renvoyé des usines.

Toutefois dans ce contrat formel une lacune pourrait amener plus tard de nouvelles contestations. En effet les patrons fixent à dix heures la durée maximum de la journée de travail. La durée minima n'a fait l'objet d'aucune stipulation. en sorte que les fabricants pourraient, sans manquer à leurs engagements, ne laisser travailler leurs ouvriers que pendant deux heures chaque jours. A cinquante centimes l'heure le labeur quotidien rapportera donc un franc.

Les patrons profiteront-ils de cette omission, Il ne faut pas le croire Ils sont terrorisés. S'ils ont cédé si complètement, c'est qu'ils craignaient l'incendie et le pillage.

Le travail va reprendre aujourd'hui dans les usines que les grévistes ont bien voulu laisser intactes les dragons et les hussards rejoindront aussitôt leurs garnisons, pareillement les commissaires spéciaux de la sûreté générale, qu conduit M.Mallet, assisté de M. Dalzat, rentreront à Paris.

L'un d'entre eux M. Jouvin à été embrassé à la ronde par les ouvriers d'Andeville qui, hier l'auraient volontiers lapidé. Notons cette marque d'un allégresse qui sera peut-être fugitive.

L'AURORE N° 4173 1er avril

Editorial de Maxime Vuillaume « Autour d'une grève »

« Les violences de Méru sont closes ; Le comité de grève a prescrit le calme. Un peu tard, beaucoup trop tard ? Ce n'est pas une bonne méthode pour arriver à l'entente que celle qui incite à saccager, à piller et à incendier le mobilier des patrons. Si l'on a la ferme volonté de conclure avec la patronat un accord, ce n'est pas en l'espérant que l'on fera avancer les choses. Les considérations à part, les violences, surtout celles qui ne répondent à aucune provocation sont inexcusables . Il est impossible que les travailleurs eux-même ne le

reconnaissent pas. Ils en sont si bien convaincus que l'on dit déjà que ces violences sont le fait, non pas des ouvriers du pays, mais de meneurs étrangers à la localité.

Autre chose. Peut-être plus grave encore. Les ouvriers de M. ont formulé leurs revendications. Il eussent déjà du commencer par là. Ils réclament l'établissement d'un contrat collectif, la création d'une commission de contrôle, la réintégration des ouvriers en masse. Il n'y a rien là qui après discussion entre les parties intéressées, ne puisse être accepté, en principe du moins. Mais ce ne sont pas les seules revendications du comité de grève exigent que deux membres de la C.G.T. dans ce conflit entre patrons et ouvriers, discutant de leurs intérêts communs, connus d'eux seuls et qu'eux seuls peuvent définir ? Les ouvriers de M. et leurs patrons sont compétents sur les questions à débattre, conditions de travail, durée, chômage et autres. A quoi rime l'intervention des membres de la C.G.T. ? Décision tout aussi grave, tout ce qu'il y a de plus incompréhensible le refus de l'arbitrage. L'arbitrage a été dans les grands conflits de la grève, l'arme de la conciliation et de la paix. Ce sont les conseils permanents d'arbitrage, préconisés par M. Millerand qui dans l'avenir résoudrons les grèves. Nous souhaitons vivement que l'accord intervienne à Méru, mais vraiment il faut constater que les ouvriers qui, dans leur propre intérêt doivent désirer la rapide reprise du travail, se laissent bien mal conseiller. »

LE RAPPEL N° 14265 1er Avril

„ Restez calme“

„ Un déplorable conflit a éclaté dans l'Oise.

Et comme on doit la vérité à ses amis, il faut, il faut malheureusement reconnaître que les ouvriers se départissent à tort de leur calme habituel.

La présence des gendarmes et de la troupe, l'attitude arrogante et narquoise de certains patrons, des provocations regrettables ne sauraient, en aucun cas, justifier les violences de ces jours derniers.

Sans doute, il serait injuste de rendre tous les ouvriers de M. responsables des excès d'un certain nombre d'entre eux.

Peut-être que, comme l'affirme le Dr Baudon, député de la circonscription, les auteurs de ces troubles graves sont-ils « De ouvriers étrangers à la région. »

Mais c'est une raison de plus pour que la véritable population ouvrière, si intéressante et si sage d'ordinaire en répudie nettement toute espèce de solidarité avec ceux dont les agissements coupables compromettent sa cause.

Elle n'y faillira pas. »

L'INTRANSIGEANT N° 10487 1er avril

La première page est barrée sur toute la largeur d'un énorme titre en caractères gras : « A Méru, de troubles graves sont à craindre. »

PARIS JOURNAL N° 178 1er avril

Sous le titre : « La grève de Méru est terminée, patrons et ouvriers finissent par tomber d'accord, crise économique en perspective, disent les patrons, vive la joie disent les ouvriers »

L'article de ce quotidien commence ainsi/

« La grève de Méru est terminée. Dans quelques patrons et ouvriers pourront évaluer les ruines accumulées, mais pour l'instant le soulagement est général.

Les ouvriers, depuis un mois sans salaires étaient à bout de ressources sous le coup des menaces et des représailles de ces derniers jours, ne songeaient plus qu'à préserver leur fortunes acquises, sans se soucier des bénéfices ou des déficits à venir... »

L'ECLAIR N° 91

Egalement à propos de l'accord du 31 et de « la fin du conflit », Loyer écrit :
.....(lorsque les troupes et les gendarmes auront quittés Méru dans quelques jours) cette petite localité reprendra son aspect ordinaire.

Il ne restera plus alors dans l'esprit des habitants que le souvenir d'un mauvais rêve qui finira, nous voulons le croire, par s'effacer complètement, quand, le temps aidant, la conciliation, la concorde et la confiance réciproque auront assuré à cette ruche de travailleurs sa prospérité un instant compromise.

CHV 2 avril

« Au jour le jour » (signé STA.)
(à propos d'un discours de Briand au Neubourg)

.... (M. Briand)... a surtout négligé de nous dire, ce qui nous eut intéressé, quel rôle jouerait le gouvernement en face d'un prochain mouvement gréviste, appuyé par un mouvement révolutionnaire dans rue ?

Car, c'est là que se passera le choc inévitable et fatal : que fera le gouvernement de face de barricades ? Voudra-t-il recommencer les journées de juin où capitulera-t-il devant l'émeute ?

Vous n'avez qu'à voir ce qui se passe à Méru, pour voir l'aimable façon dont les grévistes présentèrent leurs revendications sociales !

M. Briand a négligé d'étudier la question sur ce point. Il n'a pas voulu avouer qu'en face de grèves et d'émeutes le gouvernement ne trouve qu'une formule « l'amnistie »

Les résultats en sont charmants ! »

L'HUMANITE N° 1810 2 avril

Dans un article expédié depuis Méru le 1er avril, Pierre Resche consacre un long texte à la continuation de la grève par « six mille travailleurs » :

« Après que l'annonce de la fin de la grève des boutonniers l'Oise faite par tous les journaux, la nouvelle que je vous envoie pourra peut-être paraître invraisemblable et être un joyeux poisson d'avril. Il n'en est cependant rien, malheureusement, et à l'heure actuelle, 6000 travailleurs restent encore en grève.

Cela n'a d'ailleurs rien d'étonnant, étant donnée la tactique observée par celui que j'ai qualifié de vieux gâteux, j'ai nommé M.Meunier préfet de l'Oise...

Ce monsieur, jusqu'à mercredi 31 mars, avait toujours soutenu que le conflit ne pouvait être solutionné qu'à la condition que les ouvriers d'abord dans les ateliers et que, seulement ensuite pourraient être discutées les revendications ouvrières . C'était livrer pieds et poings liés les travailleurs au patronat.

Que s'est-il passé dans la nuit de mardi au mercredi ? Quels sont les ordres qu'a pu recevoir le préfet ? Mystère. Toujours est-il qu'au cours de l'entrevue qui a eu lieu hier à l'hôtel de ville de Méru, il a montré enfin de l'énergie en ne permettant pas aux patrons de se retrancher derrière des considérations personnelles ou de circonstance.

Mais, car il y a un mais, soit intentionnellement, soit pour toute autre cause, il a oublié d'éclairer complètement sa lanterne.

Il a traité avec un certain nombre de patrons, mais s'est complètement désintéressé d'un nombre considérable d'autres. Et il arriva ce qui devait arriver : alors que les ouvriers pouvaient croire le conflit solutionné, il ne se trouve l'être qu'avec les patrons de Méru, Andeville, la Houssoye, St Crépin, Amblainville, la Villeneuve, Fresnaux, alors qu'il continue avec ceux de Laboissière, Valdampierre, Mesnil théribus, Cauvigny, Cordonne, Neuillz en Thelle, Hénonville, Ivry le temple, etc... occupant environ 6000 travailleurs.

C'est donc encore un conflit considérable qui subsiste.

Si l'on considère, d'autre part que beaucoup de patrons ayant accordé satisfaction ne l'ont fait parce que « contraints et forcés », 'C'est ce que certains d'entre eux ont déclaré à plusieurs de nos confrères, on peut en déduire que les deux parties restent sur pied de guerre. Des menaces d'ailleurs se manifestent. Certains parlent de ne faire reprendre le travail que dans quinze jours ou trois semaines. D'autres veulent réduire considérablement les heures de travail.

Tous ces bruits n'ont pas été sans jeter une certaine effervescence dans le monde des travailleurs, laquelle s'est déjà manifestée en certains points.....

[Après avoir relaté quelques incidents et fait état des démarches de J.B. Platel, Tesche aborde un second chapitre qu'il intitule : « la magistrature opère »] :

Cette situation est encore compliquée par l'action des chats fourrés.

Alors qu'au cours de l'entrevue entre patrons et ouvriers à l'hôtel de ville de Méru, tout le monde avait déclaré qu'il était nécessaire de « passer une éponge sur le passé », déclaration même de M. Médard Delamotte, patron d'Amblainville, les gendarmes se rendent dans les domiciles des ouvriers pour enquêter sur les faits et gestes de chacun.

Une pression est faite sur ceux mêmes non mêlés au mouvement. On essaie de compromettre tout le monde pour livrer à la magistrature, à la cour d'assise, au bagne, les militants.

On veut donner une compensation aux patrons battus et pas contents.

Le gouvernement voudra-t-il continuer dans cette voie ?

Nous ne pouvons croire « Passons l'éponge sur tout » ont dit les patrons en majorité. Que Clémenceau, Briand, Viviani et le gouvernement suivent cette sage détermination, ce sera non seulement une preuve de prudence dont lui saura gré toute la population de l'Oise .

Assez de victimes et un peu de justice.... »

LA REPUBLIQUE DE L'OISE N° 8724

Dans son éditorial intitulé « Fin de grève » Martin Mamy adresse d'abord quelques mises en garde aux deux parties signataires du contrat du 31 mars : « ...Un accord loyal fut établi. Il faut maintenant qu'il soit durable. Les patrons ont pris des engagements. Ils faut qu'ils s'y conforment. Les ouvriers ont placé leurs à côté des signatures patronales. Ils ne doivent pas l'oublier.

Il y a en ce moment une faute qui ne doit pas être commise, c'est celle qui consisterait à imposer (côté patronal) ou à accepter (côté ouvrier), en marge et en violation du contrat collectif qui vient d'être signé par les partis, un salaire rogné, salaire dont l'acceptation ne serait que le résultat d'une exploitation immorale du travail.

Certes, nous ne doutons pas de la bonne foi de ceux qui viennent de sceller un loyal accord, mais en matière économique, il n'est rien de tel pour assurer l'exécution du contrat de travail, que l'équilibre de deux parties, et si les ouvriers ne s'organisent pas solidement en vue de la discussion et du maintien des engagements, pis, ils seront à la merci de tous les événements imprévus de la machine économique, événements que les graves économistes considèrent comme fatals et qui ne le sont que grâce au manque d'organes de contrepoids.

Le syndicat, nous entendons parler du syndicat professionnel et non du syndicat révolutionnaire, constitue cet organe. C'est aux ouvriers et à eux seuls qu'il appartient de l'organiser, en dehors de la politique, bien entendu..... »

Puis le rédacteur beauvaisien termine par des remerciements au préfet :

... » Il trouvera bon, je pense, que nous lui exprimions ici au nom des braves gens qui tandis que j'écris, commentent joyeusement la bonne nouvelle, les remerciements de tous les bons citoyens . »

LE GAULOIS N° 11493 2 avril

La politique
Sus à la révolution

« Le parti révolutionnaire se jugeant assuré de la victoire s'organise conformément à sa bonne tradition.

Il comprend à l'heure actuelle une droite et une gauche ; la gauche quand il y a deux jours, s'accaparait les usines, brisait les meubles des patrons et de ce fait, ceux ci ,le couteau sous la gorge, à signer des engagements qui sont d'ailleurs hors d'état d'exécuter, c'est la ruine prochaine pour les chefs d'industrie et par voie de conséquence, pour tous ceux qu'ils emploient.

Les patrons se sont réunis , mais ils déclaraient dès aujourd'hui qu'ils ne pourront supporter les charges qu'on leur impose et ils se résignent au pire, puis pour échapper au péril, immédiat.....

La droite révolutionnaire, je dois le dire, m'inquiète infiniment plus que la gauche.

Ceux de Méru, fidèles à la tradition, se révoltent, attaquent les gendarmes, pillent et au besoin massacrent.

On leur a cédé parce que les autorités n'ont plus le courage, ni la volonté de résister à l'émeute, mais il est certain qu'un peu d'énergie suffirait pour les mettre à la raison.

On viendra moins facilement à bout des disciples ou des protégés de la C.G.T.....

Avant tout, il faut sauver la France de l'invasion barbare dont elle est aujourd'hui menacée »

L.Desmoulins

LE SOCIALISME N° 71 3 avril

« La presse du jour »

« La grève des tabletiers de l'Oise tel est l'objet de la rubrique d'action sociale du journal de Jules Guesde. Après avoir très situé très brièvement l'industrie de bouton de nacre et expliqué par la seule réduction des salaires l'origine du conflit, l'auteur résume ainsi ce dernier, en quelques lignes servant de conclusion :

« ...Et c'est avec un ensemble admirable que tous les travailleurs se sont livrés pour repousser les salaires de famine qu'on voulait leur imposer.

La grève a été générale ? Elle a été marquée par des manifestations violentes. La maison d'un patron a été saccagée.

Finalement le syndicat a pu obtenir un arrangement donnant satisfaction aux grévistes. »

L'IMPARTIAL DE L'OISE N° 13

« Il n'y a plus de grève ». C'est sous ce titre que le premier numéro de l'Impartial de l'Oise suivant la signature de l'accord du 31 mars annonce la nouvelle, qu'il commente ainsi :

La grève est terminée, un accord intervenu mercredi soir a mis fin au différend qui devisait ouvriers et patrons.

L'agitation de ces derniers jours succédant au calme exemplaire de la première quinzaine de chômage avait causé dans la ville et dans toute la région une réelle inquiétude : c'est avec une satisfaction franchement exprimée que fut accueillie l'annonce d'une décision destinée à éviter les conflits les plus graves. »

En fait, au moment où est rédigé l'article ci-dessus, nous sommes déjà le 2 avril après-midi et...dans l'intervalle, l'agence Havas a publié la nouvelle selon laquelle des patrons ont annoncé leur intention de ne pas se conformer aux engagements pris mercredi et manifesté celle de fermer leurs usines le 5. D'où ce second article :

« Nous ne dirons pas que nous nous bornons à publier purement et simplement cette information. Notre devoir nous oblige à reconnaître et déclarer que nos renseignements personnels puisés à bonne source il résulte que l'intention de plusieurs patrons est de fermer leurs usines.

Ce n'est pas sans une certaine appréhension que nous confirmons le caractère sérieux de cette décision particulièrement grave.

L'avenir nous réserve-t-il une réelle détente ou...de nouvelles et rudes surprises ?

La question reste entière et de gravité exceptionnelle. »

Le maire de Méru, devenu la « bête noire » de l'Impartial de l'Oise, n'échappe pas à de nouvelles attaques, dont nous retiendrons les deux suivantes :

« monsieur Deshayes, qui mit l'abandon de la mairie au compte de la maladie, pourrait-il affirmer que mardi dernier (le 30 mars), à 11 h 50 du matin, il n'était pas au palais de justice, à Paris, en haut de l'escalier, conduisant de la galerie marchande aux chambres d'appel ?

N'était-il pas à cet endroit, en robe d'avocat, à l'heure dite, causant avec un de ses confrères ?

Dans la négative, nous enregistrons la réponse de M. le Maire.

Nous n'avons pas à en dire plus pour aujourd'hui. »

« ...Quand dans une maison un ouvrier, un domestique, un artisan se montre au dessous de sa tâche, il prend ses outils et s'en va ou bien rend son tablier.

A quand la démission de M. le Maire de Méru ? »

LA REPUBLIQUE DE L'OISE N° 8725 3 avril

C'est aussi un bruit de fermeture lundi 5 par certains patrons que Martin Mamy consacre son éditorial (« intitulé « mise au point »), en étant bien sur de lui...et surtout d'eux :

« ... nous sommes certain que pas un (des patrons) ne voudra assumer la responsabilité des troubles que leur décision, si la nouvelle donnée par les journaux de Paris était exacte, ne pourrait manquer de provoquer.

Nous connaissons les patrons de la région de Méru ; en même temps que des industriels avisés, ce sont aussi de braves gens et c'est pourquoi nous n'ajoutons pas foi aux bruits pessimistes que s'efforcent de répandre quelques mauvais esprit. »

LA LIBERTE N° 332 3 avril

« Grève joyeuse dans le Tarn, jacquerie dans l'Oise, trompés par les politiciens, écoeurés du vide permanent des promesses électorales, désillusionnés de l'idéal collectiviste, se révoltent dans l'espoir que la violence résoudra momentanément pour eux la question sociale »

Et le journal antimaçonnique de M.Copin Albancelli ajoute :

« Un de ces jours Fallière interroge son premier ministre, est-ce une révolte , « non sir répond Clémenceau, c'est une révolution » et le gouvernement des loges n'aura plus qu'à prendre la route de Varennes »

MONITEUR DE L'OISE N° 76 3 avril

« Nouvelles à la main.

A Méru une ménagère causez avec la médecin :
monsieur le docteur, dit-elle, mon mari a le bras couvert de boutons.
Le médecin, distrait :
-Il peut le montrer sans crainte, la grève est finie ! »

LE MONDE ILLUSTRÉ N° 2714.

Un article de Noël Nozeroy et un important reportage photographique sont consacrés aux récents événements et notamment à ceux du 28 mars. La photo de couverture, qui représente le salon saccagé de M.Doudelle, est intitulée : « Comme au temps de la jacquerie ».

L'HUMANITE N° 1811 3 avril

-Dans un article du 2 à Andeville, M.Tesche dénonce le jeu des « patrons parjures » qui veulent essayer un lock-out » :

« ... La vérité, c'est que les gros patrons, adhérents à la chambre syndicale patronale, qui avaient espéré briser leurs concurrents, petits patrons, se voyant déjoués dans leurs calculs par les travailleurs qui n'ont pas voulu être leurs dupes de faire leurs affaires, essaient en ce moment de revenir sur leurs promesses.

Ils espèrent ainsi, alors que chacun comptait reprendre le travail, jeter dans les rangs des ouvriers la division, en cela ils se trompent !...

D'autre part, et la manœuvre en est une preuve irréfutable, un grand nombre de patrons seraient résolus à transformer la grève actuelle en un lock-out.

Tous ceux qui ont tremblé sur leurs paroles semblent s'être ressaisis. Ils comptent que le gouvernement leur enverra des troupes pour les défendre, comme cela s'est produit avant la signature du contrat. Et maintenant rassurés, orgueilleux et insolents, les patrons menacent.

Ils escomptent que les enquêtes faites par la magistrature et la peur des gendarmes feront de tous les ouvriers des jaunes prêts à tout, et que demain , au tarif 1909 et même en dessous, ce sera à qui se précipitera dans les ateliers pour réclamer du travail....

Devant cette nouvelle provocation, il appartient à la classe ouvrière de répondre une action effective de solidarité.

Pour soutenir la lutte qui va probablement à nouveau se continuer plus âpre que jamais par un patronat égoïste et menteur, contre nos camarades boutonniers, il faut que chaque prolétaire, chaque organisation syndicale, apportent leur obole.

C'est pourquoi, à partir d'aujourd'hui, une souscription est ouverte dans l'Humanité.

Tous la main à la poche. Des gros sous de tous dépend la réussite du mouvement actuel... »

Dans un autre article consacré à la « solidarité ouvrière », Tesche écrit à propos des caoutchoutiers de Persan :

« Leur acte de solidarité ne d'arrêtera pas là. Ils sont disposés et ont même demandé à en recevoir encore d'autres. De plus, des fêtes en leur honneur auront lieu pendant la semaine de Pâques. Des souscriptions nombreuses seront faites en faveur des grévistes.

Je ne peux que les féliciter et souhaiter que leur exemple soit suivi. »

LA VOIX DU PEUPLE N° 445 4 avril

Léon Jouhaux, sous le titre : « Une belle résistance » consacre un article à « la grève des boutonniers de l'Oise » ;. Nous y relèverons les lignes suivantes, en notant au passage un qualificatif assez particulier pour parler des ouvriers :

«Une bonne partie des patrons ont déjà signé le contrat et nous pouvons être en droit d'espérer que demain ce sera l'unanimité de la clique patronale qui sera obligée de fléchir devant la volonté consciente et énergique des travailleurs.

Pour ces gens qui vivent du travail des autres, la peur est le commencement de la sagesse.

En attendant la victoire définitive, qui doit être le résultat des efforts révolutionnaires de nos camarades, il est nécessaire que tous les turbineurs confédérés se pénétrant de l'importance de la lutte engagée dans cette région et fasse affluer dans la caisse de l'Union de Tabletiers de l'Oise, les gros sous qui serviront à faire bouillir les marmites communistes... »

L'HUMANITE N° 8726 4 avril

« ... Quoi qu'il arrive, il est maintenant certain que si par l'intransigeance, l'esprit de lucre et aussi de haine de certains patrons contre les travailleurs, à la sueur desquels ils doivent leur fortune, la lutte doit continuer pour plusieurs milliers d'ouvriers, le résultat ne peut être douteux.

Unis et groupés, organisés solidement maintenant dans leurs syndicats, les ouvriers vaincront car ils ont pour eux le droit, la vérité et aussi l'énergie. »

LA REPUBLIQUE DE L'OISE N° 8726 4 Avril

Ce journal publie une lettre adressée le 3 à son rédacteur en chef par Médard Delamotte, dans laquelle le patron d'Amblainville affirme qu lorsqu'un « honnête homme...a donné sa parole...il ne peut plus se rétracter. »

L'IMPARTIAL N° 6035 5 Avril

« ...la situation générale (de la grève) est celle-ci : Les patrons sont bien décidés à violer le contrat signé par force, disent-ils, mais ils tremblent devant la colère des ouvriers et dans la crainte des représailles, ils reprendront le travail cette semaine, malgré leurs précédentes menaces »

L'HUMANITE N° 1813

Article de Pierre Tesche, daté du 4 à Méru et intitulé « Le bluff patronale- la concurrence étrangère ».

Hier soir, s'est effectué la paie dans les différentes usines de la contrée, des salaires dus avant la déclaration de grève.

Tout s'est passé dans un calme complet. Chez certains industriels on a bien annoncé aux ouvriers que la rentrée serait retardée, par suite de réparations forcées à la suite d'un chômage de plus d'un mois, mais à cet endroit, les menaces de fermeture complète n'ont pas été suivies d'effet.

On peut dire d'une façon certaine que dans une semaine ou deux, partout, ainsi que je vous le disais hier, la vie aura repris dans la contrée industrielle de l'arrondissement de Beauvais.

Quelques journaux persistent bien à annoncer que les patrons vont quitter le pays et mettent en avant les noms de MM. Doudelle père et fils et Troisoeufs, mais il est à remarquer que ces messieurs, qui ont fait montre d'une intransigeance extraordinaire, ne sont plus à la tête de leurs usines ; ce ne sont que des « retirés des affaires » et que leur avis compte d'autant moins que ce sont leurs gendres et fils qui dirigent. Or ces derniers ont annoncé hier à leur personnel qu'ils étaient contraints de laisser fermées leurs usines, non pas par parti pris, mais parce que des réparations étaient nécessaires.

Il ne reste donc plus rien des menaces qui planaient ces jours-ci sur nos camarades.

De ce résultat, de ce semblant de sagesse du patronat, faut-il en déduire un accès de bienveillance envers la classe ouvrière ?

Bien loin de là, car contrairement à ce qu'on dit des industriels et comme l'a proclamé le président de la chambre patronale, M. Marchand Hebert, c'est contraint et forcés qu'ils acceptent les tarifs élaborés par l'Union ouvrière de la tabletterie.

Et cette manière de faire a une raison, c'est la preuve que dans la grève qui va se terminer, existait bien une dualité entre gros et petits patrons et que les premiers, entre autres le maire d'Andeville, ont été pris à leur propre piège.

Et il n'est pas douteux, en effet, que lorsque M. Marchand Hebert, a encouragé le syndicat d'Andeville à réclamer pour tous, les tarifs beaucoup plus élevés de cette localité, il espérait bien avec quelques uns de ses collègues les plus importants, briser les petits patrons et instaurer le trust du bouton.

Ces derniers et les ouvriers, après avoir réfléchi ne se sont pas laissés prendre à ce piège grossier.

Pendant que les industriels à gros capitaux fermaient leurs usines, les petits patrons ont continué à travailler au tarif d'Andeville 1908. Les commandes de ce fait ont doublé et triplé pour eux, et c'est seulement devant ce résultat qui les menaçait dans leurs intérêts vitaux que MM. Marchand Hebert et Cie ont cédé.

C'est de plus une preuve que la concurrence étrangère dont on a, dans certains milieux, fait si grand cas n'existe en réalité pas.

Je ai d'ailleurs voulu à ce sujet me rendre compte par moi-même si réellement Allemand et Japonais, pouvaient, en l'état actuel des choses, concurrencer l'industrie boutonnière de l'Oise.

J'ai demandé à certains patrons de me fournir des preuves palpables de cette concurrence. Aucun n'a pu me fournir un document probant à ce sujet, si ce n'est des racontars.

J'ai entre les mains des échantillons japonais et j'ai pu me rendre compte de leur imperfection. Non la concurrence étrangère n'est pas à craindre, tout au moins pour le moment, et les patrons de l'Oise les premiers en sont persuadés. Cette menace jetée dans le conflit n'a donc été qu'un bluff auquel, heureusement, personne ne s'est laissé prendre.

Il faut que la solidarité continue.

Donc demain, dans un grand nombre d'usines le travail va reprendre. Mais aussi pendant une semaine et peut-être plusieurs, un nombre d'ouvriers que l'on peut évaluer à 3 ou 4000 vont se trouver en chômage .

Il faut donc que la solidarité prolétarienne continue. Les soupes vont continuer à fonctionner ; et pour les alimenter, il faudra encore de l'argent, beaucoup d'argent.

Déjà de nombreuses organisations syndicales et même des particuliers imbus de sentiments d'humanité, se montrent prêts à recueillir les enfants des grévistes et parmi eux Genin à Montataire et les caoutchoutiers de Persan. Notre ami Cleret secrétaire de la Bourse d'Amiens, est prêt au nom de cette dernière, à en recevoir 100, 200, si cela est nécessaire.

Que nos amis de l'Union des tabletiers de l'Oise n'hésitent pas. Que les mères de famille se persuadent bien que ce sera pour elles et leurs enfants, malgré l'abandon de ces derniers pendant quelques jours, un exemple réconfortant de ce qu'est capable la solidarité ouvrière.

Ce seront de nouveaux liens, qui attacheront tous les travailleurs et qui démontreront aux patrons, aux gouvernants, que rien ne pourra briser l'effort d'émancipation qui, de plus en plus, se fait jour dans tout le prolétariat, non seulement industriel et commercial, mais dans celui du monde des fonctionnaires. »

LA REPUBLIQUE DE L'OISE N°8727 6 avril

Le Petit Parisien

« La crise économique qui depuis plus d'un mois sévissait sur l'industrie de la tabletterie à Méru, peut-être considérée comme définitivement terminée, à moins d'incidents improbables.

Si la situation reste tendue entre patrons et ouvriers, du moins le malentendu qui les divisait est, en grande partie dissipé.

La menace d'un lock-out patronal qui, tout d'abord, avait surpris et inquiété les ouvriers ne paraît plus devoir être prise au sérieux..... C'est bien la fin de la grève. »

L'ACTIONN°2200 6 avril

Le « bloc note » signé « le masque rouge » et intitulé : « L'invasion jaune » commence ainsi :

« Il est un fait qui n'a pas suffisamment retenu l'attention, dans cette grève des boutonniers de Méru M.Medard Delamotte, fabricant à Amblainville, a fait à un journaliste cette surprenante déclaration : « Jamais nous n'aurions réduit les salaires, si il n'avait pas la concurrence japonaise »

La concurrence japonaise ! Ainsi, le sort en est jeté, et le Japon bataille dès à présent sur nos marchés français. Il y a là bas, à Tokio des fabricants de boutons qui s'enrichissent au détriment des nôtres. Un pays presque fabuleux, hier encore, et situé aux confins de l'Asie se révèle aux boutonniers par l'abondance et l'extraordinaire bon marché de sa production.....

(Développement sur les périls de « l'invasion jaune »)

Que de ruines lorsque la Chine, à l'exemple du Japon aura conquis sa place au rang des nations industrielles ! Je me demande anxieusement comment tout cela pourra bien finir ? »

« Pour un grand nombre d'ouvriers, la situation est cruelle, de ce fait que ne ce sont pas des nomades. Beaucoup d'entre eux ont ces maisonnettes, des jardins, ils vivent dans le pays depuis de longues années et se soucient peu de le quitter. Ils sont mariés, possèdent souvent une nombreuse famille, et l'émigration serait pour eux une véritable ruine.

Est-ce bien d'une population laborieuse et stable de ce genre ; qu'on doit redouter des actes révolutionnaires ? »

L'HUMANITE N°1814 6 avril

-Faisant relation de la rencontre du 4 à Beauvais, le journal cégétiste écrit à propos des paroles d'encouragement du préfet aux grévistes, pour qu'ils maintiennent leurs revendications :

« Si à la suite de pareilles affirmations, le gouvernement envoie des troupes à nouveau, il aura un fier toupet, car on ne peut plus dire maintenant que les « meneurs » sont à la C.G.T. mais bien à la préfecture de l'Oise »

Un long article dont le titre est « la fin d'un conflit » est consacré à la reprise assez générale enregistrée le 5. Il est vrai que cet optimisme est tempéré par un sous titre qui indique que tout n'est pas encore réglé : « Quelques patrons résistent, ils céderont. »

De ce texte nous retiendrons un passage sur la « résistance patronale » et la conclusion de l'article :

Quelques patrons tentent encore d'opposer une certaine résistance.

Certainement ils ne disent pas qu'ils veulent fermer leurs usines ou poeter leurs exploitations ailleurs, mais ils se retranchent derrière le besoin de réparations.

Parmi ceux là, il faut citer MM. Doudelle et Médard Delamotte. Or ce dernier n'a-t-il pas écrit :

« J'entend dire que des patrons ayant signé le contrat collectif manquent à leurs engagements, arguant qu'une pression aurait été faite sur eux. Moi qui ai le plus souffert de la grève dans mes biens et personnes, je proteste contre ces bruits. L'homme d'honneur n'a qu'une parole et je ne puis comprendre qu'un patron y manque. Je reprendrai le travail dès que les réparations seront terminées ».....

.....

« En résumé, on peut dire maintenant 8000 ouvriers ont repris le travail, et que s'il plait à quelques patrons de faire chômer pendant quelque temps le reste, soit environ 4000, soutenus par la solidarité prolétarienne sont en mesure d'attendre. »

Dans un article qu'il consacre à cette « solidarité prolétarienne » et qui relate les départs d'enfants de grévistes pu Montataire les 4 et 5, P. Tesche conclut ainsi :

« ...Ceux (les ouvriers) qui, dans quelques villages encore, seront contraints au chômage peuvent donc se tranquilliser. En plus de l'exode des enfants, les gros sous prolétariens ne feront pas défaut. Camarades tous les mains à la poche, et vive la solidarité ! »

LA LANTERNE N° 11671

Dans «La semaine Cléricale » un dessin d'Antoine Lesaint représente un curé, à la figure couverte de boutons, se regardant dans un miroir. La légende est la suivante :

« Sapristi ! on ne dirait pas à me voir, que le printemps est en retard et que les boutonniers sont en grève ! »

J. N°6036 6 avril

« Les patrons n'ont pas osé fermer leurs usines, ainsi qu'ils l'avaient affirmé et les boutonniers considèrent qu'ils les ont forcés à capituler. En réalité, il n'y a de victoire pour personne .Si les industriels n'ont pas le droit de congédier leurs ouvriers, ils peuvent réduire des heures de travail et abaisser dans des proportions énormes, la paye de chaque semaine.... »

LA GUERRE SOCIALE. N° 17 7 au 13 avril

« Marianne a la goutte » par G. Hervé ?

« Pour ase rassurer eux même, les profiteurs de la société actuelle, s'en vont répétant que les révolutionnaires bluffent, que la C.G.T. n'est qu'une minorité de la classe ouvrière ; à peine 40000 syndiqués sur plusieurs milliers de salariés que compte le pays.

Ces autruches ne voient donc pas que la C.G.T. n'est que l'armée active du prolétariat, mais qu'à la moindre crise, les réserves accourent à la rescousse !

A Méru, a Mazamet, comme partout, les syndiqués la veille de la grève ne sont qu'une poignée.

Mais la masse qui semble réfractaire est lentement travaillée, suggestionnée par l'exemple de :la mémoire consciente et batailleuse.

La grève déclarée, toute la corporation est dans la rue et ce sont souvent ceux sur qui on comptait le moins qui sont les plus ardents à la bataille.

Il faut être aveugle pour ne pas constater ce phénomène dans toutes les grèves... »

C.H.V.

“ Au jour le jour” (signé STA)

« Les patrons vont fermer leurs usines ; je les comprend, ils auraient pu commencer plus tôt.

Les rapports du travail et du capital sont tels aujourd'hui que le capital n'a pas d'autre ressource que celle d'émigrer.

Il est vraiment fâcheux pour l'industrie française d'en être arrivé à une telle situation. Mais en face des revendications appuyées par la trique ou le gourdin il n'y a pas deux moyens de se défendre.

Il y en aurait bien un qui consisterait à recommander les journées de grève. Mais nous aimons trop le peuple pour demander qu'on tire dessus non sans conscience que les gendarmes sont faits ainsi que les dragons, pour être assommés, pour recevoir des coups, mais pour ne jamais les rendre nous savons que les préfets, d'ordre supérieur, demandent uniquement à ne « pas avoir d'histoires dans leur département »

.....

Franchement les patrons sont excusables et quand ils ferment leurs usine, le bon sens nous force à convenir qu'ils auraient déjà du le faire depuis quelques temps. »

L'HUMANITE N° 1815 7 avril

Article de pierre Tesche, daté du 6 à Méru intitulé : « Lendemain de grève - Les patrons commencent à déchanter »

« Maintenant que dans la plupart des usines les portes ont été largement ouvertes et que les 22 villages de la contrée de Beauvais où se travaille le nacre, le burgos, le troca, le bois des Iles, l'os etc...ont repris leur activité presque ordinaire, il m'a paru intéressant de connaître l'état d'âme des patrons qui manifestaient bien haut encore, ces jours derniers, leur intention de fermer leurs usines ou d'aller porter ailleurs leur industrie.

Pou cela je n'ai pas eu à chercher très loin Je n'ai eu qu' à jeter un coup d'œil dans les journaux capitalistes, chez lesquels ces messieurs épanchaient leur bile pendant la grève. Je n'ai eu qu'a lire leurs interviews pour être fixé. »

Après avoir reproduit différentes déclarations faites par des patrons quelques jours auparavant, Tesche poursuit ainsi :

« Depuis, la chanson patronale a changé de ton. Devant la résistance, la cohésion ; l'énergie des ouvriers, rien n'existe dans ces menaces ? Tous sont, suivant leurs propres déclarations, les plus grands saints du monde...

...La vérité, c'est que ces messieurs du bouton sont tombés dans leur propre piège. Avec M. Marchand Hebert, en fomentant la grève, ils avaient espéré d'abord briser les petits patrons qui leur font de la concurrence et les empêchent d'exploiter en rond.

Ils escomptaient également que leurs ouvriers non organisés rentreraient aux tarifs nouveaux de 1909, de 25 à 30 % plus faibles que ceux précédents. Dans les deux cas, ils se sont trompés.

Aujourd'hui, de leur « action directe » contre les petits patrons et les travailleurs, ils restent non seulement une victoire à l'actif du prolétariat, mais aussi et surtout une organisation syndicale solide qui donne à réfléchir dans la suite au patronat boutonnier.

C'est un résultat suffisamment appréciable pour le prolétariat organisé tout entier soit du mouvement de nos camarades de l'Oise, du comité de grève et de son secrétaire le citoyen J.B. Platel . »

L'ÉVÉNEMENT 15876 7 avril.

« La Jacquerie en province

Les patrons de la région de Méru n'ont pas osé fermer leurs usines, ainsi qu'il l'avaient affirmé ; les boutonnières considèrent qu'ils le sont pressés à capituler. En réalité il n'y a de victoire pour personne, car si les industriels ne renvoient pas leurs ouvriers, ils réduiront le nombre d'heures de travail et abaisseront, dans des proportions énormes la paye de chaque semaine..... »

LE FIGARO N°98 8 avril

Dans la rubrique « Journaux et revues », article d'André Beaumier « L'inaction » :

« La réponse des radicaux, si, l'on tâche de secouer leur mollesse, c'est à peu près :-Que voulez-vous, nous sommes débordés !...

S'ils ne le disent pas, ils le pensent ; et ils agissent , ou plutôt, ils n'agissent pas comme des gens tout à fait découragés.

Evidemment, la situation n'est pas commode ; et c'est du reste, leur faute. Mais ils pourraient tout de même ne pas s'alanguir dans cette triste oisiveté, ils pourraient, sur quelques points particuliers, montrer une énergie qui, ailleurs ferait bon effet.

Les optimistes présentent la grève de Méru comme terminée. Ce n'est pas vrai. Les Débats racontent que les patrouilles de grévistes parcourent les rues d'Amblainville, obligent les ouvriers qui voudraient livrer ou chercher du travail, à rebrousser chemin. Ils arrêtent les voitures et empêchent l'expédition des marchandises, ils ont mis le pays en état de siège, en état de désordre organisé.

Ainsi à Amblainville, à Méru, la liberté de travail est violée, de la façon la plus flagrante.

Or, les gaillards qui agissent ainsi au mépris de la loi, en véritables émeutiers, ne sont aucunement inquiétés, ils exercent leur tyrannie insupportable en toute tranquillité scandaleuse.

Que font les pouvoirs publics, qui ont pour mission première de veiller au maintien de l'ordre et à l'observation de la loi ? – ils ne font rien.

Alors, la question qui se pose est celle-ci : Pourquoi le gouvernement laisse-t-il une bande redoutable violer publiquement et cyniquement la loi de la liberté du travail, qui pourtant

n'est moins précieuse que ne l'est, avec tous ses affres, le droit de grève ?.... Pourquoi les seules patrouilles qu'on rencontre à Méru, à Amblainville sont-elles des patrouilles d'émeutiers,....

Pourquoi n'y a-t-il pas là-bas des gendarmes ou des militaires qui fassent aussi, des patrouilles, qui maintiennent l'ordre et qui sauvegarderaient la loi, et qui protègent les personnes en outre,...

Si le gouvernement radical avoue qu'il n'est plus en mesure de résister à l'anarchie montante, c'est dommage !...Mais si il ne peut même plus assurer l'ordre et la liberté légale dans les rues d'Amblainville, c'est pitoyable !...Et enfin s'il a jeté le manche après la cognée, qu'il le dise !.... »

L'ŒUVRE N°14

8 avril

Référence est faite aux grèves de Méru dans un petit article intitulé « Descendez dans la rue » et qui concerne Briand :

« Allez à la bataille avec des piques, des sabres, des pistolets, des fusils ! Loin de désapprouver, je me ferai un devoir, le cas échéant, de prendre une place dans vos rangs.... » ainsi vociférait le compagnon Briand durant dix ans de propagande révolutionnaire.

Le conseil n'a pas été perdu. Les ouvriers boutonniers de Méru (Oise) et les ouvriers tisseurs d'Hazebrouck sont descendus dans la rue, ils ont mis à sac la maison d'un patron, la maison d'un contremaître ...Et le compagnon Briand n'y était pas !

Il pérerait en Normandie posant sa candidature à la succession du pauvre vieux Clémenceau

L'HUMANITE N° 1816

8 avril

Concluant l'article qu'il a intitulé « Manœuvres hypocrite, les patrons veulent encore la grève » Pierre Tesche écrit :

« ... en résumé tout de la part des patrons est déloyauté et hypocrisie.

Devant leurs manœuvres,, l'effervescence gagne à nouveau toute la contrée, et comme à la Houssoye, il est à craindre que si, les provocations patronales continuent, une nouvelle grève ne soit décidée dans toute la contrée. »

ONL N°8933

9 avril

L'article sur Méru (dans ce journal qui donne en général assez peu d'importance à la grève) est intitulé « La Jacquerie en province »

LE TEMPS N° 17453

9 avril

A propos de « la fin de la grève », une question

« On sait comment a pris fin la grève de boutonniers de Méru-sur-Oise. Les patrons, le couteau sur la gorge, c'est à dire après le pillage de quelques maisons et usines, alors que d'autres étaient menacées de subir le même sort, ont fini par souscrire à la plupart des exigences de leurs ouvriers.

La seule question qui se pose maintenant, c'est de savoir s'ils auront la possibilité matérielle de tenir jusqu'au bout, dans l'état actuel de leur industrie, leurs onéreux engagements. Il y aura des nécessités auxquelles nul ne saurait se soustraire, quelle que puisse être sa bonne volonté..... »

L'HUMANITE N°1817 9 avril

Sur le même sujet, ou plus justement sur celui de « ce que l'on croyait être la fin du conflit », un log article est intitulé « Nouvelles provocations ». On y trouve notamment l'analyse suivante :

« ...On se rappelle que quelques jours avant du ce que l'on croyait être la fin du conflit un certain nombre de gros fabricants faisaient annoncer en gros caractères par certains de nos confrères un lock-out inévitable. Ils ne pouvaient se plier, disaient-ils, aux exigences ouvrières qui les conduisaient tous droit à la ruine.

L'un, d'eux estimait même avoir perdu en 1908 au moins 30.000 francs. Quelques esprits crédules paraissaient ajouter foi à ces propos.

Or le lascar en question avait trouvé le procédé suivant, très ingénieux certainement, mais qui maintenant ne trompe personne. Il avait tout simplement fait la balance de ses bénéfices 1907 et 1908 et comme dans la première année ces derniers avaient été de 90000 francs, au lieu de 60000 en 1908, il avait perdu, par le fait de la concurrence étrangère, le grand cheval de bataille de ces messieurs à l'heure actuelle, la somme de 30000 francs. Bien entendu il s'est bien gardé de parler des 40000 qui, tous frais de toutes sortes déduits, sont restés dans son escarcelle.

On conviendra qu'avec cette somme, combien maigre, il pouvait encore manger au moins deux après sa soupe du soir.

Le jour de la signature du contrat, ce fut autre chose. Ces messieurs ne voulaient plus de lock-out. Ils étaient à prêts respecter leurs promesses signés.

.....

Ce que l'on peut avancer dès maintenant, c'est que les manœuvres les plus canailles sont tentées par un certain nombre, les mêmes qui ont protesté de leur bonne foi.

C'est d'abord, à tout seigneur, tout honneur, M.Marchand-Hebert président de la chambre syndicale patronale, qui chicane pour les tarifs et espère bien avoir raison de son personnel. Il escompte que maintenant rentré à l'atelier, il n'osera plus en sortir et qu'il lui sera facile de le rendre à merci. Qu'il ne ma laisse lui dire qu'il pourrait bien se tromper.

C'est ensuite M.Médard Delamotte, l'exploiteur des enfants assistés qu'il astreint à un travail de 13 à 14 heures par jour. C'est aussi chez lui que les ouvriers ont été obligés sous serrure leurs boutons, toutes les nuits, toutes les nuits le nombre de des grosses, par un miracle stupéfiant, diminuaient chaque fois.

A St crépin c'est M.Doudelle, "une grosse légume", qui ne dédaigne pas les petits profits même en dehors de son industrie.

N'est ce pas lui en effet qui a accaparé les habitations de sa localité, soit en les achetant, soit en les louant, de façon à les sous louer à son tour à ses ouvriers avec des bénéfices moyens de 50 francs, en leur imposant des traités qui les livrent entièrement à sa merci.. Tout ouvrier qui quitte son usine est immédiatement expulsé de son logement. C'est la règle invariable de ce « M.Vautour ».

Il circule aussi des bruits de fraudes électorales mais ne faisons pas de politique.

C'est encore M.Tabary de Lormaison, qui a son matériel en réparation, prétend il, mais qui roule avec des jaunes et qui tente pendant ce temps d'épuiser ses stocks de marchandises....

Et M.Meunier, préfet de l'Oise, dans une interview qui restera célèbre, prétendait avoir foi en la parole de tous ces parvenus rapaces et insolents.

Vraiment, moi qui regrettais déjà de l'avoir traité de « vieux gâteaux » et qui, croyant le conflit terminé, songeais à lui présenter mes plus basses excuses, je suis bien obligé de constater que s'il n'est pas tout à fait dans l'enfance, il a fait preuve en la circonstance d'une belle dose de naïveté.

Mais il a cependant une occasion de se refaire une popularité. Puisqu'il est bien obligé d'avouer qu'il a été joué, à moins qu'il ait été complice, qu'il refuse aux patrons récalcitrant et parjures les troupes qu'ils réclament. Il verra que la question sera vite réglée...

LE FIGARO N° 99 9 avril

« L'inaction »

« Le gouvernement radical ne cesse pas de rien faire ; et les émeutiers de Méru, d'Amblainville et d'ailleurs continuent d'être les détestables maîtres de l'heure.

Les patrons, à Méru sur Oise, ont souscrit aux exigences diffuses et nombreuses des ouvriers. Cela ne prouve pas que toutes les exigences des ouvriers étaient légitimes ; cela prouve surtout que les pouvoirs publics n'ont pas maintenu l'ordre ; les patrons ont du céder le couteau sous la gorge, à l'entreprise des révolutionnaires.

Et si, l'on veut savoir à quel point le gouvernement, a, là-bas manqué à son devoir, en n'assurant ni la liberté du travail, ni la sécurité des personnes voici

Une usine, dit Le Temps, n'a pu rouvrir ses portes. Elle a, du reste donné ses raisons, qu'il est impossible de ne pas trouver légitimes : les grévistes l'ont saccagé, des réparations importantes sont nécessaires et ne seront pas terminées avant la fin du mois.

Cependant, le patron voulut épargner les inconvénients du chômage à une partie, au moins, de son personnel : quelques ouvrières furent invitées, à coudre chez elles sur des cartons le stock de boutons qui était prêt.

Sans doute le patron trouvait là son avantage : il préparait ainsi quelque bénéfice qui lui permettait de rentrer un peu dans les déboires que lui ont occasionnés les grévistes. Mais, de leur côté, les ouvriers qu'aurait atteints sans cela le chômage profiteraient heureusement de cette combinaison toute simple.

Le comité de grève en a jugé autrement, il a interdit aux ouvriers de travailler aucunement jusqu'au jour où les ouvriers rentreraient à l'usine.

Des patrouilles de gréviste placées à l'entrée du village, vérifiaient si des ouvrières vont porter ou chercher du travail. Dans ce cas, elles leur font rebrousser chemin.

Voilà les faits. Le gouvernement les ignore-t-il, si il les ignore, il a tort, si il ne ignore pas, quelle idée a-t-il donc de la liberté du travail ?.....

Et pour les gendarmes, qui veilleraient, là-bas au respect de la loi,... où son-ils ?...

Les gendarmes appelés dans la région à l'occasion de la grève ont regagné leurs brigades.

C'est magnifique !... ET c'est ainsi que le gouvernement radical fait son devoir élémentaire de gouvernement.

L'HUMANITE N° 1818 10 avril

Les articles de ce journal montrent que la situation est grave, que l'on s'oriente peut-être vers la grève générale et que « la mauvaise foi éhontée du patronat peut amener les plus graves complications » Cette phrase est d'ailleurs le sous titre de l'un des articles.

« .. La situation est en somme partout très tendue et si demain, à la pie, le contrat est violé, il faut s'attendre à la grève générale, non seulement des boutonniers mais dans tout la tableterie . Jamais la situation n'a été aussi grave... »

« Devant le mauvais vouloir et les provocations patronales, la résistance ouvrière s'organise. A l'hypocrisie', va vraisemblablement s'opposer l'alliance de toutes les forces des travailleurs. Aussi faut-il s'attendre, si demain les patrons ne paient pas aux nouveaux tarifs leurs ouvriers à une manifestation imposante après les fêtes de Pâques... »

L'IMPARTIAL N° 14 10 avril

L'attitude de M.Desahayes est sévèrement jugée « titre d'un article de Victor Geodoup (directeur de 'Eclaireur de l'Oise

« On peut dire que toute la presse, aussi bien départementale que parisienne, a été unanime à noter, à commenter de façon très sévère l'attitude de l'avocat Deshayes qui, bien qu'élu le dernier comme conseiller municipal, n'en est pas moins maire de Méru.

Le rôle piteux qu'a joué M. Deshayes dans les événements qui viennent de se produire à Méru n'a d'ailleurs surpris personne. Le maire de Méru ayant été décoré de rouge par le camarade Viviani, a laissé se débrouiller entre eux patrons radicaux et ouvriers socialistes et l'on peut dire que c'est grâce à sa fuite et à son incurie qu'ont pu être commis les excès dont tous les honnêtes gens, se sont, avec raison indignés... »

Commentaire de l'Impartial :

« les électeurs auront à cœur de ne pas oublier que M. Deshayes n'est pas l'homme des situations délicates et difficiles. IL se souviendront qu'il a mis entre lui le champ de la lutte qu' »il n'aurait pas du abandonner, un nombre respectable de kilomètres protecteurs.

Son désir de décrocher le timbale chère aux quinze mille, l'incite à ménager maladroitement le chou radical et la chèvre socialiste.

Trop tard, il se souviendra que l'âne de Buridan mourut de faim et de soif mais sotte victime se son indécision entre le picotin et le seau d'eau » .

L'IMPARTIAL N° 14 10 avril

Editorial » Exploits de grévistes » signé R.S.

« Les grévistes volent de succès en succès. Les postiers leur ont ouvert le chemins de la victoire, dans lequel ils se sont engagés avec la force qui assure l'impunité. A Méru, à Hazebrouck, à Mazamet, ils ont assiégé et mis à sac les maisons des patrons, qu'ils appellent dans leur lyrisme révolutionnaire : les forteresses du capitalisme. Ils n'ont pas encore assommé les patrons pour leur faire entendre raison, mais cela viendra. Le ministre permet tout et la police sommeille. Quel pays que le nôtre !

Un de nos confrère, ordinairement moins naïf, pose cette question : « Poursuivra-t-on, les énergumènes de Méru, d'Hazebrouck, et de Mazamet ? » il n'y a pas d'interrogation plus saugrenue. On ne poursuit pas de braves grévistes, on les décore pour faits de guerre civile.

Pourquoi, d'ailleurs les poursuivrait-on ? Depuis que le radicalisme triomphe, l'amnistie fonctionne régulièrement. On en a fait le reproche aux radicaux, mais on ne leur reprochera plus. Ils assurent l'impunité des grévistes pour n'avoir plus à les amnistier.

« ...Ce n'est pas, en prenant prétexte des moindres incidents, en faisant croire qu'il se creuse entre patrons et ouvrier un fossé sans cesse plus profond, qu'on parviendra à faire naître le calme dont notre région a tant besoin.

Notre rôle est plus élevée car il consiste à préconiser la sagesse qui doit, dans les délibérations l'emporter sur d'autres moyens dont les tendances éloignent plus qu'elles ne les rapprochent les éléments d'une conciliation possible.

La discussion ne doit pas amener l'esprit pratique à céder la place à la violence.

Plus que jamais on doit répéter : Plaie d'argent n'est pas mortelle ; il suffit de la traiter habilement pour la guérir ».

LE GAULOIS N° 11502 11 avril

« La politique vers la révolution »

En post scriptum à son éditorial L. Desmoulin écrit :

« Les désordres ont repris à Méru. Les postiers avaient la manière douce et les ouvriers ont la manière forte. Ceux de Méru, ouvriers boutonniers à la main délicate, chambardent tout. Que sera-t-il des patrons ? Nous voilà entre les bras avisés des fonctionnaires et les coups de pierres des ouvriers. Doux pays ?

Quant à MM. Doudelle, leurs opinions radicales socialistes ne les protègent pas contre les grévistes de Méru, qui paraissent leur en vouloir plus qu'aux autres patrons. Voilà MM. Doudelle bien récompensés de leurs complaisance politiques. »

JNE N° 272 10 avril

Le journal dans la revue de presse, cite un passage de « la semaine financière », à propos du récent discours de Briand au Neubourg :

« ... On a bien raison de dire que tout évolue : Les hommes comme les choses. Il est incontestable que si les syndicats avaient la possibilité et , par conséquent, quelque espoir de parvenir un jour à posséder, nous n'aurions pas assisté cette semaine dans l'Oise et dans le nord, à des scènes de sauvagerie et de pillages analogues aux Jacqueries qui marquèrent les premiers temps de la révolution. M. Briand a raison avec M. Bietry, le seul moyen de transformer les syndicats révolutionnaires en syndicats conservateurs consiste à leur donner quelque chose à conserver »

L'ÉVÉNEMENT N°15880 11 avril

« La Jacquerie de l'Oise
scènes inouïes de pillage-maisons saccagées »

La paix boiteuse que le préfet de l'Oise avait conclue entre les patrons et les ouvriers de Méru n'a eu qu'une durée éphémère, les ouvriers viennent en effet, de se livrer à de nouvelles violences et à de nouveaux pillages. La teneur d'une Jacquerie déchaînée plane de nouveau sur toute la région

LE FIGARO N° 101 11 avril

Extraits de l'article de G. Davenay consacré aux événements des 8 et 10 ;

« Les gendarmes étaient partis, les gendarmes sont revenus, c'était fatal. Ils partiront encore, puis reviendront, tant u'on aura pas mis en lieu sûr les agitateurs professionnels qui entendent préluder au premier mai par le pillage et l'incendie.....

IL faut espérer que les autorités resteront, cette fois, insensibles aux réclamations des ouvriers, et laisseront les troupes en permanence dans la région. Le calme est à ce prix. Et

puis, il est temps qu'on s'occupe un peu plus de intérêts des propriétaires qui, affolés, réclament une protection.... »

L'HUMANITE N° 1819 11 avril

Extraits de l'article de P ; Tesche consacré au même sujet :

« Il faut s'attendre à des évènements graves, la provocation patronale et préfectorale étant flagrante.

...L'indignation est grande dans toute la contée contre les procédés patronaux.

... demain, toute la presse capitaliste va crier haro sur les grévistes. Il était donc utile de le faire connaître, une fois de plus, que s'il y a eu des désordres, ceux-ci sont dû encore à la provocation des sbires du patronat.

.... A titre documentaire seulement et en recommandant à nos lecteurs de se dé de leur caractère tendancieux, nous publions les dépêches communiquées aux agences.

Nos camarades en grève verront ils sont traités et calomniés par les domestiques du préfet, du gouvernement et des patrons... »

LE CRI DE PARIS 11 avril

En page 7 un dessin intitulé « la liberté du travail à Méru » représente un ouvrier de type « conventionnel » (casquette, ceinture de flanelle, chemise à manches retroussées) qui, un couteau à la main gauche, menace un patron apeuré, tenant son chapeau à la main et semblant implorer grâce.

LA PRESSE N° 6147 11 avril

Toute la longueur de la première page est occupée par ce titre énorme en caractères gras de trois centimètres de haut : « graves désordres à Méru », suivi des sous titres suivants : « Les usines saccagées- un appel à la troupe-les arrestations. »

L'AUTORITE N° 101 11 avril

Le titre est bref mais éloquent : « La terreur dans l'Oise »

L'AURORE N° 4183 11 avril.

Sur le même sujet les événements de la nuit du 9 au 10, l'article est ainsi annoncé : « La Jacquerie dans -Nouvelles scènes de sauvagerie »

LE MONITEUR DE L'OISE N° 83 11 avril

A propos des événements des ST Crepin et Lormaison

« ...Le mot d'ordre vient de Paris : il faut commencer la Révolution

Grâce à la mollesse et l'insuffisance de ceux qui ont la garde de l'ordre public, l'acte a suivi la menace.

Ils n'ont pas voulu ou pas osé capturer les meneurs de la C.G.T. auxquels le « vulgum pecre » obéit au coup de sifflet.

Aujourd'hui ils procèdent enfin à des arrestations, ils rappellent les troupes, ils éditent de timides normes de répression.

Nous avons la tristesse de constater qu'ils ont été en dessous de leur tâche.

S'ils avaient a comme les circonstances leur en faisaient une impérieuse situation, nous n'aurions pas à déplorer de nouveaux malheurs qui vont arrêter toute la vie industrielle dans la région ravagée.

Faure

LE GAULOIS 11 avril

« La grève a repris à Méru. Les postiers avaient la manière douce, et les ouvriers la manière forte, ouvriers boutonniers, à la main délicate, chambardent tout . que sera-ce des forgeons ? Nous voilà donc entre les bras croisés des fonctionnaires et les coups de pierres des ouvriers. Doux pays ! Quant à M.M. Doudelle, leurs opinions radicaux-socialistes ne les protègent pas contre les grévistes de Méru, qui paraissent leur en vouloir plus qu'au autres patrons. Voilà M.M. Doudelle bien récompensés de leurs complaisances politiques.

LE GAULOIS N°11503 12 avril

C'est le règne de la terreur dans la région de Méru où les émeutiers restent encore les maîtres des routes et des communes, malgré la présence des hussards, des cuirassiers, des chasseurs et des gendarmes.

La surexcitation des grévistes hommes et femmes est telle que les événements les plus graves sont à redouter d'un instant à l'autre ,chacun a cette impression qu'il suffirait d'un rien pour que la plus effroyable tuerie se produise : nous revivons actuellement les poignantes années de barbarie toujours dans la pression d'une sanglante catastrophe.

La population de Méru et des communes de la région en révolution est atterrée

L'insécurité est complète pour tous ceux qui ne sont pas dans les rangs des grévistes.....
.... Le préfet de l'Oise, dont l'imprévoyance est blâmable-que risque-t-il ? Il est à quelques jours de sa mise à la retraite !- voit maintenant l'extrême gravité de la situation.

L'AUTORITE N° 102 12 avril.

« On constate, avec les commentaires les plus désagréables, la fuite du député radical Baudon, qui, après nous avoir promis de venir se placer au milieu des grévistes, passe les vacances de Pâques dans le château d'un de ses amis.

On le reverra, sans doute, à l'heure du renouvellement de son mandat, mais il est probable que les citoyens de Méru , n'oublieront pas la conduite de leur député, au moment du danger.... »

Félix Martin

GIL BLAS N°10754 12 avril

La lutte sociale-la mobilisation du premier mai-le recrutement révolutionnaire.

« On peut vraiment dire, sans exagération que « la lutte sociale » dont les rues de Villeneuve St Georges vivent le premier le premier épisode sanglant, et qui semblait ensuite s'être un peu apaisée, recommence depuis quelque temps avec plus d'âpreté et de violence.

Nous avons eu les meetings tumultueux des P.T.T. ; un grand service public a été mis en désordre et les grévistes d'hier ont tout l'air de vouloir recommencer.

A Méru, des ouvriers surexcités pillent les usines et terrorisent toute la contrée.
Un vent de révolte, de bataille, d'insurrection de revendications, semble passer sur les masses françaises.

Il y a un malaise général. On ressent des inquiétudes vagues. Nul n'est certain du lendemain.

Le moment est propice aux menés de la C.G..T..

Lentement mais avec ténacité et avec méthode le comité prépare, pour le premier mai, la mobilisation des troupes de la révolution sociale.... »

LE FIGARO N° 102 12 avril

« Nouvelles à la main *

les usines se ferment définitivement dans l'Oise ? C'est un pas de plus vers la déchéance de notre industrie.

La politique radicale consiste à ruiner la France avant l'avènement des socialistes, pour jouer un bon tour à M. Jaurés.

Les émeutiers de Méru vont passer en correctionnelle.

Ils choisiront sans doute pour les défendre le Boutonnier de l'ordre des avocats.

Le masque de fer »

LA PRESSE N° 6148 12 avril

Un titre gras sur toute la longueur de la première page : »La journée à Méru ; nouvelles arrestations

la première de ces deux anecdotes est reprise par l'Evènement N° 15883 et l'Opinion nationale N° 8 934, sous le titre « menus propos »

PARIS JOURNAL N°190 13 avril

« ...ce n'est plus un pays en grève, ici c'est une région où des bandes nombreuses osaient de dompter par la terreur tous ceux qu'ils ont résolu d'amener à imposition...

La C.G.T. s'est installée ici en pays semi conquis.

Que sera demain, Personne n'en sait rien.

La grève bat son plein depuis six semaines : les ouvriers n'ont pas touché de salaire et, cependant, ils ne manquent de rien, ils fument tant qu'ils veulent, ils boivent plus que ne l'exigeait l'équilibre. Or nulle part on ne fait crédit. D'où vient l'argent ? Quelle caisse assez riche peut subvenir aux besoins de 7000 ouvriers.

L'un d'eux me disait tout à l'heure :

« Ah nous sommes bien tranquilles, nous pouvons rester six mois sans travailler. On nous a assuré hier, que nous ne manquerons de rien. De l'argent ? Nous en avons... Un million peut-être... »

Si d'un côté, on nous affirme que la C.G.T. est riche, d'un autre côté, on nous a laissé entendre que cet argent pourrait bien n'être pas tout entier d'origine et d'essence ouvrière ?....

PARIS JOURNAL N°190 13 avril

La presse anglaise- de notre correspondant à Londres le 12 avril.

La presse anglaise qui avait jusqu'ici déclaré que le gouvernement français ramènerait facilement au respect de la loi les meneurs de la C.G.T. publie ce soir des commentaires très pessimistes sur les derniers événements de Méru. Dans les milieux politiques on est d'avis que le cabinet de Paris a devant lui une tâche excessivement difficile et qu'il n'y a pas un moment à perdre si il veut éviter les conséquences fâcheuses d'un mouvement anarchiste dont la France est depuis quelque temps le Théâtre

PALL MALL GAZETTE :

« Il suffit d'avoir une connaissance très sommaire de l'histoire des mouvements révolutionnaires en France pour être frappé de la ressemblance qui existe entre la marche des insurgés de vendredi dernier avec les révoltes qui précédèrent la fin de l'ancien régime.

La seule différence est que la populace qui dévasta et rasa les châteaux des seigneurs était composée de paysans, tandis que leurs initiateurs sont des artisans. Le centre de gravité révolutionnaire s'est développé, au cours des révolutions économiques de la campagne à la ville. Il est de fâcheux augure que les insurgés aient reçu la bénédiction de la C.G.T. et il est permis de se demander quel est aujourd'hui le chef en France. Est-ce M ; Clemenceau ou M. Pataud ?....

LE FIGARO N°103 13 avril

« Nouvelles à la main :
Dans l'Oise
Quelles sont au juste les intentions des ouvriers,
On ne sait ; les meneurs restent très boutonnés.
En attendant l'agitation gagne de proche en proche.
Les boutons de Panurges

Le masque de fer »

L'HUMANITE N°1821

« Une protestation

Le comité exécutif de grève nous prie de protester contre les bruits tendancieux qui font courir certains de nos confrères.

C'est ainsi que hier soir encore, certains annoncèrent que des coups de fusils avaient été entendus dans la direction de St Crepin, que la réunion avait été orageuse, que des fils et poteaux télégraphiques avaient été coupés par les grévistes. Un autre affirmait que la C.G.T. s'était emparée du mouvement pour le faire durer jusqu'au premier mai.

Tous ces bruits qui ne peuvent parvenir que de la succursale de la préfecture n'ont d'autre but que d'affoler la population et la rendre hostile aux travailleurs. Qu'une personne ne s'y laisse prendre. »

ACTUAL N° 2107 13 avril

Extrait de Paris Journal du matin- Editorial

De Bonhomme Candide intitulé « Les deux manières »

« Ce n'est pas que je suppose, à propos du mode de gouvernement que nous changerons nos habitudes et que nous deviendrons tolérants envers ceux qui ne partagent pas notre façon de voir.

Voyez ce qui se passe à Méru. Le préfet avait aplani le différent entre les patrons et les ouvriers. A ceux-ci, il avait recommandé le calme, l'ordre, la patience. De ceux-là, il avait obtenu certaines concessions, en retour des quelles il leur promettait la sécurité pour leurs personnes et leurs biens.

Il avait trop présumé des uns et des autres. Les patrons retirent les avantages concédés, disent-ils, aux ouvriers sous l'emprise de la terreur, les ouvriers se remettent à une frénésie nouvelle au sein des usines et au pillage des habitations. Il sèment dans toute la région l'épouvante... Que récolteront-ils ? la misère. Déjà les habitants fuient leurs demeures ; les industries se transportent ailleurs. L'opinion publique d'émeut ? Si elle prend peur, notre pays connaîtra de mauvais jours et la liberté courra des risques sérieux. »

L'HUMANITE N° 1821

13 avril

Un long article de Tesche, écrit de Méru le 12, est consacré à ce qu'il appelle la mobilisation « contre le droit », par le préfet, de l'armée et de la gendarmerie :

« Les provocations militaires, préfectorale et policière.....

....Le but des pouvoirs publics ne laisse aucun doute maintenant. On veut effrayer les travailleurs par des arrestations nombreuses, dont le couronnement sera vraisemblablement celle du secrétaire général de la tabletterie, notre ami J.B. Platel.

Le préfet, contre les ouvriers d'abord, puis ensuite pour eux lors de la signature du contrat et des tarifs de Méru, veut se faire pardonner par les patrons ce geste, qui aurait pu cependant être tout à son honneur.

C'est pourquoi il jette gendarmes, hussard, dragons, chasseurs à cheval, cuirassiers, infanterie et chasseurs à pied dans cette région si riante et si calme de l'Oise.

Aujourd'hui est encore arrivé le 8ième bataillon de chasseurs à pied d'Amiens.

Le vent de folie qui souffle sur lui l'amène certainement à demander de l'artillerie avec ses canons et ses fourgons.

Pourquoi pas aussi des sections militaires d'aérostiers. M. le préfet semble décidé à poursuivre son œuvre néfaste.

Je dis œuvre néfaste, car il a bien obligé de reconnaître que les patrons avaient signé de bonne volonté contrats et tarifs.

C'est lui-même qui a déclaré qu'il ne pouvait croire qu'il y en aurait qui essaieraient de revenir sur leur parole.

Et c'est parce que aujourd'hui il plaie à trois ou quatre de se parjurer, qu'après les avoir blâmés on n'hésite pas à mettre à leur disposition toute la force armée dont il peut disposer ?

C'est c qu'il respecter le droit au travail et la liberté.

Dans de telles conditions, comment va se terminer le conflit !

D'un côté, les Doudelle, Troiseuf, Tabary, toute la force militaire et policière.

De l'autre côté, les ouvriers et les patrons qui veulent tenir leurs promesses et qui sont la grosse majorité.

Qui l'emportera, Sera-ce les premiers, partisans de la vengeance à outrance, les exploités sans vergogne, les vautours qui affament tout un pays dans un esprit d'égoïsme et de lucre ?

La sagesse la plus élémentaire exigerait que la voix de la raison se fit entendre du côté gouvernemental et qu'il soit signifié à MM. Doudelle, Troiseuf et Tabary plus ou moins parents, qu s'il leur plaie ils peuvent, comme ils l'on annoncé à plusieurs reprises, aller porter ailleurs leur industrie et en même temps leurs méfaits de gens haineux, vindicatifs et provocateurs, mais qu'in saurait les soutenir plus longtemps. Ainsi que le proclamait hier, en

présence de nombreux confrères, le maire de Méru, ce serait la solution cherchée, car eux seuls sont la cause même du conflit . Il nous plait de le retenir, car c'est la consécration de la vérité qu nous avons toujours soutenue dans l'Humanité ?

Un acte ignoble :

Est-il vrai qu'après l'arrestation de Tavaux et Gueule, secrétaire et trésorier de la section de l'Oise, alors que ces derniers étaient enchaînés à la mairie, ils aient reçu la visite de certains patrons ? Est-il vrai, alors qu'ils ne pouvaient se défendre, qu'ils aient été l'objet de violences et de voies de fait telles que coup de poing dans la figure, gifles, etc..., sous l'œil bienveillant des pandores qui ne bronchèrent pas ?

Est-il vrai enfin que la barbarie ait été poussée jusqu'au point d'arracher une partie de la moustache de Tavaux, alors qu'il était traité par ce ou ces bons patrons de bandits, assassins, etc ... Nous attendons à ce sujet des explications

Nos confrères, qui, chaque jours « montent en épingle » les prétendus méfaits des grévistes, voudront-ils joindre leur protestation à la notre ? »

PARIS JOURNAL N° 7443 14 avril

« Ce n'est pas parce que les patrons de Méru auront perdu leurs usines qu'ils pourront mieux qu'auparavant donner satisfaction à leurs ouvriers. Au contraire. C'est donc, en définitive contre eux-même que les démolisseurs travaillent. Et si ils comptent sur un geste souverain de la C.G.T. pour recréer soudainement l'outillage détruit et rebâtis les immeubles démolis, ils auront le loisir de serrer de plusieurs crans leur ceinture avant que s'accomplisse ce miracle » (ce passage sera repris dans la revue de presse de l'Eclair N° 7443 et du Figaro N°104)

LE RADICAL 13 avril

« De cette suppression du travail, le résultat le plus certain, c'est une perte considérable aussi bien que pour les ouvriers que pour les patrons. C'est aussi une perte pour le travail national, un bénéfice à rayer de la richesse annuelle du pays. C'est une perte sèche pour toute la région : commerçants de toutes profession, dont les affaires sont forcément et parfois même exclusivement dépendantes de l'industrie locale . Bref, la grève de l'Oise, comme toute grève, grande ou petite, violente ou pacifique, est une ruine pour tout le monde ». (Ce passage sera repris dans la revue de presse de l'Eclair N°7443 du 14 avril.

LE MONITEUR DE L'OISE N° 84

Une longue relation des événements des dernières heures est chapeautée d'un titre en gros caractères gras : « La révolution à Méru », suivi de sous titres tels que : « la terreur règne », « la région est couverte de troupes »....

LA REPUBLIQUE DE L'OISE N° 8632 13 avril

D'une déclaration du maire de Méru, Louis Deshayes, au rédacteur de ce journal, qui la publie, nous retiendrons les passages suivants :

« Il me semble rencontrer de la part de certains patrons une résistance fâcheuse. Les interviews qu'on leur prête ont un caractère contradictoire qui justifie l'incertitude des ouvriers...

... Je ne saurais excuser les actes regrettables dont les patrons ont été victimes mais je m'explique aisément la colère des ouvriers déçus dans leurs espérances et trompés par leurs co-contractants. C'est ainsi que la situation s'est aggravée. Si certains patrons s'affolent et s'entêtent dans la résistance, le conflit devient insoluble. Ou ils seront obligés de respecter la parole donnée et de revenir au contrat du 31 mars, ou ils devront expatrier leur industrie....

.... Le plus triste pour moi est de voir exploiter ce conflit économique par les partis de la réaction qui non content d'encourager et de subventionner sur place les auteurs de troubles, essaient de satisfaire leur haine et leur vengeance politique en semant la division dans les esprits...

PARIS JOURNAL N° 191 14 avril

La libre parole (Georges Thiebaud)

« C'était bien le moment ou jamais le moment de sortir le spectre, le spectre classique, qui effraya nos pères.

Il fallait de grosses choses, des faits brutaux, concrets, et à leur tour suffisamment démonstratifs pour arrêter la débandade des incertains, des mécontents et des lâcheurs.

Quoi de mieux fondé pour cela que le pillage effronté de ces usines de l'Oise, de ces maisons d'habitations patronales, que de suggestives photographies nous montrant saccagés comme par un cyclone, encore que des forces de police et des forces militaires mieux réparties dans tout ce pays insurgé, pour y protéger les propriétés des personnes.

L'INTRANSIGEANT N° 10500 14 avril

Titre : « Au pays de l'émeute » Editorial de Léon Bailly « Ce qui doit arriver... »

« que va-t-il se passer dans la région gréviste de l'Oise ? Quels événements se préparent en ce moment ? Le télégraphe et le téléphone ont apporté toute la journée des bruits alarmants. On vit, la bas, dans une atmosphère étouffante. On sent l'orage venir, les troupes énervées, les chômeurs ne dissimulent pas leur exaspération.

Le moindre malheur prévu, prédit, qui semble maintenant inévitable, c'est la grève générale, c'est le chômage affameur, la population mise au pain sec, ou même privée de pain sec, la petite industrie boutonnaire ruinée au profit de l'étranger, les travailleurs condamnés, par ricochet, à quelques ou à quelques années de misère.

.... On se pose, on a le droit, on a le devoir de se poser la question : « a qui la faute ? »

La situation était difficile il y a quinze jours. Ceux dont c'était le rôle de la dénouer l'ont rendu inextricable...

Le conflit serait vraisemblablement terminé à l'heure actuelle si, tout en amenant l'ordre, le préfet de M. Clémenceau avait laissé les grévistes s'entendre avec leurs employeurs en dehors de toute intervention officielle.

GIL BLAS N° 10756 14 avril

La politique- Le désarroi.

« Dans les déplorable événements qui se déroulent à Méru et aux environs, il y a une chose qui frappe immédiatement, c'est le peu de collision des patrons en face de l'unité des grévistes.

Analyse ; désaccord et, mécontente et manque d'unité de vue et réactions chez les patrons , alors que les ouvriers « obéissent comme un seul homme aux instructions de la C.G.T. » mesures prise par le préfet mais :

Tout cela est bien. Mais, on ne trouve nulle part la trace d'une intervention du préfet auprès des patrons, en vue de préciser exactement les dispositions de ceux-ci, quelles qu'elles soient. Et c'est là une mission tout à fait regrettable.....

, le préfet a une excuse, comment demander aux subalternes de l'initiative et du zèle quand ceux qui les commandent ne sont pas à leur poste ? Car enfin, on se demande encore une fois, ce que fait le ministre du travail ? M. Viviani semble avoir pris pour devise la phrase de l'opérette : « c'est le moment de nous montrer. Cachons nous ! »

.... La question des grèves de Méru a son importance ? Nous assistons petite pièce qui est le prélude du drame. La place de M. Viviani était à Méru et aucune argutie ne démontrera le contraire.

Moralité. Devant une grève de quelques centaines d'hommes résolus, le désarroi est complet
Cela promet

LE RADICAL 14 avril

« Le résultat le plus certain (de cette grève) c'est une perte considérable, aussi bien pour les ouvriers que pour les patrons. C'est aussi une perte pour le travail national, un bénéfice à rayer de la richesse annuelle du pays. C'est une perte sèche pour toute la région : commerçants de toute profession dont les affaires sont forcément, et (un pouvoir*) exclusivement, dépendants de l'industrie locale . Bref, la grève de l'Oise, comme toute grève grande ou petite, violente ou pacifique, est une ruine pour tout le monde... » * a revoir ce mot

LE PETIT JOURNAL N° 16910 14 avril

Prenant pour référence la grève des boutonniers, Mermeix consacre un long article intitulé « stratèges et tacticiens de grève », à l'étude du mécanisme avec lequel les grèves actuelles sont préparées, montées, orchestrées et du rôle qu'y joue la Confédération Générale du Travail.

Il montre la façon dont, peu à peu, on conditionne l'ouvrier pour en faire un gréviste, puis un militant (syndiqué de préférence), celle avec laquelle on le dresse contre le patron (« l'exploiteur »), et celle avec laquelle on l'amène à exercer des violences contre l'habitation (« le château ») et l'usine (« le bain ») de celui-ci. Mermeix continue ensuite en analysant le « raffinement » que l'on obtient en influençant toute la famille : soupes communistes où les femmes de grévistes se retrouvent et commencent à subir la propagande, exode des enfants en milieu d'accueil ouvrier plus ou moins éloigné, d'où ébranlement de la sentimentalité du père, qui « en arrive à éprouver un sentiment de haine personnelle contre son patron. »

L'auteur conclut ainsi son article : « chaque fois que vous lisez le compte rendu d'une grève comme celle de Méru qui groupe des ouvriers relativement dispersés, vous pouvez vous dire que les choses ont été préparées et se passent comme je viens de vous l'exposer ».

LE FIGARO N°104 14 avril

Un très long article de Louis Latzarus, écrit de Méru, est intitulé « Aujourd'hui grève générale ». On y trouve notamment les passages ci-après :

« Les rues sont calmes . Des enfants jouent au milieu de la chaussée, sur les portes les ménagères bavardent et regardent avec curiosité ces voyageurs que chaque train amène, officiers de gendarmerie, journalistes, photographes porteurs de lourds appareils. Où sont ces grévistes dont les dépêches alarmantes nous parlent, puisque chaque jour, la brutalité s'amplifie ? Le petit bourg repose sous le soleil.

Mais cette grève n'atteint pas exclusivement Méru, Amblainville, Lormaison, St Crépin, autant de villages dont les usines furent saccagées au chant de l'internationale.

Mais maintenant que s'est-il passé ? Aucune silhouette d'émeutier. A peine le bruit d'une voiture de temps en temps. Il y a une plante verte sur le rebord de cette fenêtre et si le rideau se soulève, vous distinguez une jeune femme qui tire l'aiguille, tranquille, si tranquille !

Et les soldats ? On dit que 1200 hommes de troupe sont arrivés, dragons, hussards, chasseurs à pied. On le dit et il faut bien le croire puisque le général commandant le 2^{ème} corps d'armée est venu ce matin inspecter les cantonnements. Mais en vérité, où sont tous ces soldats ? On ne sait pas.

On ne sait rien. Quand on entre à Méru, on entre dans la tranquillité, mais mettez vous à la fenêtre et prenez le temps d'observer. Toutes les demi-heure vous verrez passer un cycliste solitaire, pédalant sans trop de hâte. Et qu'il y a -t-il de surprenant. Il fait beau et sur la route claire la promenade est charmante. Vous ne savez pas et comment le sauriez-vous ? que ce cycliste indifférent est l'estafette du comité de grève. C'est lui qui va, au prochain village, porter le mot d'ordre.

Le mot d'ordre ! Il n'est question dans mes réunions de grévistes que du mot d'ordre. On attend le mot d'ordre. Quel qu'il doive être ; on se déclare disposé à l'observer. C'est tout ce que les reportes parviennent à savoir, en dépit des ruses les plus subtiles, car nul d'entre eux n'est admis dans ces meetings mystérieux.

Le cycliste s'en va, tout doucement. Arrivé au village, il remet le pli dont il est porteur à cet autre homme paisible qui flâne devant sa porte. Et c'est tout. Dans quelques instants une autre estafette partira pour le village suivant. Pour reconnaître toute une agitation violente, il n'y a que la trace légère qu'on laisse dans la poussière de la route les deux roues d'une bicyclette.

Mais dès l'ombre tombée, tout change. Au coin des ruelles se forment des groupes suspects. Les estaminets s'emplissent. Les gens qui aiment la tranquillité et porteurs d'un chapeau propre feront bien sagement de fermer leur porte et leurs volets....

... Donc aujourd'hui il y aura une grève générale qu'il faut considérer comme une répétition générale. La C.G.T. essaie ses forces ? Aussi bien, et malgré que ses représentants annoncent la fin prochaine du conflit, elle veut prolonger l'agitation jusqu'au 1^{er} mai. La caisse de grève s'est subitement trouvée fort bien garnie. Le 1^{er} mai il y aura, à 60 kilomètres de Paris un foyer de révolte....

.... Aujourd'hui grève générale. Demain...demain, on ne sait pas. Les bons messieurs de la C.G.T. enverront le « mot d'ordre » qu'il leur plaira d'envoyer et que nul ne discutera. Si les troupes restent cantonnées dans la région, il n'y aura pas de troubles graves. Dès qu'elles auront tourné le dos, on donnera l'assaut aux usines. On ne peut que répéter ce pronostic, qui est celui de tous les propriétaires, de tous les usiniers,-et même celui des ouvriers, quand ils rapportent du cabaret in besoin de sincérité et d'expansion. »

« Une remarque est nécessaire : l'agitation actuelle prend un nouvel aspect. Tanis qu'il y a quelques jours, il était seulement question d'un différend d'ordre professionnel, c'est à dire

d'une question de salaire, aujourd'hui, sous l'influence de certains excitateurs, la lutte prend un caractère nettement révolutionnaire ».

LA GUERRE SOCIALE N° 18 14 au 20 avril

A propos d'un article du Gaulois.

Toutefois l'envoyé spécial du Gaulois mérite grâce à nos yeux pour avoir publié les lignes suivantes :

Je ne veux retenir que cette déclaration faite par l'un d'eux, excellent ouvrier paraît-il père d'une nombreuse famille, « poussé à la révolution par la misère du travailleur et la richesse insolente du patron », - ce sont là ses propres expressions...

« Nous sommes des condamnés à mort. Nous ne voulons pas mourir stupidement de misère et nous prétendons mourir en combattant. Draveil n'est pas loin de nous. Nous aurons ici un Draveil formidable, et dans l'histoire du prolétariat les ouvriers boutonniers de Méru laisseront un nom qui fera, désormais réfléchir les oppresseurs de la classe dirigeante et bourgeoise.

Tous nous avons un voile rouge devant les yeux, on ne nous l'enlèvera qu'avec l'existence, mais auparavant, nous aurons tout détruit sur notre passage ! »

Ces déclarations, nous les retenons pour y applaudir de toutes nos forces . IL sera beaucoup pardonné à l'envoyé du Gaulois pour les avoir publiées ! »

« L'envoyé spécial du Gaulois est un homme du monde, comme dit l'autre. Cela se voit tout de suite. Dans ses dépêches, il injurie les femmes et dénonce les ouvriers. Il du servir jadis dans quelque brigade centrale et vise sans doute à l'heure actuelle à un poste d'inspecteur de police :

« femmes surexcitées s'élançant devant garde à cheval et disant arrière assassins ! ...

mais tirez donc ! assassins ! tirez sur les femmes de peuple !...

Ce drôle qui n'a que des insultes pour les courageuses compagnes de nos camarades de Méru, n'est pas sans quelque crainte :

« Le métier d'informateur (?) n'est pas toujours sans danger. Cependant cet après-midi, après qu'un interrogatoire en règle et surtout après l'exhibition de mon insigne personnelle du syndicat des envoyés spéciaux de la presse parisienne, qui a immédiatement levé toutes les suspicions les représentants de la sûreté générale qui nous ont déjà joué tant de vilains tours ?- j'ai pu m'entretenir avec quelques exaltés ».

Les représentants de la sûreté générale ! Comment ne pas confondre avec les répugnants fonctionnaires non- moins répugnants journalistes qui jouent le rôle d'indicateurs et s'évertuent à outrager les grévistes !

R de Marmande consacre son éditorial aux événements de Méru et de Mazamet :

« Pâques ouvrières »

M. Charles Dumont, député du Jura, écrivait l'autre jour dans l'Action sous le titre « Pâques païennes », un article débordant de poésie et d'enthousiasme-

« ...Ils (les ouvriers) savent que leurs Pâques de 1909 ce sont les grèves de Méru et de Mazamet.

De Méru, où l'on commence d'emprisonner, de mener, menottes aux mains, les camarades coupables d'être en grève. Alors que demeure en liberté, derrière trois rangées de soldats, et

tout autant de gendarmes- les patrons menteurs, peureux et provocateurs, qui signent la veille un contrat qu'ils ont le ferme propos de violer le lendemain.

De Méru où l'on commence à frapper à coup de sabre, les ouvriers assez audacieux pour se révolter contre l'abominable exploitation capitaliste.

Les Pâques ouvrières manquent totalement de gaieté ! Mais elles comportent d'énergiques leçons par les contraintes même qu'elles offrent avec les autres, celles de M. Charles Dumont, qui se repose à Barbizon, dans la forêt de Fontainebleau, ou celles de « monseigneur » le duc de Chartres, qui, à quelques kilomètres de Méru, dans la forêt de Chantilly, chassait à courre, paraît-il, entouré d'un brillant cortège de dames et de piqueurs, de chiens et d'officiers.

Ici la chasse à courre, plaisir cruel, luxe de grand seigneur, là, la chasse aux grévistes, plaisir policier, luxe de patrons !

.....s'adressant aux patrons de Méru qu'il connaît, à leurs bons sentiments de démocrates et d'humanitaires, M. Jaurés a déclaré que les patrons d'aujourd'hui ne doivent pas examiner la question sociale sous un faux jour, les patrons d'aujourd'hui ne doivent pas avoir le même amour-propre que es patrons d'il y a 50 ans »

« apaisement, calme dignité, etc... »

c'est la paix sociale !

Les travailleurs de Méru, qui ne tombent plus dans le panneau des Pâques païennes et chrétiennes, semblent bien résolus à envoyer promener les Pâques de M. Jaurés qui sont aussi celles d'Azew-Briand !

N'ont-ils pas assez longtemps baissé la tête, tendu l'échine et crevé de misère et d'humiliation ?

Le prolétariat ne sait-il pas d'ailleurs, que le droit de jouir de l'existence, la liberté individuelle, la propriété collective, cela ne se quémande pas, cela se prend ! »

Un second article traite de « la situation à Méru » (c'est son titre), sous forme d'une interview de Péricat » :

« Nous avons pu joindre un instant notre camarade Péricat qui était encore l'autre jour à Méru.

La situation , nous dit-il. Elle est simple et brutale, comme la phrase même de Clémenceau ! : »Les deux côtés de la barricade »

D'un côté les grévistes, unis pour la défense de leur existence (car, ne t'y trompe pas, c'est ici une question d'existence), présentant des revendications des plus modestes. De l'autre, les patrons usant de tous les procédés de la plus exécrable mauvaise foi, fomentant entre eux les plus misérables intrigues pour duper les travailleurs.

Et contre ceux-ci ; pour défendre ceux-là la troupe, la police, la gendarmerie, la magistrature, toute la force de répression mise comme toujours par le gouvernement au service du capital !

Le conflit est grave, nul ne peut le nier. Mais faut-il ajouter qu'il a eu déjà pour résultat de soulever dans toute la région, une explosion de colères ouvrières, les grévistes sont révoltés. Leur état d'esprit est changé. C'est le bénéfice de l'éducation syndicale qui se développe si rapidement pendant les grèves.

Hier encore la plupart s'occupaient de politique cléricale ou autre. Aujourd'hui, on les sent écoeurés de la cuisine politique, dont ils se désintéressent désormais.

Ils comprennent maintenant la nécessité de la propagande antimilitariste, antipatriotique.

Oui, c'est chez eux un élan superbe et spontané de révolte, de dignité.

Pour l'arrêter, le briser, le gouvernement va tenter le coup de Villeneuve St Georges. Déjà les arrestations ont commencé !

J... N° 6045 15 avril

Le soir du 14 à la suite de la journée de grève générale :

« ...Que se passera-t-il demain ? Les patrons ouvriront-ils leurs portes à tous ? Persisteront-ils dans leur intransigeance ? Nul ne le sait ! Je crois même qu'ils l'ignore eux-même. D'heure en heure, ils changent leur manière de voir. Ce qu'ils déclarent , maintenant, ils le démentent une heure plus tard . En somme ? C'est l'inconnu avec toutes ses incertitudes et les plus sceptiques estiment que la situation est toujours aussi grave malgré les ordres de la C.G.T. de reprendre le travail. ».

Robert Gaillard.

ONL N°8935 15avril

« actualité-
Le vernissage de la nationale

On n peut pas dire que les traditions se perdent. Tandis qu'à Méru, la C.G.T. procède à des essais de grève générale et prépare les patrons au grand soir en leur faisant passer des nuits blanches, tandis que, les Parisiens et les parisiennes ont fidèlement observé hier les traditions en envahissant pacifiquement le grand palais ou la société nationale des beaux arts ouvrait son salon.....

P.R. N° 6151 15 avril

Le récit des événements et du » meeting monstre » du 14 à Méru paraît sous le titre : « en France : vers la révolution »

LA LANTERNE N°11680 15 avril

« Nous suivons avec anxiété les phases douloureuses d'un conflit que l'on pût croire plusieurs fois apaisé et que chaque fois, nous avons vu renaître plus inquiétant.

Les informations précises qui nous sont parvenues à ce jour établissent trop bien la responsabilité des patrons. Les engagements qu'ils avaient pris ont été rompus et l'exaspération des ouvriers a trouvé là une cause trop légitime.

Les travailleurs ont fait preuve, à diverses reprises, de leur désir de retourner au travail ; à Andeville ou ils ont eu satisfaction, ils ont repris le chemin des usines ; mais les procédés des patrons des autres localités sont de nature à aggraver le péril. Quelques-uns d'entre eux ont maintenu les tarifs qu'ils avaient fixés, d'accord avec les ouvriers, mais ils ont aussitôt fait preuve de la plus regrettable déloyauté en annonçant qu'ils réduiraient les heures de travail et boycotteraient les syndiqués. Il en est qui ne consentent que des tarifs inférieurs et menacent de ne rouvrir leurs usines qu'avec un personnel restreint.

Dans la situation présente, les patrons jouent gros jeu s'ils ne consentent pas le maximum des concessions compatibles avec leurs intérêts et si, ils ne tiennent pas la parole donnée.

Sans doute, il faut blâmer toutes les excitations révolutionnaires, il faut déplorer les violences commises sous l'empire de la colère, mais l'heure est venue des explications sincères. Le conflit engagé sur une question de salaires peut encore se résoudre pacifiquement avec un peu de bonne foi.

Mais il ne faudrait pas qu'une manœuvre perfide fasse, tout à coup, des désespérés de ces hommes qui ne demandent qu'à travailler au prix d'un salaire jugé normal par des arbitres compétents.

Notre confiance dans la sagesse des ouvriers demeure entière, mais les agissements des usiniers ne doivent pas fournir une excuse à la violence. Que les patrons intransigeants de Méru songent aux conséquences de leurs décisions. »

L'ŒUVRE N° 15

article du 4, de « Méru sur Oise au lendemain de la signature du contrat mettant fin à la grève et intitulé « Simple rapprochement » :

« Certains patrons reprennent leur parole, sous prétexte qu'ils ont réfléchi ; que le préfet avait soutenu les délégués ouvriers ; qu'il y avait trop de grévistes autour de Méru ; enfin qu'ils se considèrent comme victimes d'une « extorsion de signature ». Ceci est tout à fait gracieux pour M. Meunier, le préfet, un fort galant homme.

Les ouvriers répondent à Mark, je crois de la C.G.T., qui leur conseille de demander un tarif supérieur à ce qu'a fixé le contrat : « non on s'est entendu, on a promis de part et d'autre, il faut tenir. Revenir sur notre parole ce ne serait pas bien »

Qui a le beau rôle , »

L'AURORE N° 4186 15 avril

Le coin des rieurs (signé Lancelot)

« On parle de la grève es boutonniers de Méru, dans l'Oise
Il ne semble pas que ces grévistes aient l'intention de se calmer.

- Ah ces boutons enragés !...
- Mais quelles sont exactement leurs intentions ?
- On ne sait ; ils restent très boutonnés.
- En attendant l'agitation gagne de proche en proche...
- Dame ! les boutons de Panurge !

LE FIGARO N° 105 15 avril

« Nouvelles à la main :
Au fond, à qui en veulent donc les grévistes de l'Oise ?
Oh ! mon dieu, c'est bien simple, à tous ceux qui ont pignon sur Méru

« Le masque de fer »

L'HUMANITE N° 1824 15 avril

A propos de la grève de 24 heures du 14 :

« Ce que sera demain ?
Inévitablement, il va rester un certain nombre d'ouvriers sans travail par suite des manœuvres préfectorales environ 2000. Il restera également à soutenir les camarades en prison et surtout leurs compagnes et leur familles.

Aussi faisons-nous un pressant appel en leur faveur à tous les militants, à tous les homes de cœur, les organisations syndicales, les groupes.

La main à la poche pour les hommes et les femmes et les enfants, pour ceux qui luttent. »

L'ECLAIR N° 7444 15 avril

Maurice Leclerc émet les réflexions suivantes au sujet du discours de Niel lors du meeting du 14 :

« Le discours du nouveau secrétaire général de la C.G.T. mérite d'être retenu, moins peut-être par rapport à la grève de Méru qu'en lui-même.

Syndicaliste réformiste succédant à Gréffuelhes, syndicaliste révolutionnaire, à la tête de la C.G.T., c'est en effet la première fois que Niel a l'occasion de parler dans une grève, son discours qui traite peu des boutonniers et qui fut consacré à l'exposé général du rôle que doivent tenir les ouvriers syndiqués vis-à-vis du patronat et de la société actuelle, arrive comme une leçon de choses prouvant qu'il est impossible de rester modéré à la tête d'un mouvement révolutionnaire.

Tout en se défendant d'être un gréviculteur, Niel a été obligé de dire hier les même choses qu'aurait dite Gréffuelhes. Il les a seulement dites d'un autre ton !

GIL BLAS N° 10757 15 avril

Long article de Charles Bos, intitulé « Pataud et Cie brevetés S.G.D.G.

Commence ainsi :

« La C.G.T. ne paraît pas avoir pris au pied de la lettre la fameuse parole de Lassalle, l'agitateur allemand : » Le socialisme n'est que l'art d'apprendre aux masses qu'elles doivent être mécontentes de leur sort »... et prend comme exemple type de déroulement de manœuvre « l'activisme de la C.G.T. à Méru en retraçant le développement :

« Les événements de Méru constituant la reproduction la plus exacte qui soit de ceux des Ardennes, du Nord, de Lorient, de Draveil etc... la C.G.T. ne renie pas sa manière et le gouvernement l'imité. Ces deux puissances se regardent en face, comme si elles étaient d'accord. La seconde semble reconnaître à la première le droit de faire ce qu'elle fait. La C.G.T. sûre de l'impunité se moque de cet appui facile et inavoué, mais elle en profite pourtant. En fin de cause, ce sont les patrons, les ouvriers qui se sont laissés entraîner et le public qui souffrent.

Quand au gouvernement et à la C.G.T., ils continuent, après chaque crise, de s'adresser mutuellement des paroles désobligeantes. Et c'est la tout. Dans l'intervalle, on condamne quelques malheureux grévistes. Les patrons, de plus en plus mécontents, restreignent leur production, les ouvriers chôment, et le public, furieux se met à voter à tour de bras pour la réaction ou la révolution... »

L'HUMANITE N° 1825 16 avril

Revenant sur la journée de grève générale du 14, Pierre Tesche écrit :

« en résumé, bonne, excellente journée, qui comptera dans les annales du prolétariat, tant par sa propagande que par ses enseignements.

Pou la première fois, le crois, on aura vu les travailleurs de toute une contrée répondre à l'unanimité, non seulement dans la corporation en grève, mais aussi dans toutes les autres, à l'appel lancé par un comité de grève pour une manifestation de 24 heures.

C'est un spectacle vraiment réconfortant dont s'indigne le monde patronal, mais dont doivent se féliciter tous les travailleurs. A eux d'en tirer l'enseignement nécessaire et de se persuader qu'avec la volonté et l'énergie il pas de « barricades » que l'on puisse renverser, pas même celle de notre grand national Clémenceau. »

ensuite, ayant analysé les événements du 15, Tesche résume ainsi la situation :

« en résumé la situation paraît bonne d'une façon générale sauf chez les Doudelle et quelques uns de ses amis, ce qui porte à 2000 environ le nombre de nos camarades encore en grève

Elle le deviendrait partout si eu lieu de soutenir les patrons parjures à leur signature, le vieillard de Beauvais leur signifiait carrément et ce ne serait que justice, qu'ils n'ont plus à compter sur la troupe.

Provocateurs et insolents devant les grévistes enchaînés, ils deviendraient immédiatement doux comme des moutons.

Q'on essaie un peu pour voir ! »

LE PETIT JOURNAL N° 16012 16 avril

« Il est un fait certain, c'est que tant que les troupes seront là, il n'y aura pas d'incidents graves, mais dès le départ des soldats, les troubles pourraient recommencer. »

LA REPUBLIQUE DE L'OISE N° 8734 16 avril

Une fois de plus de journal beauvaisien s'en prend à son confrère « Le moniteur de l'Oise » :

« Fidèle à sa tactique, Le moniteur de l'Oise cherche à affoler le public et hier, alors que la journée avait été parfaitement calme, il intitule son article : situation grave en lettres énormes.

E moniteur eût désiré probablement que les fusils balayassent toute cette « canaille ». On n'est pas plus chrétien. »

LE TEMPS N° 17460 16 avril

Interview de Doudelle à St Crepin

si M ; Troisoeufs parait épuisé par la lutte, son beau frère M. Doudelle et les beaux frères de celui-ci font tête avec vigueur.

J'ai à peine proposé la question déjà soumise à M. Doudelle que l'un deux me coupe la parole :

Il n'y a pas de tarif ! Il n'y a pas de contrat ! Le contrat ? Déchiré à cour de cailloux !

Mais s'ils viennent demain ?

Au tarif que nous voudrons ! et seulement ceux que nous voudrons ! Nos ouvriers sont congédiés ; leurs outils sont prêts, ils peuvent venir les prendre. Ils ont brisé, pillé ! Vous admettez ça. Nous reprendrons ceux que nous voudrons, au tarife que nous voudrons.

Quelle différence entre les deux tarifs, quelle proportion ?

Oh quinze à vingt pour cent.
Quels salaires vos ouvriers toucheraient-ils par jour
Quatre francs cinquante à cinq francs
Et les ouvriers d'Andeville ,

Mais pas davantage ! Seulement ils font huit heures de travail à Andeville, la journée de travail est de dix heures chez nous. Voilà toute la différence. Nous ne pouvons pas égaliser les salaires parce que les prix de vente ne le sont pas...

J'aurais pousser plus loin le questionnaire, les réponses faites auraient peut-être jeté un peu de clarté sur ce différent compliqué que du côté ouvrier on n'a pas pu encore non plus m'expliquer avec netteté ; M. Doudelle père ne m'en laisse pas le loisir :

Ce n'est pas tout ça ! Je préfère boucler tout que de céder. Je suis maître chez moi, que diable ! Il y a une vingtaine de Je ne répète pas les mots un peu vifs échappés à la parole de M. Doudelle, ils terrorisent ceux de mes ouvriers non syndiqués qui ne demande qu'à travailler.

Mais si les gréviste viennent demain demander du travail au tarif d'Andeville ?

Non, non, nous sommes les maîtres !

Et dans les yeux du patron- c'est lui qui à été victime de deux pillages successifs-passe un éclair de colère.

Et il ajoute plus calme

Je convoquerai peut-être un certain nombre d'ouvriers- je n'ai pas besoin de beaucoup, s'ils veulent travailler à mes conditions je ne demande pas mieux, sinon, non ! J'aime mieux tout fermer et m'en aller.

LE TEMPS N° 17460 16 avril

Spécial sur « la boutonnerie dans l'Oise, après les entretiens des patrons Troisoeufs et Doudelle :

« (Si le récit de ces entretiens) peut donner une idée des caractères des hommes sur la brèche du côté patronal, il ne jettera guerre de clarté sur le problème à résoudre.

Est-ce qu'un mot qui me fit murmuré ce soir en confidence donnerait la clef de l'énigme ?
« ça va se calmer, la caisse de grève est à sec ! Mais est-ce que la caisse de grève est bien à sec ? Et si elle l'est s'ensuivra-t-il que le calme reviendra ?

En attendant, dragons, chasseurs et hussards font des patrouilles. C'est plus prudent .»

L'ILLUSTRATION N° 3451 17 avril

Un article portant sur les récents événements et notamment sur ceux des 9 et 10 avril est illustré par une très belle photo représentant « un cordon de cavalerie sur la place de l'hôtel de ville de Méru. »

L'HUMANITE N° 1826 17 avril

Extraits de l'article de Pierre Tesche, intitulé : « les papillons noirs-les intransigeants commencent à baisser le ton » :

« Papillons noirs » mais non nuages noirs, ainsi pourrait-on rasumer la situation dans la contrée de Beauvais où la grève générale a duré près de deux mois.

Papillons noirs, car si certains patrons ont encore quelques velléités de résistance, leur ton a de beaucoup baissé, et si quelque incident que je ne prévois pas ne vient à surgir, on peut espérer que, d'ici peu, tout le calme passible pourra enfin régner dans la contée de Méru....

De ci, de là, on essaie bien de revenir sur la discussion des tarifs, tel M. Marchand Hebert d'Andeville, mais devant l'indignation que pourrait manquer de soulever une telle attitude, il leur est matériellement impossible de persévérer dans une telle voie.

Cependant, en vue d'un retour offensif patronal, il est du devoir de tous les ouvriers de se serrer les coudes plus que jamais.

Maintenant que le mouvement actuel leur a permis de constituer des sections syndicales fortement unies, il ne faut pas que se reposant sur leurs lauriers, ils laissent au hasard le soin des événements qui pourraient surgir dans l'avenir.

Il faut qu'à son tour l'Union de la tableterie dont notre ami J.B. Platel est le secrétaire, soit encore fortifié et qu'en elle la cohésion soit complète.

Pour cela il appartient aux militants de faire abstraction de toute idée politique dans le syndicat, pour éviter des discussions fâcheuses, souvent funeste.

Le nombre de groupements en dehors de l'organisation syndicale est assez grand pour que chacun puisse y lutter sur le terrain qui lui plaît.

A chacun son rôle, et ainsi on pourra faire de la bonne besogne pour le plus grand bien de l'émancipation ouvrière. »

LE MONDE ILLUSTRÉ N° 2716 17 avril

La photo de couverture (représentant l'arrivée du préfet Meunier à Méru) et quatre autres photos illustrent un article signé A.B. dans lequel on peut noter les deux phrases suivantes :

« ... La présence des troupes est supportée avec impatience par les grévistes...

... L'entente n'est pas près de se faire et la situation reste toujours tendue et excessivement préoccupante. »

LE RIRE N° 324 17 avril

A propos de la nouvelle « Les boutonniers de l'Oise ont repris le travail » le quatrain suivant intitulé « Boutons à l'horizon » :

« De sève et de verdure épris
En vain j'entr'ouvrerais ma fenêtre...
Les boutonniers ayant repris
Les boutons vont venir peut-être ?.... »

Page 8 un dessin signé M.R. :

« Les boutonniers de Méru
-... et si il n'y a plus de boutons à faire, c'est bien simple, on fera des boutonnières...dans la panse des patrons ! »

L'IMPARTIAL DE L'OISE N° 15 17 avril

Avant de procéder à une relation détaillée des événements le second journal imprimé à Méru dit que : « La semaine qui vient de s'écouler a été marquée par des incidents d'une

gravité exceptionnelle, les grévistes ayant recours à des violences que rien ne peut excuser... »

LA LANTERNE N°11682

Prenant prétexte de la récente grève générale de 14 heures le rédacteur de ce journal tente une démarche d'apaisement moralisateur auprès des patrons... sans pour autant croire tellement à son résultat :

« Ce n'était pas sans quelques appréhensions que nous avons appris la décision prise par les ouvriers de Méru, de faire une grève générale de Vingt quatre heures.

Les plus graves incidents pouvaient se produire dans cette contrée où les passions sont depuis si longtemps surexcitées. La journée s'est passée dans le calme le plus complet et l'ordre, qui n'a cessé de régner, soit dans la réunion, soit dans la rue, fait le plus grand honneur aux grévistes.

.....

Pourquoi, avoir recours à ce moyen (la grève générale) qui pour une fois, n'a entraîné aucune conséquence fâcheuse, mais, qui, à maintes reprises, fut l'occasion d'incidents en tous points regrettables.

C'est une menace que l'on amène plus facilement les patrons à céder ? N'est ce pas au contraire, par de pareils procédés que l'on arrive à donner un semblant de justification à l'intransigeance de certains.

Il serait bien difficile, par exemple, à ces quelques industriels qui s'obstinent à refuser le tarif d'Andeville de motiver par des raisons avouables que leur conduite, s'ils avaient été victimes de violences ou s'ils étaient encore sous le coup de menaces.

Il y a en plus de l'intérêt, un point d'orgueil qui pousse à ne point capituler lorsque la lutte est portée sur le terrain du courage.

Que ce sentiment soit absurde, qu'il soit, même, dans certains cas, odieux, lorsqu'il aboutit à réduire de nombreux travailleurs à la misère, nous ne saurions trop en convenir, mais on ne doit pas oublier non plus qu'il est bien difficile de l'effacer lorsqu'on s'y est imprudemment risqué de le faire naître.

Cela est d'autant moins aisé que, dans l'espèce actuelle, certains patrons paraissent mettre un entêtement dangereux à faire expier aux ouvriers les fautes qu'ils ont pu commettre, oubliant des responsabilités graves qui pèsent sur eux même.

Ce serait aux patrons à donner l'exemple de la sagesse aux ouvriers tant qu'ils agiront autrement, les conseils de la nature de ceux que nous donnons aujourd'hui risquent fort d'être effets. »

L.B. N° 334 17 avril

Bulletin de J.B. du 15 avril

« Depuis huit jours le mouvement syndicaliste semble chercher l'amorce d'une grève générale qui serait le prodrome du chambardement final. Dans l'Oise la grève des boutonniers a pris in caractère subit de grande violence, jetant cette région dans la plus grande anxiété...et le 1er mai s'annonce comme une journée sensationnelle... Les temps sont proches. »

B.T.L. 17 avril

Article daté de Méru le 15

« Jamais, je crois, dans aucune grève, on n'a été amené à répéter tant de fois la même chose. C'est que, comme je le disais dans mes dernières dépêches, la même situation se renouvelle ici à périodes presque régulières ; au moment où l'entente semble définitive, une nouvelle protestation surgit et tout est à refaire.

En effet, à Méru comme partout ailleurs, il faut en finir une fois pour toutes, et on a cherché par tous les moyens à rétablir, après des derniers jours, un calme définitif. De nouveaux efforts ont été faits et on est arrivé, non sans peine, à mettre d'accord quelques patrons avec leurs ouvriers. Mais ne faut-il pas redouter encore que la combinaison d'aujourd'hui soit détruite demain, par un petit rien imprévu. N'en est-il pas comme d'un château de cartes élevé sur le sol tremblant et menacé du moindre courant d'air ? »

, J.N.E. N° 273

Rubrique « au jour le jour » (signé Lagerbe)

« Samedi 10 – Briand et Clémenceau moissonneurs de nouveaux lauriers. A Méru les hussards doivent charger les grévistes ; il n'y a pas de morts, mais le sang coule comme il a coulé à Nantes, à Narbonne, à Raon l'Etape, à Draveil, à Vigneux....

Les travailleurs de décideront-ils à reconnaître ce sont là les résultats inévitables de la politique radicale et socialiste ? »

L'EVENEMENT N° 15888 18 avril

Analysant la criée de tendances au sein de la C.G.T. qui a conduit, après l'arrivée de Niel, réformiste, à la constitution de la partie minoritaire en « Fédération révolutionnaire »

Analyse de sa « déclaration de principe » :

... Le principe...c'est la grève, le boycottage, l'antimilitarisme, l'antipatriotisme et le sabotage. Quant à l'état, on lui spécifie brutalement son congé et l'on déclare qu'il faut lutter par tous les moyens, contre les forces qu'il refusent par des manifestations dans la rue, par la grève militaire, par l'expropriation violente et par l'insurrection.

N'est ce pas là un retour à la barbarie ? et d'ailleurs, en voyons-nous pas l'indice dans ces Jacquerie de l'Oise qui ont été organisées à Méru par les militants de la C.G.T. et sous leur direction ?.....

LE CRI DE PARIS

Dans la rubrique « la bourse » (p. 13)

« ... La situation intérieure reste assez inquiétante ; des désordres comme ceux de Méru peuvent avoir des conséquences très préjudiciables pour notre commerce et notre industrie ».

L'HUMANITE N° 1827 18 avril

----- « Nouvel appel :

Les grévistes de l'Oise sont encore nombreux, ils soutiennent héroïquement une lutte âpre et douloureuse.

La classe ouvrière se doit à elle-même de les soutenir moralement et pécuniairement.

Nous lui adressons, au nom de nos camarades, un suprême appel en les priant leur obole fraternelle ».

J N°6048 18 avril

A propos de l'arrêté préfectoral sur report de la rentrée des classes, R.Gaillard écrit :

« Je crois bien que garçons et fillettes auront encore à jouer pendant les longues semaines de ces loisirs inattendus. »

LA VOIX DU PEUPLE N°447 18 avril

L'article consacré à la grève des boutonnières a des sous-titres éloquentes ; « La situation s'aggrave de plus en plus- les patrons provoquent et frappent les grévistes- le département est infesté de gendarmes et de mouchards- Trois soldats pour un gréviste ».

Le texte de cet article ainsi qu'en donneront idée les larges extraits ci-après, est évidemment à l'image de son annonce

« Alors que l'on pouvait croire en avoir fini avec la grève des boutonnières, à la suite de l'accord intervenu entre les représentants du patronat et le syndicat ouvrier, voilà que la lutte reprend de plus belle.

C'est que certains des exploiters, et non des moindres, en gens respectueux, comme toujours, de la parole donnée, refusent d'appliquer, ou violent outrageusement, le tarif annexé au contrat, signé devant le préfet, lequel contrat mettait fin au conflit.

Quelques patrons récalcitrants, ayant, en outre, refusé d'accepter les tarifs présentés, leurs agissements, ont mis le terme à la situation de leurs ouvriers. Pour mettre un terme à la situation qui leur était créée par l'intransigeance patronale, ils ont décidé de vaincre coûte que coûte, et de supporter de nouvelles privations pour amener les réfractaires à composition.

Les exploiters boutonnières ne manquent pas naturellement de hurler à la tyrannie ouvrière et de mettre sur le dos de leurs serfs toutes sortes de causes qui font durer la grève, alors qu'en réalité ce sont eux qui ont provoqué ce mouvement et toutes les exactions qui ont suivi.

En veut-on une preuve ? Les ouvriers accusent ouvertement le président de la chambre syndicale patronale de soutenir les récalcitrants Doudelle, Troiseufs, et Tabary, escomptant ainsi la rentrée des ouvriers de ces trois fabricants avec les tarifs qui ont provoqué la révolte, pour ensuite, revenir sur leur signature en prétextant l'impossibilité pour eux de se laisser concurrencer par leur confrères.

Tout laisse, d'ailleurs, croire qu'il en est bien ainsi, et la récente manifestation dans laquelle furent brisés quelques volets et quelques vitres dans les ateliers montrent que ce que cherchent les patrons, c'est de provoquer un nouveau massacre qui écrasera le magnifique mouvement des boutonnières.

On ne saurait trop s'attarder sur l'énergie qu'eurent les malheureux esclaves de ce centre industriel, qui luttent depuis bientôt six semaines si courageusement et sans défaillances aucune.

Et combien on comprendra que de tels accès de révolte frisent l'héroïsme, quand on songe qu' à part Lormaison, ou une petite grève locale eut lieu, il y a environ deux ans, c'est la première levée en masse de la classe ouvrière de cette contrée est enregistrée.

Et dans quel admirable élan !

Et avec quel ensemble fut engagée la lutte !

Il ne faut pas oublier, en effet, que la grève s'est étendue sur un rayon de 35 kilomètres et dans une trentaine de communes environ :Méru,Andeville, Lahousoye, St Crépin, Lormaison, etc... et que 12000 travailleurs et leurs compagnes et enfants sont employés à la transformation de la nacre pour la fabrication des boutons de toutes sortes.

L'arrogance des gendarmes n'a pas de limites et les patrons relèvent insolemment la tête au milieu de leurs légions.

C'est ainsi que lors des arrestations opérées à Lormaison deux d'entre eux, ces sinistres affameurs, dont la fortune s'est édifiée sur tant de misères, ne trouvèrent rien de plus à propos que le secrétaire et le trésorier du syndicat de la section de Lormaison étaient enchaînés et aux mains des gendarmes qui les entraînaient pour les frapper brutalement au visage, au grand plaisir des pandores qui ricanaient. Un patron, une brique à la main, menaça même l'un des deux prisonniers de lui fendre le crâne, tout en l'insultant grossièrement.

Les arrestations se chiffrent aujourd'hui à une trentaine.

Voilà dans quel état se trouve livré le pays.

Qu'on s'étonne après cela que le calme soit rompu et que les esprits soient montés.

En réponse aux provocations et aux emprisonnements les ouvriers ont répondu en décrétant une grève générale de 24 heures.

Quelle sera l'issue de lutte engagée et laisse encore près de 5000 travailleurs en grève ?

Nul ne peut le prévoir. Mais il importe que le prolétariat français ne se désintéresse pas du mouvement de l'Oise. Il faut, au contraire, que l'appui le plus grand soit donné aux boutonniers et que les gros sous leur permettent d'attendre que la victoire leur soit entièrement acquise.

L'exode des enfants continue, mais, il reste d'autres petits dont les parents ne peuvent se séparer !

Il reste 5000 prolétaires, nos frères de misère, qu'il faut soutenir.

Nous souhaitons que cet appel soit entendu des nôtres et que les fonds pour faire bouillir les marmites communistes ne leur fassent pas défaut.

De notre intervention à tous dépend la victoire.

Que chacun fasse son devoir !

Charles Maick.

N.B. Adresser les fonds 33, rue de la Grange aux Belles, à la C.G.T. »

L'AURORE N° 41889 18 avril

A propos de l'annonce du meeting antimilitariste du 17 :

« Un meeting antimilitarisme dans un pays où sont cantonnés plus de deux mille hommes de troupe, on conçoit toute l'importance de la provocation. On assure d'ailleurs que l'intention du comité exécutif est de décider une nouvelle grève de protestation de vingt quatre heures, grève plus spécialement dirigée contre MM. Doudelle, Troioeuvs et Tabary seuls patrons qui résistent encore aux exigences du syndicat ouvrier.

Cette nouvelle grève commencerait mardi matin d'après les bruits qui circulent, et pourrait se transformer en grève générale définitive si l'armée s'opposait aux manifestations organisées pour ce jour là.

Le conflit de Méru est loin d'être terminé comme on le voit. »

L'ECLAIR N° 7448 19 avril

Heureuse d'exploiter la grève de boutonniers pour préparer le 1^{er} Mai prochain et pour témoigner qu'elle reste aussi anarchiste sous un secrétaire plus modéré, la C.G.T. aura réussi à transformer le conflit économique qu'était cette grève, au début, en un mouvement pur d'agitation extra-légale ».

LE MONITEUR DE L'OISE N°89

A.FAURE signe un article qui s'en prend aussi bien au gouvernement qu'à la C.G.T. :
« Incohérence et désarroi ! Les autorités se décident à prendre des mesures de rigueur qui contraste singulièrement avec la mollesse des premiers jours.

Trop tard ! C'est au début e la grève que des actes d'énergie eussent pu calmer les esprits. Il est difficile de s'expliquer comment on interdit ce qu'on tolérait naguère. Ces contradictions sont déconcertantes...

.... Les usiniers et les travailleurs sérieux se demandent avec effroi pendant combien de semaines et de mois durera encore cette équipée révolutionnaire, pendant combien de temps la Confédération Générale substituera sa loi à celle de la France et mettra le pays en coupe réglée.

Si le gouvernement n'est plus capable de garantir la liberté, l'ordre et la sécurité des citoyens, qu'il cède la place, avant que sont aveuglement et sa sottise aient provoqué d'irréparables catastrophes. »

L'AUTORITE N°110 20 avril

« Ce qui est inquiétant... c'est que les militaire sont irrités du travail de police qu'on leur impose.

En effet, les hommes, dans la journée, sont au repos, car ceux qui ne le sont pas demeurent quand même en cautionnement d'alerte.

On sait que ce service est d'ailleurs très pénible et les hommes sont, paraît-il, très mécontents.

Espérons que leur mauvaise humeur ne sera que passagère, car que resterait-il encore de notre société si l'armée faisait cause commune avec les émeutiers ? »

Peter Marty

LA LANTERNE N° 11685 20 avril

- extrait de la « revue financière » :

« Les événements de Turquie, le mouvement gréviste à Méru ont provoqué, dès le début de la semaine, un recul à peu près général. » :

« Diversion dangereuse,

la situation n'était pas suffisamment compliquée à Méru. Il faut que quelques agitateurs viennent encore au milieu des ouvriers, exploitant leur colère latente, pour les relancer dans des luttes qui n'ont rien à attendre de bon.

Mais pourquoi donc le droit de grève a-t-il été donné aux ouvriers ? Jusqu'ici nous pensions, avec les travailleurs eux-même que c'était pour la défense de leurs intérêts. La cessation du travail est un moyen pour les ouvriers de manifester leur mécontentement aux patrons, d'amener ceux-ci, par le préjudice que leur cause l'arrêt de la production de l'usine, à mieux apprécier l'importance de leur personnel et à faire montre, dès lors, de plus d'équité et de sollicitude à son égard. Le temps de chômage volontaire doit être donc employé par les ouvriers à obtenir pour la suite des conditions meilleures de la part de leur employeurs.

Tout ce qui les détourne de la poursuite de ce but ne peut servir qu'à prolonger et à envenimer le conflit.

Est-ce que les grévistes se sont demander hier ce que venaient faire à Méru les apôtres de l'antimilitarisme ? Est-ce qu'ils ont essayé d'apercevoir en quoi les discours qu'ils ont entendu pouvaient servir à une heureuse solution de la grève ?

Certainement non, car s'ils s'étaient posé ces questions ils se seraient empressés de chasser les professionnels du désordre qui viennent recruter parmi eux de futures victimes des théories subversives de quelques inconscients.

Il est difficile, en effet, d'énumérer les dangers que font courir aux ouvriers les manifestations de la nature de celles qui se sont produites hier. En dehors des conséquences immédiates existantes dans des collisions sanglantes, trop fréquentes en pareilles circonstances, les paroles prononcées par les orateurs et applaudies par les ouvriers, faciles à enflammer dans l'état d'esprit où ils se trouvent, pensent servir de prétexte à un prolongement à la résistance patronale.

« Voyez, disent les patrons, il est inutile de céder. Ce n'est pas la reconnaissance de leurs droits que visent les ouvriers, mais bien notre écrasement. Mieux vaut continuer la lutte aujourd'hui que d'être obligé de la reprendre demain. »

Bien que, nous en sommes persuadés, ce raisonnement ne réponde nullement à la pensée de la grande majorité des ouvriers, les agitateurs qu'ils écoutent auront contribué à lui donner une apparence vraisemblable.

Les pensées comme celle d'hier ne peuvent que compromettre la cause des travailleurs. C'est à eux de comprendre et à remercier de leurs funestes offices ceux qui font que les desservir. »

LE PETIT JOURNAL N° 16916 20 avril

Les « Notes politiques » sont consacrées partiellement aux événements de l'Oise :

« A Méru, dans l'Oise, des grévistes ont saccagé des fabriques et en sont livrés à une série d'actes violents qu'on pourrait qualifier d'incompréhensibles puisqu'ils ont détruit les machines, des outils, c'est ce qui les fait vivre.

A Mazamet, dans le Tarn, d'autres grévistes menacent les patrons et une usine vient d'être incendiée.

Ici et là les plus grosses atteintes sont portées à la liberté du travail, à la sécurité de la rue et des domiciles.

A Mazamet, la chambre de commerce avait signalé le péril auquel se trouvaient exposées les personnes et les propriétés. Aucune mesure sérieuse de protection n'a été prise. Il en fut de même à Méru, pendant les premiers jours de grève et le mouvement révolutionnaire s'y prolonge, parce qu'on n'a pas mis au début, en face des violents, assez de soldats et de gendarmes.

La plus vulgaire prudence et le souci de l'ordre devraient conseiller aux préfets aussi bien qu'aux ministres de commencer par là. Ils ne l'ont pas fait, sous prétexte qu'un déploiement de troupes est considéré par les meneurs de grèves comme une provocation.

L'absence trop prolongée de la force publique est assurément pour beaucoup dans cette série d'injustifiables attentats ; elle n'y est pas pour tout il faut également faire entrer en ligne de compte la presque certitude d'une prompte amnistie qu'on déclare nécessaire pour l'apaisement et aussi cette tendance à blâmer, quand on ne les traduit pas devant les juges, les gendarmes qui, lapidés, servant de cibles aux revolvers, finissent par se défendre .. »

LE FIGARO N° 110 20 avril

Cruelle énigme

« Vous êtes le commandant de la chasse à courre de la bête humaine » (Discours du citoyen Platel à Méru)

Commandant de la chasse à courre
De la bête humaine ! Voilà
Un titre au moins ! Qui l'a
Doit faire envie à qui l'entoure !

Ce n'est pas banal : Commandant
De la...(voir plus haut où je cite !)
Sur une carte de visite
Serait d'un effet évident !

Non ce pathos de vénerie,
En sa truculence qui ment,
Veut désigner tout simplement
L'officier de gendarmerie !

Suivons l'image pied à pied :
Le citoyen dit que la chasse
Est ouverte contre sa classe ;
Que le gendarme est sans pitié

Et le dur chasseur qui la mène !..
-Mais alors, si je comprend bien,
La bête ?.. aimable citoyen,
Ce serait toi : la bête humaine ?

Louis Marsolleau

« Nouvelles à la main

« encore une usine de l'Oise qui se ferme définitivement.
Ca va bien ! Le jour ou triomphera le collectivisme, on partagera les bien des français, mais restera –t-il quelque chose à partager ?

Pourquoi les fabricants de boutons sont-ils appelés des tabletiers ?
En effet ce nom paraîtrait plus naturel pour les fabricants de chocolat.

Le masque de fer. »

A propos de la fuite de J.B. Platel :

« Platel a disparu. Hier il affirmait ne pas craindre d'être envoyé en Guyane. Il semble avoir redouté davantage la prison de Beauvais. Il est aisé, sous le grand soleil, devant quelques centaines d'ouvriers excités, d'insulter le gendarme isolé qui, passe. Mais dès qu'il y a vingt gendarmes on s'enfuit. C'est prudent, si ce n'est pas héroïque ... »

L'HUMANITE N° 1829 20 avril

Dans un article daté du 19, P. Tesche revient sur les événements du 18 avril :

« ... De l'enquête que je viens de faire, il ressort clairement, indubitablement, que le préfet, le jouet de quelques patrons, a cherché hier une journée de sang que seule la sagesse des grévistes,- et cela est proclamé même par certain de nos confrères représentants des journaux bourgeois-,à permis d'éviter.

Sans doute, on essaiera de justifier les charges, les précautions militaires, enfin toutes les phases de cette journée, par les paroles prononcées par notre camarade Platel ...

Il restera malgré tout un fait : c'est la provocation indiscutable de l'autorité.

Partout, de la première réunion à la dernière, elle se manifeste comme arrêtée, concernée à l'avance...

... quelle mouche a piqué M.Meunier ? Par quelle aberration ce vieillard a-t-il pu, -alors que dans la majorité des communes le travail était repris-, tenter la manœuvre qui s'est terminée par des charges et le mandat d'arrestation délivré contre Platel.

Est-ce la peur imbécile d'un meeting où l'on devait parler de l'intervention de l'armée dans les grèves ou ne serait-ce pas au contraire une pression patronale ?

Toujours est-il que, dès la première réunion, la provocation s'est manifestée par la présence sur l'estrade d'un commissaire spécial, ce qui ne s'était pas produit depuis le commencement du conflit... »

LE FIGARO N° 111 21 avril

Un magnifique dessin d'Abel Faivre occupe une demi-page. Intitulé « au meeting de Méru il représente un homme affalé sur une table, en train de téléphoner ; à travers les vitres du local où il se trouve on aperçoit dans le fond des silhouettes de dragons devant les des bâtiments d'usines. La légende est la suivante :

« -Allô ! la C.G.T. Envoyez-nous un orateur... ici on ne sait plus quoi inventer. »

L'HUMANITE N° 1830 21 avril

A propos d'une « manœuvre des jaunes » à Valdampierre (essai de reprise du travail à domicile) P.Teshe écrit :

« ... cette manœuvre n'a pas eu les résultats qu'en attendaient leurs auteurs. Toujours fortement unis autour du drapeau syndical, à la presque unanimité, les travailleurs de cette contrée sont bien décidés à rentrer dans les usines qu'en bloc et avec le tarif d'Andeville annexé au contrat.

Les jaunes en seront pour leur petite saleté, dont ils se repentiront un jour ».

En ce qui concerne la séance du 19 du conseil général de l'Oise, qu'il qualifie de « comédie des politiciens » Tesche fait une rapide synthèse à sa façon, puis termine ainsi :

« Camarades, mes amis, vous pouvez vous vanter d'avoir des défenseurs parmi les bons parlementaires de l'Oise.

Mais voilà le tour de parole accordé au vieillard de Beauvais il est touché de toutes félicitations, il en pleure, le « pôvre ». Il attend la juste récompense de sa conduite, conscient d'avoir fait son devoir.

Les arrestations, les charges, les enquêtes policières, les provocations de toutes sortes sont là certainement pour l'attester. Ainsi comment se peut-il que les ouvriers ne crient pas : »Vive le préfet ! »-Vraiment, ils sont bien exigeants ! »

Autre article de P ; Tesche, purement personnel et de doctrine :

« Les journaux bourgeois ne sont pas contents que la décision prise lundi soir par le comité exécutif des tabletiers de l'Oise. La grève immédiate, 'a pas été votée et les voilà à bout de copie. Cela est une chose qu'ils ne peuvent, qu'ils ne veulent pas pardonner aux travailleurs de l'Oise.

Ils en profitent pour raconter des histoires à dormir debout, où l'on voit les révolutionnaires et les réformistes de la C.G.T. se « manger le nez » pour prendre la direction du mouvement.

Tout cela n'aurait aucun inconvénient, si cette campagne n'avait pour but de discréditer la C.G.T et ses militants et tenter de provoquer la division.

Une réunion est-elle organisée par un groupement n'ayant rien de commun avec la C.G.T., c'est tout de même cette dernière qui en est l'instigatrice. Et l'on en profite pour essayer de démontrer que, parce qu'il plait d'une façon arbitraire, de classer les uns et les autres parmi telle ou telle tendance, et les délégués à cette réunion, parmi les révolutionnaires, s'ils sont ou vainqueurs ou vaincus de ceux classés comme « réformistes ».

Il y a dans toutes les prévisions de ces farceurs de quoi rire pour tous les militants syndicalistes qui connaissent les rouages de la C.G.T.

Bien présenté et signalé « modéré », je n'attache, pour ma part, pas grande importance à ces élucubrations d'esprit en mal de copie.

Je reste toujours persuadé qu'à la CGT il n'y a ni réformistes ni révolutionnaires, mais des militants toujours soucieux de faire leur devoir, et dont les poings ne formeront toujours qu'un seul faisceau, toutes les fois qu'il s'est agi de frapper sur le patronat et sur tous les rouages qui leur permettent encore de subsister.

L'HUMANITE N° 1830 21 avril

Au sujet de la fuite de Médard Delamotte, Tesche rappelle d'abord que « c'est lui qui le soir de la signature du contrat d'Amblainville, à Méru, disait qu'il n'avait qu'une parole, qu'il tiendrait sa promesse et qui le lendemain était le premier à la parjurer... »

Le correspondant de l'Humanité poursuit ainsi :

« Pour avoir voulu faire comme les vautours du bouton, il est obligé de se démettre. En réalité il est la victime de ceux avec qui il a voulu lutter contre les travailleurs.

Il est par son entêtement, par son hypocrisie, réduit à chercher un emploi dans d'autres parages. C'est du moins ce qu'il a déclaré à un de nos confrères ;

« Ma résolution est prise maintenant. La situation étant intenable ici pour nous, je vais chercher un emploi à Paris. »

Ce n'est pas sans lutter cependant qu'il quitte la place. Jusqu'au dernier moment, il a discuté avec ses ouvriers, essayant de les persuader d'accepter le tarif léger d'Andeville, c'est à dire celui repoussé à Méru.

Le pauvre s'est brisé les reins à ce petit jeu et il part.

En vain les gendarmes sont-ils intervenus-contre toute justice-dans la discussion ; en vain M.Médard a-t-il même pleuré ; il était trop tard. Il n'a pas eu d'autre ressource que celle d'atteler son beau père dans les brancards d'une voiture à bras, d'y charger quelques hardes et de partir sans cravate, la chemise sale, mais toujours à la boutonnière les palmes académiques. Les huées méritées des ouvriers et le chant de l'Internationale ont été son oraison funèbre.

C'est la première victime du vautour Doudelle et des trusteurs de boutons. Ceux qui sont dans son cas voudront-ils ouvrir les yeux ? »

LE TEMPS N° 17465 21 avril

-Joseph Bois conclut son enquête sur la « boutonnerie » :

« ... De quelque façon que l'on envisage la question on ne voit malheureusement que des chances de conflit. Au milieu des embarras des patrons et des revendications ouvrières, c'est une industrie qui sombre. On comprend aisément que ce phénomène économique ne se produira pas sans secousses douloureuses ».

L'AURORE N°4192 21 avril

Les interventions dans la grève-Ce qu'en pensent nos confrères.

A propos des incidents de grève, si graves, si inquiétants, qui viennent d'émouvoir l'opinion, quelques uns de nos confrères formulent des impressions que l'on ne saurait trop retenir et méditer.

Le Petit parisien dit notamment :

« Il est naturel de voir la revendication des ouvriers soutenus par leurs mandataires. Les syndicats qui ont qualité pour traiter avec les patrons, au nom des travailleurs, sont dans leur rôle, en se mêlant aux incidents d'une grève.

Mais l'on se demande ce que viennent faire dans une grève des orateurs qui ne sont pas ouvriers, qui n'ont reçu aucun mandat et qui s'accordent à eux même un titre pour parler aux grévistes et leur faire entendre un langage enflammé.

Ne souffrant en rien, personnellement de la cessation du travail, indifférents aux souffrances matérielles qu'elles entraînent, ces messagers de idées révolutionnaires ne risquent rien.

Que leur importe la misère de ceux qui les écoutent !

Ils ne s'exposent à rien, en semant des colères, en poussant à des manifestations tumultueuses, en les excitant. Si y a des collisions, ils sont déjà repartis, la plupart du temps.

En réalité, en apôtres du désordre s'occupant moins des grévistes que d'eux même ils aspirent à donner une notoriété, à se mettre en avant pour en recueillir le bénéfice. »

De son côté le Petit Journal signale les graves atteintes qui ont été portées à la liberté du travail, à la sécurité de la rue et des domiciles, tant à Méru qu'à Mazamet :

« A Mazamet, la chambre de commerce avait signalé le péril auquel se trouvaient exposés les personnes et les propriétés. Aucune mesure sérieuse n'a été prise. Il en est de même à Méru, pendant les premiers jours de la grève, et le mouvement révolutionnaire s'y prolonge, parce qu'on n'a pas mis au début, en face des violents, assez de soldats et de gendarmes.

La plus vulgaire prudence et le souci de l'ordre devraient conseiller aux préfets aussi bien qu'aux ministres de commencer par là. Ils n'ont rien fait, sous prétexte qu'un déploiement de troupe est considéré par les meneurs de grèves comme une provocation.

L'absence trop prolongée de la force publique est assurément pour beaucoup dans cette série d'injustifiables attentats, elle n'est pas pour tout. Il faut également faire entrer en ligne de compte le presque certitude d'une prompte amnistie qu'on déclare nécessaire pour l'apaisement et aussi cette tendance à blâmer, quand on ne les traduit pas devant les juges, les gendarmes qui, lapidés, servant de cible aux revolvers, finissent par se défendre .

Il faut croire que ces nombreux attentats et surtout la déclaration de guerre faite par les fonctionnaires et les syndicalistes au parlement ont enfin ému les radicaux socialistes quelques uns de leurs journaux disent aux ministres ; « Gouvernez » et M. Laffeu réclame « un gouvernement qui gouverne ».

Il serait malaisé de ne pas reconnaître la justesse de ces observations

LA GUERRE SOCIALE N°19 21 au 27 avril

L'état contre la grève

Les provocateurs militaires.

A propos des événements du dimanche 18 avril.

« (les boutonniers) ont vu et compris ce qu'est l'armée.

Et comment n'auraient-ils pas compris quand ils ont été témoins de la plus scandaleuse des provocations, la présence du commandant de gendarmerie, venant avec une insolence voulue, se mêler aux grévistes et les narguer, tout prêt, du reste à appeler les troupes, disposées pour

intervenir, au cas, qui n'est produit, ou les travailleurs exaspérés auraient un mauvais parti, comme on dit !

Le sang froid des grévistes n'a pas empêché le commandant de suivre le plan arrêté, selon toute évidence, à l'avance la première provocation n'ayant pas suffi, on essaye de la charge.

Ce n'est point la faute des responsables si la place des ormes n'a pas été ensanglantée dimanche, comme le fut en dernier le carrefour de Villeneuve St Georges...

L'armée se plaint :

... (plaintes de soldats « furieux de constater qu'on n'a pas pour eux plus d'égards que les patrons envers leurs employés ! »

Les journalistes mouchards :

Le Gaulois ;l'Echo de Paris l'Eclair...

Vers la révolution

Des mouvements comme celui de Méru, dépassent les limites ordinaires des grèves, par la volonté aveugle de la vieille société qui se détruit elle même !

Des révoltes d'un jour, une grève comme celle de Méru fait les révolutionnaires de demain.

Elle donne, elle inspire l'horreur du parlementarisme complice de l'iniquité sociale.

Elle met au cœur des exploités la haine de l'autorité et du militarisme. Les camarades de l'Oise poursuivent par syndicat et donc avec l'appui de la Confédération la lutte économique.

Ils se préparent ainsi, à cette violence nécessaire, dont parlait un jour Anatole France, à la violence nécessaire qu'est la révolution sociale. »

L'EVENEMENT NP° 15891 21 avril

Editorial :

La politique

Paroles rassurantes

« Les conseils généraux qui viennent de se réunir ont nettement manifesté leur opinion sur les agissements anarchistes dont nous souffrons.

Il y a eu dans l'Oise unanimité pour s'associer au langage de M. Noël, sénateur radical, président de l'assemblée départementale, « flétrissant les éléments révolutionnaires étrangers au département qui apportent le discord et provoquent incessamment des désordres » Nul ne s'en étonnera en songeant aux Jacqueries de Méru qui avaient été encouragées par les énergumènes de la CGT ...

LA GUERRE SOCIALE N° 19 21 avril

Un article de R. de Marmande est intitulé « De la révolte à la révolution ». Il commence par la lettre adressée par J.B. Platel « à ses camarades de Méru » et se poursuit par un très long texte dont les passages donnent le ton :

L'état contre la grève.

Les provocations militaires.

Les faits qui se sont passés dimanche (18) ont montré à nos camarades de Méru, mieux que les discours des orateurs, le rôle que les gouvernements veulent faire jouer aux soldats dans les grèves.

C'est le Gouvernement, c'est l'Etat qui se charge de faire l'éducation révolutionnaire des travailleurs et de démolir devant eux le prestige du patriotisme :

Ils le savent bien maintenant les boutonniers de l'Oise que la Patrie n'est qu'un prétexte-prétexte meurtrier, hypocrite et menteur.

Ils ont vu et compris ce qu'est l'armée sacrée, l'armée intangible dont les chefs les plus « supérieurs » se sont illustrés depuis Gallifet jusqu'à Mercier, par le massacre des communards, le faux de l'affaire Dreyfus, les incendies de Casablanca, au Maroc, et les tueries de Draveil-Vigneux et de Villeneuve St Georges en France.

L'armée composée de ces milliers de travailleurs que la lâcheté homicide et intéressée du capital jette contre leurs frères de misère !

Et comment n'auraient-ils pas compris quand ils ont été témoins de la plus scandaleuse des provocations, la présence du commandant de gendarmerie, venant avec une insolence voulue, se mêler aux grévistes et les narguer, dont prêt du reste à appeler les troupes, disposées pour intervenir au cas, qui ne s'est pas produit, où les travailleurs exaspérés lui auraient fait un mauvais parti, comme on dit.

Le sang froid des grévistes n'a pas empêché le commandant de suivre le plan arrêté, selon toute évidence à l'avance. La première provocation n'ayant pas suffi, on essaya de la charge.

Ce n'est pas la faute des autorités responsables si la place des Ormes n'a pas été ensanglantée dimanche dernier comme le fut l'an dernier le carrefour de Villeneuve St Georges ;

Les lecteurs de la Guerre Sociale savent ce qui s'est alors produit : les démonstrations ridicules ou odieuses des défenseurs armés de l'Ordre qui tentèrent de semer le désordre qui eut lieu quand même à la salle Angonin et les recherches infructueuses des gendarmes pour arrêter le camarade Platel, sur les injonctions du patronat qui apparaît bien ici, ce qu'il est partout en effet, le maître des préfets, des généraux et des magistrats.

Nous donnons ci-dessus le texte de la lettre que Platel, échappé aux griffes des chats fourrés, adresse à ses camarades.

L'armée de plaint :

Mais il est des à-côtés du mouvement qu'il importe de faire connaître. L'armée commence à se plaindre- J'entend : les soldats. Il semble bien que beaucoup d'entre eux soient las du rôle qu'on leur attribue. Ils sont aussi, au sens littéral du mot, fatigués des manœuvres qu'on leur commande toute la journée, sans relâche au nom de leur Patrie...

Les inexactitudes des journaux :

Il est bien difficile parfois, à un journaliste de dire exactement les faits tels qu'ils se passent, soit. Mais encore ne faut-il pas les travestir de façon trop abrupte et d'attribuer à des camarades des paroles qu'ils n'ont jamais prononcées du genre de celles que les journalistes nous ont prêtées à Delpech, Violette, Platel et moi-même par exemple. Telle cette bourde « Nous sommes de bons républicains ! » Il ne restait plus qu'à crier : « Vive le Bloc » Il n'y avait pas pourtant parmi nous, de député breton, en herbe !

Les journalistes mouchards

Mais comment ne pas flétrir surtout la conduite exécrationnelle de certains journalistes- ou soit disant tels-qui ne craignent pas de se faire les auxiliaires de la police

L'autre jour, c'était un envoyé du Gaulois qui injuriait les femmes de Méru et citait des discours qu'il n'avait jamais entendus n'étant, paraît-il, jamais venu à Méru.

Dimanche c'était un journaliste de l'Echo de Paris qui désignait Platel aux commissaires de police chargés de le surveiller-et de l'arrêter- comme nous l'ont affirmé ses camarades témoins de la scène et qui ont reconnu le dit individu.

C'est enfin L'Eclair, atteint déjà de jaunisse, qui ne craint pas de publier le signalement du camarade Platel, donné par la police ! taille, couleur des cheveux, habillement, etc...

Les camarades arrêtés

On sait comment on arrête, au petit bonheur, des camarades innocents. L'instruction de Méru vaut celle de Villeneuve St Georges, sans plus attendre il est nécessaire que tous les révolutionnaires prenne l'offensive.

Vers la révolution

Des mouvements comme celui de Méru dépassent les limites ordinaires des grèves par la volonté aveugle de la vieille société qui se détruit elle même !

Des révoltes d'un jour, une grève comme celle de Méru, fait des révolutionnaires de demain. Elle donne, elle inspire l'horreur de parlementarisme complice de l'iniquité sociale.

Les camarades de l'Oise poursuivent par le syndicat et avec l'appui de la confédération la lutte économique.

Ils de préparent ainsi, a cette violence nécessaire qu'est la révolution sociale. »

LA REPUBLIQUE DE L'OISE N° 8736 21 avril

Dans sa revue de presse ce journal reproduit l'éditorial du Petit Parisien :

« On se demande ce que viennent faire dans une grève des orateurs qui ne sont pas ouvriers, qui n'ont aucun mandat et qui s'accordent à eux-même un titre pour parler aux grévistes et leur faire entendre un langage enflammé.

Ne souffrant en rien, personnellement, de la cessation du travail, indifférents aux souffrances matérielles qu'elle entraîne, ces messagers des idées révolutionnaires ne risquent rien.

Que leur importe le misère de ceux qui les écoutent ! Ils ne s'exposent à rien, en semant des colères, en poussant à des manifestations tumultueuses, en les excitant. S'il y a des collisions, ils sont déjà repartis, la plupart du temps.

En réalité, ces apôtres du désordre s'occupent moins des grévistes que d'eux même. Ils aspirent à se donner une notoriété, à se mettre en avant pour en recueillir le bénéfice.

Les syndicats ouvriers sont les premiers intéressés à empêcher que ces étrangers au monde du travail viennent les compromettre en donnant à une grève un aspect d'émeute.

Les grévistes ont tout avantage, pour obtenir satisfaction, à s'occuper seuls de leurs affaires. »

LE MATIN N° 9185 21 avril

« A Méru la grève pourrait bien se changer en émeute... Ce ne serait plus maintenant une crise économique, mais demain peut être une opération nettement révolutionnaire. »

LE PETIT JOURNAL N° 16917 21 avril

Le correspondant de ce journal relate une entrevue qu'il a eue le 20 avec l'un des patrons d'Andeville, Schlinder, et au cours de laquelle ce dernier lui parlé de J.B. Platel :

« -... il doit être un excellent ouvrier et je n'ai jamais eu qu'a me louer de lui. En ce qui concerne sa propagande je crois pouvoir assurer qu c'est un convaincu. Ici il était occupé au découpage des boutons...

L'HUMANITE N° 1831 22 avril

Pierre Tesche, s'en prenant une fois de plus au, préfet, qu'il appelle « l'inconscient de Beauvais », et aux patrons, affirme que ces responsables...méditent un nouveau coup :

« Ces messieurs(les patrons) qui escomptaient un mouvement inderminé pour briser plus facilement,-suivant eux,- la résistance ouvrière, ne peuvent se consoler de n'avoir pas réussi. Aussi, maintenant, essaient-ils encore de pousser à bout les travailleurs par les moyens les plus jésuitiques, les plus indignes.

Après avoir été contraints devant l'indignation générale de tous les habitants de la contrée et la fermeté de leurs ouvriers, à revenir sur leur décision de diminuer les tarifs et d'accepter celui d'Andeville, ils prétendent maintenant, toujours de plus en plus parjures à leur parole, à leur signature, imposer une nouvelle convention et de nouveaux prix de beaucoup inférieurs à ceux consentis librement de part et d'autre à la mairie de Méru.

.... Et c'est pourquoi vendredi, en la mairie de Méru, tous les gros manitous se réunissent sous la présidence du gâteux et Beauvais et élaborent de nouveaux tarifs inférieurs à ceux de l'Union des tabletiers.

C'est peut-être la grève générale !

Si d'une décision aussi malhonnête si imprudente sort à nouveau un mouvement de grève générale dans cette contrée déjà si éprouvée, qui pourra donc maintenant blâmer les travailleurs ?

Toute la population de l'arrondissement de Beauvais qui se trouvera de nouveau atteinte dans sa propre vie commerciale et matérielle, tous les hommes conscients et sans parti pris sauront qu'il y a dans ce conflit : d'un côté un patronat menteur, parjure, hypocrite et surtout misérable, et de l'autre un prolétariat conscient qui défend simplement son pain journalier et celui de ses enfants, sans souci des privations engendrés par une telle lutte.

Tout le monde saura maintenant où sont les responsables . Et la réprobation générale atteindra celui qui n'a pas su ou qui n'aura pas voulu faire le nécessaire pour empêcher un tel état de choses, j'ai nommé M.Meunier préfet de l'Oise. »

CHV 23 AVRIL

« AU JOUR Le JOUR »

« Révolution partout. Celle de Méru, qui n'est qu'un apéritif à côté des plats de résistance que nous préparent les syndicats pour demain, nous préoccupent infiniment... »

Henriot

LE GAULOIS N° 11514 23 avril

« en vue du 1er mai-Les projets de la CGT- Les travailleurs sont invités à chômer, mais dans l'Oise sera choisi comme centre d'un grand mouvement révolutionnaire. »

LE FIGARO N° 113 2 avril

- « Nouvelles à la main :
- Le citoyen Platel après avoir poussé les boutonniers de l'Oise aux pires violences a disparu.
 - Mais il écrit aux ouvriers qu'il continue à les suivre !...
 - De l'œil !

Le Masque de fer. »

L'HUMANITE N° 1832 23 avril

Article de Tesche intitulé « Que feront-ils ? les patrons persisteront-ils à diminuer les tarifs ?
«

« Que sortira-t-il de la réunion des patrons qui, a eu lieu aujourd'hui à 10 de matin, en la mairie de Méru* devant le préfet de l'Oise ?

Ces messieurs persisteront-ils à vouloir imposer aux ouvriers boutonniers un nouveau contrat et de nouveaux tarifs à ceux déjà consentis par la presque totalité d'entre eux ?

Oseront-ils une fois de plus parjurer à leur parole et à leur signature ?

Oi MM. Marchand Hebert, Douddelle, Troisoefus, Tabary et quelques autres verront-ils tous leurs collègues se révolter contre leurs procédés jésuitiques qui n'ont qu'un but : les acculer à la faillite ? C'est ce que demain nous apprendra ? Nous verrons alors ceux oseront prendre la responsabilité d'un nouveau conflit.

Déjà un enfant est tombé victime de leur rapacité et de leur intransigeance. Ils ont maintenant un cadavre sur la conscience ? En veulent-ils d'autres ?

Car on ne peut nier que s'ils avaient eux-même acculé leurs ouvriers à la résistance en les poussant à la grève, comme l'a fait M. Marchand-Hebert au début l'exode des enfants n'aurait pas eu lieu et, avec lui, l'incident douloureux de Persan Beaumont.

Le préfet voudra-t-il continuer à se montrer leur instrument docile et à tolérer toutes leurs manœuvres, les couvrant aussi de son autorité de responsable du gouvernement ?... »

*En fait, comme on l'a vu, cette réunion a lieu à la préfecture de Beauvais.

L'IMPARTIAL DE L'OISE N° 16 24 avril.

A propos de l'intervention- lors de la séance du 19 du conseil général de l'Oise-, du maire de Méru , Deshayes, déclarant que le préfet avait rencontré la résistance de « quelques patrons qui ont commis la lourde faute de renier la signature qu'ils avaient déposée au bas d'un contrat... » Paul et André Doudelles dans une lettre adressée au Moniteur de l'Oise et à la République de l'Oise affirment que cette attaque est dirigée spécialement contre eux. Ils demandent à Deshayes, comme « une question d'honneur, à de préciser plus clairement sa pensée », c'est à dire à donner les noms de ceux qu'il met en cause. Faisant état de cette lettre et trop heureux de voir sa « bête noire » attaquée l'Impartial de l'Oise ajoute le commentaire suivant :

« M.Deshayes est au pied du mur, il ne peut plus se dérober..

Pour une fois regardera-il- ses adversaires de près et en face ?

Quelle sera sa réponse ?... »

LA LIBERTE N° 335 24 avril

« Le mouvement syndicaliste et révolutionnaire semble s'affirmer et s'étendre.

Dans l'Oise, la CGT entretient une vive agitation parmi les boutonniers , qui se livrent d'ailleurs aux plus regrettables excès...

Tout laisse prévoir que le 1^{er} mai aura, cette année, une exceptionnelle importance. »

BTL 24 avril

Article daté 22 avril de Méru

« J'ignore si la tranquillité dont nous jouissons ici depuis deux jours sera définitive, mais ce que je sais bien pour l'avoir vu, c'est que, dans les camps, chez les soldats comme chez les grévistes, l'activité est grande.

Il semble que chacun se prépare . A quoi ? c'est le mystère, mais peut-être pas pour tout le monde... »

L'ILLUSTRATION N° 3452 24 avril

« Dans « la semaine comique » un dessin de Henriot, intitulé « chez les patrons »

Devant un fond silhouettant une grille descellée et une maison qui a été soumise au pilage se tient un homme d'allure équivoque. Au premier plan, un homme et une femme (« les patrons ») échangent à son propos les paroles suivantes :

« - Qu'est ce que celui là encore, il me fait peur.

j'ai obligé de l'inviter à déjeuner pour plaire aux grévistes...Tu sais bien...c'est celui qui a brûlé le piano. »

L'INSTANTANE N° 17

Ce supplément illustré de la revue hebdomadaire consacre six photographies aux évènements de Méru.

LE RIRE N° 325 24 AVRIL

Contient trois dessins ayant trait aux évènements de l'Oise :

page trois, celui signé Métivet représente une femme qui a le bras droit pointé sur la braguette d'un homme de dos :

« Mon ami, ton pantalon n'est pas fermé.

les boutonniers sont en grève. »

page 6 un dessin de Gelaw, intitulé « Comme à Méru », représente assez « allégoriquement » une scène bucolique dans laquelle l'un des personnages (« Le printemps ») déclare :

« Moi aussi il y a assez longtemps que je ta travaille ; j'ai envi de fermer ma fabrique de boutons ! »

page 10 le troisième dessin, signé M.R., représente une ouvrière essayant une robe à une « grande dame », sous l'œil attentif et ...paternaliste du directeur de la maison de couture où se passe la scène. La légende est la suivante :

« La mode des petits boutons.

OUI...oui...ajoutez quelques douzaines de boutons...Ces malheureux boutonniers, il faut les faire travailler ! »

L'HUMANITE N° 1833 24 avril

A propos de la signature de procès-verbal du 23 par le préfet et les patrons boutonniers, Tesche écrit, dans un article intitulé « Dernière manoeuvre patronale, les chefs d'usines retirent la parole donnée ! :

« ... Quels sont donc les motifs qui ont poussé le préfet à prendre parti pour le jésuitique maie d'Andeville qui, il y a quelques jours, accordait encore à son personnel la journée de huit heures, avec les tarifs signés à Méru et qui aujourd'hui est l'âme de la résistance patronale parjurant ainsi sa signature et amenant aussi tous ses collègues à en faire autant.

L'avenir nous l'apprendra sans doute, et l'on jugera. Dans tous les cas, dès aujourd'hui, il apparaît aux gens de toute la population de l'arrondissement de Beauvais et aussi de toute la classe ouvrière consciente, en cas, d'événements que l'on peut prévoir, que les responsabilités sont bien du côté patronal et gouvernemental, qui a tout fait pour arriver à exaspérer les ouvriers.

On est loin du jour où l'un des patrons alors l'on paraissait suspecter sa bonne foi et celle de ses ouvriers, s'écriait :

« J'entend dire que des patrons ayant signé le contrat collectif manquent à leurs engagements, arguant qu'une pression aurait été faite sur eux. Moi qui ai le plus souffert de la grève dans mes biens et personne, je proteste contre ce bruit. L'homme d'honneur n'a qu'une parole et je ne puis comprendre qu'un patron y manque. »*

Aujourd'hui le masque est levé. C'est la lutte cherchée, voulue contre les travailleurs, avec tout l'attirail répressif : armée, police, magistrature.

C'est sous le coup de la plus vive indignation que tout le prolétariat accueillera ce nouvel acte du gouvernement clémenciste, mais ce sera pour lui également une occasion de plus de montrer qu'aux camarades boutonniers la solidarité ne fera pas défaut s'ils décident de répondre au défi qui leur est adressé par un patronat rapace, égoïste et misérable. Tesch cite ici les paroles prononcées par Medard Delamotte.

LA VOIX DU PEUPLE N° 448 25 avril

« La meute continue sa course et, bien que dans certains endroits, le calme paraît régner, on ne peut nier que le danger soit encore grand.

Les patrons ont fait preuve d'une telle hypocrisie, d'une telle canaillerie qu'il est bon que les travailleurs se méfient et restent, soyons patriotes en passant, l'arme au bras.

D'ailleurs toutes les mesures sont prises par le Comité exécutif de grève pour le jour où il sera nécessaire de reprendre la grande lutte... »

LE CRI DE PARIS 25 avril

Dans la rubrique de « La bourse » :

« La longue durée des grèves de Méru et de Mazamet cause un malaise dont il est impossible de ne pas se préoccuper, c'est d'ailleurs ce qui explique la lourdeur de nos ventes. »

LE FIGARO N° 115 25 AVRIL

« Nouvelles à la main,
les troubles de l'Oise

- on a jugé hier un des émeutiers de Méru. Il s'appelle Boulogne.
et qu'a-t-il dit pour sa défense ?

Qu'il n'était pas de bois...

Le masque de fer. »

Extrait de l' article de Tesch, daté du 24, intitulé « encore une faute ! » et consacré en très grande partie à la réunion , et aux décisions de 23 :

« Le décision prise à Beauvais par les patrons de ne plus respecter les tarifs signés à Méru a été connue hier tard dans les usines et villages. Elle n'a d'ailleurs été une surprise pour personne, les travailleurs de l'Oise étaient maintenant habitués aux canailleries patronales et au gâtisme de leur complice le préfet.

Je ne voudrais pas trop insister sur l'état de ce monsieur, mais je dois constater qu'hier encore après l'exploit des usiniers, il a, ou commis une gaffe de plus ou fait preuve d'une inconscience dont rien n'approche.

Il avait convoqué par lettre individuelle les patrons à venir discuter avec lui les tarifs destinés à mettre fin au conflit.

La politesse la plus élémentaire lui faisait un devoir, s'il voulait causer ensuite avec les ouvriers, d'en faire autant sinon auprès du comité de grève en entier, tout au moins auprès de son bureau.

Or sait-on comment il a fait connaître aux travailleurs la décision des exploiters ?

Par un communiqué spécial qui, au lieu de s'adresser au comité, demanda l'intervention d'un gréviste, non qualifié d'ailleurs pour cela, et à qui il ne laissa aucune lettre.

Avec les ouvriers il n'est pas dans l'habitude de se gêner à la préfecture de Beauvais...

... Que va faire maintenant M. le premier de Beauvais ? Après le commissaire spécial, il est bien capable d'envoyer le « gendarme » de la place du jeu de Paume ?

Que diable attend donc le gouvernement, s'il n'est pas son complice, pour l'envoyer à ... « Cabanon » ou planter ses choux ailleurs ? Je suis certain que tout le monde y gagnerait et surtout les ménages de M.Meunier... »

LA REPUBLIQUE DE L'OISE N°8742 25 avril

La polémique à propos d'une mise en cause* entre les frères Doudelles et Louis Deshayes rebondit, les premiers faisant insérer une lettre, du 28, à l'intention du second :

« Vous tentez d'insinuer que c'est Le moniteur de l'Oise seul que nous avons prié de publier cette lettre. Or vous avez quelque raison de savoir, mieux que tout autre que l'original à été envoyé en même temps à la République de l'Oise, qui a docilement observé, jusqu'à ce jour, le mutisme auquel vous l'aviez invité...

...Nous avons conscience d'avoir rempli nos engagements avec plus de fidélité que vous n'avez rempli les vôtres.

Vous qui vous permettez de nous faire la leçon, où étiez-vous don, monsieur, au moment où votre présence était le plus nécessaire pour sauvegarder l'ordre ?

N'est-ce pas alors que les propriétés ont été pillées en votre absence et que M. le préfet a du venir d'urgence pour occuper le poste que vous aviez déserté.

Votre imprévoyance calculée est la première cause de l'occupation militaire de notre contrée...

... Quand vous venez, à grand renfort de verbiage parler « d'agitations d'excitations, de violences, de perturbations et d'inquiétude », nous sommes en droit de vous répondre que c'est à votre incurie, à vos défaillances et à votre incapacité administrative notamment reconnue que tous ces malheurs sont attribuables... »

A la suite de ce texte on trouve le « prière d'insérer ci-après du maire de Méru :
« Je ne m'abaisserai pas à répondre aux outrages de nommés Doudelle.
Il sont désormais condamnés au mépris public.

L'HUMANITE N°1836 27 avril

-Dans un long article faisant le point de la situation et intitulé « Le mouvement devient formidable », ces lignes de Pierre Teshe :

« ... la Manœuvre imaginée par « le vieillard » de l'Oise et le patronat échoue misérablement. Bientôt, cela ne fait aucun doute, il ne restera plus en face du prolétariat que les Doudelle, Troisoef, Dumas, Gaubert et Ronty, à moins cependant de devant la réprobation générale ils ne suivent l'exemple de leur confrères, ce qui est encore possible.

Et dans ces conditions, je pose une fois de plus la question au gâteux de Beauvais : « Que diable avait-il besoin de se ridiculiser encore plus en remettant toutes les choses en l'état et en faisant appliquer le camouflet de cette journée qui montre plus que jamais la solidarité et l'énergie du prolétariat des boutonnières,... »

-En un autre endroit du journal on trouve ce petit panneau :

Avis important

Une prime extraordinaire est offerte à toute personne qui pourra apporter au Comité de grève les nouvelles d'une malheureuse famille disparue d'Andeville depuis la signature du tarif de Beauvais.

Toute les recherches faites jusqu'à ce jour dans le puits communal sont restées infructueuses. Les ouvriers de cette famille sont très inquiets. St Mrachand priez pour elle et ramener-la. »

L'HUMANITE N° 1837 28 avril

Dans son article sur la situation, Pierre Tesche fait le commentaire suivant à propos de la lettre du 26 avril des établissements Schindler

« ... Si je donne le texte de cette lettre, c'est pour bien faire ressortir l'état mental des patrons.

On remarquera en effet que MM. Schindler et Cie prétendent qu'en signant le tarif Bousson de Beauvais ils ne rétractaient rien de celui de Méru. Que veut dire une telle comédie, Après la différence expliquée par nous hier entre ces deux tarifs, il faut bien constater que pour tenir un pareil langage par écrit, il faut prendre les ouvriers pour des imbéciles, à moins de l'être soi-même. Je n'insiste pas...

« Devant la résistance opposée par leurs ouvriers les patrons emploient les pires moyens. A Valdampierre, par exemple Artur Randu, usinier en boutons, se rend chez les fournisseurs des ouvriers les invitant à augmenter leurs marchandises de façon à ce que les travailleurs soient obligés de reprendre le chemin de l'usine. Il a fait plus encore : il est allé trouver les fermiers et les a amenés à augmenter le lait d'un sou par litre, leur disant que les grévistes avaient de l'argent et pourraient payer. Il a voulu ainsi frapper les mères famille en les poussant faute d'argent à réduire leurs enfants à la portion congrue.

Il existait autrefois et il existe encore des lois punissant « comme crime » les actes tendant à organiser la famine dans un pays. Le préfet aurait la une occasion excellente de montrer qu'il n'est pas le complice du patronat. Qu'il passe donc poursuivre par son procureur de la République les patrons qui comme Arthur Rendu, cyniquement commettent le crime d'essayer d'affamer leurs concitoyens.

Nous faisons appel à l'humanité de tous les fermiers, de tous les commerçants. Avis aux intéressés du patronat, qu'ils répondent par le mépris absolu. C'est par les travailleurs qu'ils vivent et c'est pour cela aussi qu'ils doivent dans les mauvais jours, montrer qu'ils sont capables de solidarité à leur égard.

Dans les hautes sphères.

La plus grande anarchie semble régner au sein des autorités militaires et civiles. Ce pauvre bougre de préfet ne fait plus que de courtes apparitions à Méru. Quant à M. Deshayes, le maire de cette localité, il bluffe, il est malade. Il ne peut même pas remplir le rôle de ce qu'il appelait « sergent fourrier »

Pendant ce temps le général Nicola règne et commande en maître ? C'est la suprématie ouverte du pouvoir militaire sur le pouvoir civil. De cet état de choses peut sortir un jour quelque chose de grave, chacune des deux parties tenant à se distinguer au détriment de l'autre.

On jugerait que l'on a cherché une journée pour justifier devant la chambre le déploiement extraordinaire actuel de troupes dans une contrée en somme paisible. Je souhaite que mes pressentiments ne soient justifiés... »

LA GUERRE SOCIALE N° 20 28 AVRIL

Article de R. de Marmande à propos du prochain « 1^{er} Mai à Méru » et qui porte d'ailleurs ce titre :

« Les patrons commencent à déchanter – le 23/4 sous l'œil attentif de préfet, ils signaient à Beauvais le reniement officiel des engagements pris par eux le 31 mars.

Ils espéraient avoir maté les grévistes. Ils escomptaient leur lassitude après de longues semaines de lutte; ils se fiaient à la présence de troupes, à l'occupation militaire de la région pour semer la division et l'épouvante parmi les travailleurs traqués, poursuivis, menacés, exposés aux dragonnades.

Ils se sont lourdement trompés, leur dernière manœuvre, un suprême pétard a fait long feu.

À l'intimidation, à la duplicité, les travailleurs ont répondu par une énergique mise en demeure. La grève loin de fléchir, s'est généralisée.

Et, devant une attitude aussi nette, aussi résolue, force a été aux piteux exploiters de baisser le tête.

La plupart d'entre eux ont déjà signé, et le reste suivra qu'ils « reconnaissent avoir été induits en erreur en signant un tarif dit tarif Bousson, le 23 avril, croyant signer à nouveau le tarif syndical ouvrier annexé au contrat collectif du 31 mars et qu'ils prenaient l'engagement formel de s'en tenir à ce dernier et d'en observer toutes les conditions jusqu'au délai fixé »

C'est la grève qui triomphe en dépit de tout, par la volonté collective, par l'honnêteté et la révolte des ouvriers.

Il doit faire une triste... figure, le préfet de l'Oise, ce ridicule représentant d'un gouvernement de renégats, qui s'est employé avec tant de zèle à favoriser les projets astucieux et les intrigues sournoises des gros patrons !

Et ceux-ci, les Doudelles, Marchand, Troisoefus, Potel et Cie. J'imagine qu'ils n'ont guère le cœur à la joie, accablés qu'ils sont déjà par les reproches de leurs propres collègues en exploitation sociale, dont la colère commence à se manifester.

Aussi la journée de 1^{er} mai à Méru s'annonce- elle comme une manifestation de la puissance syndicale et de l'éveil de la conscience révolutionnaire.

Il n'y a pas un camarade, pas un travailleurs de la région qui voudra rester chez lui. Ils sortiront tous pour assister aux réunions publiques, pour participer, non à une fête – le 1^{er} mai ne peut jamais être cela dans la société actuelle – mais au mouvement de solidarité qui unit et groupe le prolétariat en face de ses adversaires.

Et quels adversaires ?

Les parlementaires assoiffés d'ambitions mesquines, de vanités et de jouissances, prêts à tout pour continuer de duper les pauvres bougres d'électeurs crédules, et de livrer les travailleurs au capital, par des lois de répression ou d'étouffement.

Les généraux, comme le Nicolas de sieur Doumer, qui promène leurs étoiles, leurs panaches et leurs monocle, avec leurs gros traitements et leur uniforme doré à la misère, à l'existence pénible, mais utile des ouvriers.

Les commissaires de police, les gendarmes et les magistrats de tout acabit, serviles envers les exploiters arrogants et provocants envers les exploités.

Les gouvernements, les représentants de l'autorité, tous de quelque étiquette qu'ils se décorent, royale ou républicaine, à plat ventre devant le capital qui les paie et dont ils sont les valets d'écurie, en bataille contre la classe opprimée qu'ils ont flattée jadis, trahie ensuite, massacrée depuis.

Qu'elle crève donc un jour, un jour inattendu de grève générale révolutionnaire, qu'elle crève de ses méfaits et de la révolte salutaire de ses victimes, cette société misérable contre laquelle au 1^{er} mai, protestera à Méru, en France et au delà des frontières, la classe des exploités, des sans-patries.

LE FIGARO N°120 30 avril

Nouvelles à la main.

Et ceux* de Méru ?

Ils continuent à mettre des boutons dans les roues.

Le masque de fer

sous entendu, les ouvriers

L'HUMANITE N°1839 30 avril

A propos des condamnations du 28 :

« ... je crois savoir... que de leur côté les condamnés sont pour la plupart décidés à faire appel.

On cite surtout le cas de Lepostolec, de Valdampierre, condamné à 3 mois pour avoir, ce qui d'ailleurs n'a pas été démontré, cassé un carreau.

Et c'est ce que M.le procureur trouve une condamnation trop douce. Que n'a-t-il pas demandé sa tête ? Mais voilà, Lepostelec n'est pas un candidat du roy.

.....

Un appel est fait à tous les prolétaires, à toutes les organisations pour qu'ils envoient des fonds pour les grévistes encore en grève et aussi pour les condamnés et leurs familles. Camarades, les mains aux poches et vive la solidarité. »

L'HUMANITE N° 1840 1^{er} mai

Bien entendu le numéro de ce jour consacre une grande place au « 1^{er} mai » qui sera « célébré à Méru, comme dans les principaux centres ouvriers et ville de France ». Un article est intitulé « le premier mai des boutonniers » et débute par cette phrase : « Les ouvriers des patrons intransigeants sont bien résolus à ne pas céder ». Un autre daté du 30 avril à Méru, contient l'information suivante :

« Le préfet de l'Oise, M. Meunier, ayant décidé de ne pas tolérer le meeting en plein air qui devait avoir lieu demain salle du jeu de Paume, les grévistes ont loué à la sortie de Méru un terrain clos dans lequel ils espèrent tenir leur réunion. »

Si cette interdiction préfectorale n'avait pas été édictée nous pouvons demander malgré tout comment les grévistes auraient fait pour tenir un « meeting en plein air » dans une salle*? En fait le « jeu de Paume » est une place de surface relativement importante et non une salle.

LE PROLETAIRE N° 60 1^{er} mai

Le première page, deux grandes colonnes en plein milieu sont consacrées à un article de Maurice Claverie intitulé « Les grèves et la Force armée ». On peut y relever les principaux passages ci après :

« Personne parmi les gens qui se piquent tant soit peu de démocratie ne contestera que la présence de l'armée sur le théâtre des grèves ne soit chose regrettable à tout égards. D'abord qu'on le veuille ou non, cette intervention est une menace pour les grévistes ; elle aigri leur esprit, tandis qu'elle augmente la morgue des patrons ; d'où aggravation des conflits, difficulté plus grande d'arriver aux solutions pacifiques.

D'autre part, elle discrédite l'armée aux yeux de foules plus disposés ainsi à prêter une oreille complaisante aux déclarations antimilitaristes et antipatriotiques...

... Mais quoi dira-t-on du côté du gouvernement, faut-il laisser les grévistes maîtres de la rue, libres d'abuser de leur force et de leur nombre contre leurs patrons ou les passants ? Faut-il ne pas faire respecter la liberté du travail ? Quel gouvernement même le plus dévoué à la démocratie pourrait tolérer de semblables licences ? Cette excessive tolérance ne provoquerait-elle pas une fatale réaction dont les ouvriers seraient les premières victimes ? Mieux vaut donc la force que la faiblesse !...

... Or je le demande, ne serait-il pas souverainement plus habile, sous notre république bourgeoise qui est décidée à ne pas céder le terrain que pied à pied, de s'abstenir en temps de grève de manifestations publiques ? Voyez les syndicats anglais. Ce qu'ils évitent avec soins, c'est le contact avec les troupes de sa Majesté ! Ont-ils à s'en plaindre ?

En France, beaucoup de corporations suivent cet exemple qui n'est pas signe de faiblesse. Ce qui est de la faiblesse, ce qui est puénil, c'est de s'en prendre à des grilles, de briser des carreaux et de lancer des pierres contre des hussards lorsque leur intervention ; ou n'est que la conséquence des mutineries auxquelles on s'est livré soi-même. Ce faisant on n'avance pas du tout les choses bien au contraire.

Témoin la grève des boutonnières de Méru. On ne pouvait en imaginer de plus sympathique et de plus justifiée sous la réprobation publique, les Troiseufs et les Doudelles allaient se trouver obligés de capituler. Au lieu de rester calmes et dignes dans la puissance de leur droit méconnu, voici qu tout à coup les boutonnières se mettent à éventrer des fauteuils, à piller des domiciles, à pratiquer une sorte de terrorisme sur toute la contrée épouvantée

Les patrons exultent et leur joie est au comble quand ils voient accourir de Paris des membres de la CGT pour magnifier ces actes et les offrir comme le symbole de la Révolution immanente. En vérité, est-il possible de compromettre avec plus de détachement les meilleures causes ?...

Ces regrets m'attireront peut-être les foudres de la CGT. Je n'en ai cure. En les exprimant je crois mieux servir les intérêts des travailleurs organisés qu'en approuvant les violences dangereuses des grévistes et le bluff de leurs conseillers bénévoles qui sont plus réactionnaires qu'ils ne le croient.

Moi je dis aux travailleurs :

Vous avez raison de déclarer la grève puisque la grève dans notre société égoïste, organisée pour les profiteurs capitalistes est votre unique moyen de défense, mais votre grève conduisez-la avec méthode, froidement rationnellement...

...Je crois que de telles idées sont dans la tendance socialiste qui est de substituer à la violence la raison, à la force, le droit, à la haine l'amour.

A cité nouvelle, édifiée sur les bases du socialisme sera une cité harmonieuse et douce. Préparons y nos esprits par le culte du beau et du vrai dans la paix. »

GII BLAS N° 107772 1^{er} mai

Dans l'éditorial intitulé „ le règne de la douceur“ Paul Acker développe l'aimable paradoxe“ dont Malura écrit, « paradoxe de sophiste plus du moins habile à développer une idée fausse » : le 1er mai va marquer l'avènement du règne de la douceur.

« Et puis la mode n'est plus aux insurrections, ni Draveil, ni Méru ne peuvent être considérées comme des insurrections. Que diraient les courageux insurgés de la première moitié du XIX^{eme} siècle

. Comme si ils pouvaient lire dans nos gazettes nos exclamations, nos indignations, nos épouvantes ?

Comme ils riraient de nous, et quelle pitié ils ressentiraient ! Un homme à l'affût avec son fusil derrière une barricade : voilà ce qu'était pour eux la révolution ; ils ne la concevait pas autrement... »

L'HUMANITE N° 1841 2Mai

De la logue relation précédente à Méru il faut retenir ces deux appréciations :

« ...La manifestation a été ce que l'on prévoyait...,grandiose autant par le nombre que par le calme conservé par les manifestants,...

...Cette manifestation importante du premier mai, célébrée pour la première fois à Méru, restera certainement comme un souvenir inoubliable chez tous les travailleurs... »

LE FIGARO N° 122 2 mai

« Même à Méru ou a Mazamet, o* l'on pouvait craindre une certaine agitation, la population ouvrière s'est contentée de se promener en longs cortèges, de chanter l'Internationale, la Carmagnole, le Ca ira, et conspuer au passage quelques patrons.

Enfin nulle part les troupes n'ont eu besoin d'intervenir, pas plus que la police. Il est vrai de dire que sauf à Méru leur présence aurait été rendu fort discrète.

LE PETIT JOURNAL N° 16931 5 mai

Début de l'article écrit le 4 mai au soir :

« La grève des ouvriers boutonniers de l'Oise aura été surtout singulière en raison des démentis qu'elle a cordialement infligés aux prévisions officielles et autres. Hier on croyait que tout allait se terminer, que patrons et ouvriers allaient enfin s'entendre en se faisant des concessions.

Aujourd'hui, de nouveaux incidents assez graves se sont produits. »

LA GUERRE SOCIALE N° 21 5 mai

Dans un article intitulé « L'Humanité contre les grévistes de Méru » Louis Perceau revient sur le silence du journal cégétiste à propos de la réunion organisée le 28 avril à Paris par le comité de défense sociale :

« Décidément, il faut de plus en plus se demander quelle mouche a piqué notre consœur unifiée L'Humanité. Son intention d'avoir « sa politique syndicale » et d'imposer Niel et Latapie comme directeur de conscience à la C.G.T. ne suffit pas à justifier les saletés commises beaucoup trop souvent contre les organisations révolutionnaires.

On a commencé à s'apercevoir de sa partialité dans les milieux syndicaux que notre presse garde: elle est bien malade, malade de réformite aigüe et l'on meurt de ces maladies là !

Le semaine dernière le Comité de Défense Sociale, dont on connaît les belles et énergiques campagnes en faveur de tous les révolutionnaires victimes d'injustices, organisait à Paris un grand meeting pour protester contre les arrestations arbitraires des grévistes de Méru. Tous les journaux ont annoncé ce meeting ; L'Humanité a refusé de l'annoncer. Sans doute, ces grévistes de Méru, qui ne s'adressent aux parlementaires pour faire valoir leurs droits, ne lui paraissent-ils pas intéressants ?

...

Le prolétariat a besoin d'un organe quotidien pour défendre ses intérêts, c'est, c'est une vérité dont tout le monde, aujourd'hui est pénétré. Si L'Humanité continue la mauvaise besogne qu'elle fait depuis quelques temps, si elle persiste à rester l'organe des pires réformistes du Parti et des syndicats, tant pis pour elle !... »

L'HUMANITE N° 1845 6 mai

Dans un article intitulé « Une manœuvre qui échoue » P.Tesche écrit à propos de l'arrêt de travail de la quarantaine d'ouvriers de l'usine Marchand dans l'après midi du 5 :

« ... Ces ouvriers qui avaient repris le travail l'ont cessé dans la journée. Ils n'ont pas voulu se montrer les auxiliaires du patronat et faire œuvre de briseurs de grève.

« Le grand manitou d'Andeville », le premier promoteur de la grève, se trouve donc après avoir été parjure trois fois, vaincu par son personnel et tous les travailleurs conscients d'Andeville... »

LA VOIX DU PEUPLE N° 450 9 mai

A la fin d'un article relatant les deux journées des 1^{er} et 2 mai, «qui laisseront un souvenir vivace dans tous les esprits de la contrée », on trouve le « Nota Bene »* suivant :

« Nous faisons un nouvel appel très pressant en faveur des 4000 travailleurs qui, là bas, luttent encore contre leurs exploiters ? Pour leurs familles, pour les camarades arrêtés, il faut des secours. Encore un effort.

Adresser les fonds à la « Voix du Peuple »- 33 rue grange aux belles ou au camarade Lucien Platel, secrétaire de l'Inion des Tabletiers à Andevile. »

^Toujours aussi faussement qualifié !(cf. à la date du 18 avril l'article de la voix du peuple)

L'HUMANITE N° 1850 11 mai

A propos des événements du 9 à Valdampierre :

« Une fois de plus l'armée a été l'auxiliaire dévouée des patrons intransigeants et provocateurs qui, contre toute humanité, essaient de réduire à la famine des travailleurs qui n'ont d'autre tort que de défendre leur pain et celui de leurs enfants. »

LA GUERRE SOCIALE N° 22 12 mai

Un long article de R.de Marmande qui fait le point sur « La grève de Méru et ses conséquences » donne l'occasion à son auteur de revenir sur le 1er mai, d'attaquer « la férocité inhumaine du capital »... et de porter un coup de griffe supplémentaire à l'Humanité :

Parmi les conflits économiques qui ont éclaté ces derniers mois et se continuent encore aujourd'hui, conflits ou le mouvement postal tient une place prépondérante pour des raisons d'ordre général, la grève des boutonniers de l'Oise doit retenir particulièrement l'attention des militants.

Dans un pays jusqu'à présent réfractaire à la propagande révolutionnaire, dans une région hostile au syndicalisme, la grève de Méru a produit des effets immédiats et singulièrement démonstratifs de l'utilité de l'action directe. Les syndiqués avant la grève étaient rares et clairsemés. A l'heure actuelle c'est par milliers qu'ils se comptent...

Les patrons récalcitrants commencent à désespérer de vaincre une masse syndicale aussi résolue.

Ils essaient les dernières manœuvres...

Pour vaincre leurs exploités ils sont prêts à tout...Ils ne réussiront pas d'avantage, ils mettront bien au contraire plus de courage et plus de haine chez les grévistes.

Ils sont aussi dans l'Oise, les meilleurs propagandistes de la guerre sociale !...

Les ordres du jour votés dans les dernières réunion marquent les progrès de l'esprit de solidarité en même temps que ceux du virus révolutionnaire. A Valdampierre, dimanche dernier, 2000 travailleurs acclamaient un ordre du jour qui rappelait, pour s'en indigner, les odieuses condamnations prononcées contre Marck et Torton, ainsi que contre les grévistes enfermés à Beauvais et exprimaient un profond mépris pour les « infâmes gouvernants »

Indignation verbale, mépris platonique, Peut-être. Mais qui en raison des circonstances, ont une valeur et représentent une mentalité nouvelle.

De même, les ordres du jour votés à Méru le 1er mai, à Andeville le 2 mai, sont-ils intéressants à souligner, comme ils expriment des sympathies nouvelles pour les antimilitaristes détenus à la santé et à Chaumont..

... La persévérance des boutonniers de l'Oise s'est donc maintenue et se maintient encore en dépit de la mauvaise foi rageuse de certains gros patrons.

Présentement il reste 2000 grévistes, répartis sur un espace de 30 kilomètres à Andeville, Valdampierre, Lormaison, St Crépin, Amblainville.

C'est donc 2800 bouches à nourrir, et il faut que la solidarité des travailleurs s'exerce plus grande et généreuse que jamais...

... Rien ne montre mieux la férocité inhumaine du capital ivre d'orgueil, que l'attitude de ces « manitous du bouton » selon le mot pittoresque du camarade Guignet...

... La fermeté du comité de grève et du secrétaire de l'Union de Tabletiers, Lucien Platel, déjouent ces intrigues.

Ne pouvant pas entraîner les grévistes à Andeville par cette louche diplomatie, ils cherchent à Valdampierre à les abattre par la terreur.

L'autre jour c'était un patron qui, rencontrant un gréviste seul, tentait de l'assommer.

Hier sûrs de la complicité de l'armée, la vaillante armée républicaine, s.v.p, ils faisaient charger avec cette impétuosité nationale bien connue de marocains.

Et la charge faite, ils donnaient l'ordre d'arrêter le camarade Roche, d'Andeville- surnommé Déroulède- O l'ironie des surnoms !...

Ils sont ainsi dans l'Oise, les meilleurs propagandistes de la guerre sociale...

Telles sont les impressions que j'emporte des quelques passés dans l'Oise où, délégué par le Comité de Défense Sociale, je suis venu commencer le mouvement de protestation contre les arrestations et condamnations arbitraires prononcée à Beauvais et à Rouen.

Il m'a été pénible de constater que le boycottage en règle organisé à Paris par l'Humanité contre l'œuvre du Comité de Défense Sociale se continuait à Creil.

... Perceau la semaine dernière en faisait justice.

Il aura certainement remarqué le silence obstiné par le journal socialiste sur la réunion de Creil où Pataud est venu devant une salle comble, parler en faveur des grévistes, des condamnés...et au nom du Comité de Défense Sociale.

LE MONITEUR DE L'OISE N°109 13 mai

« De tous côtés, on signale l'exode d'excellents pères de famille, qui ne veulent pas souffrir que femme et enfants meurent de faim et qui s'en vont ailleurs chercher de l'ouvrage.

Navrante situation qui aurait cessé depuis longtemps, si les meneurs avaient disparu de la contée ou si le gouvernement les avaient réduits à l'impossibilité de nuire. »

LA VOIX DU PEUPLE N° 451 16 mai

« La situation est très précaire ;; il faut pour assurer la subsistance des camarades en lutte et leur permettre de faire bouillir les marmites communistes, que le prolétariat entier fasse le nécessaire et les camarades de la région de Méru de doutent pas de son précieux concours. »

A propos de l'arrestation de Roche le dimanche 9 à Valdampierre, l'organe de la CGT termine ainsi l'article consacré au conflit boutonnier :

« Cette nouvelle victime des représailles gouvernementales est le camarade Roche, d'Andeville, signalé depuis quelques temps par la « jaunisse » à la vindicte policière.

Cette infamie nouvelle ne pourra que contribuer à affermir les esprits dans la lutte si légitime que nous poursuivons et qui aboutira à un succès général certain si le concours de tous les camarades ne font pas défaut.

Adresse les secours au camarade Lucien Platel, secrétaire de l'Union, des ouvriers tabletiers à Andeville (Oise).

LE MONITEUR DE L'OISE N° 112 16 mai

Lettre d'un « électeur » au sujet de Baudon

« On a sévèrement reproché à M. Baudon, député, de n'avoir pas, depuis le commencement de la grève, paru à Méru, le plus beau fleuron de sa couronne électorale.

Or, il paraît qu M. Baudon est aussi innocent que le député qui vient de naître ; la raison en est bien simple : M. Baudon ignorait jusqu'ici la grève de Méru !

Il avait vaguement entendu parler d'une certaine agitation, mais il avait compris que c'était un simple mouvement anticlérical et son impartialité naturelle lui avait commandé de s'abstenir !

Mais maintenant... il va, paraît-il, prendre un parti énergique, appelé à avoir un grand retentissement : il a demandé à remplacer seul, tout seul absolument seul, les troupes qui assument l'ordre à Méru... »

LE MONITEUR DE L'OISE N° 115 10 mai

« Consigne gouvernementale » (A.Faure)

Défense est faite aux préfets et aux sous préfets de la République de reconnaître que la situation sociale est plus troublée qu'elle ne le fut jamais.

Rigide observateur de la consigne, M. le préfet de l'Oise durant le premier acte de la grève de Méru en affichait le plus bel optimisme, à la veille des scènes de pillage qui porteront le coup de grâce à l'industrie boutonnière.

Depuis toujours M. le préfet de l'Oise a payé de sa personne. Nous avons plaisir à lui rendre justice. Il n'en est pas moins vrai que les travailleurs de la région de Méru soit actuellement aux prises avec la plus noire misère, dans la plupart des localités.

Telle commune, prospère encore il y a quelques mois se trouve aujourd'hui à peu près désertée. Exemple Andeville, naguère cité florissante, aujourd'hui morne et lugubre, comme si le vent de la mort avait soufflé par là, épuisés par les privations, les habitants, las de contempler les murs de l'usine silencieuse comme un corps sans vie, abandonne la foyer pour chercher ailleurs le morceau de pain qu'ils gagnaient facilement autrefois. Les familles se dispersent, Elles abandonnent un métier trop ingrat depuis la crise que les gréviculteurs ont précipité. A Lormaison, à St Crépin, etc... l'exode des ouvriers et ouvrières paraît aussi lamentable.

On ne se nourrit pas longtemps de la viande creuse de l'Internationale !

C'est la conséquence de la grève révolutionnaire. Pauvre gens !

Les représentants du gouvernement, toujours bien payés, feignent, par ordre d'ignorer ces souffrances atroces, qu'ils n'endurent en aucune façon.

Pour démontrer le cynisme de ces petits outrages, nous relevons, dans un discours du sous préfet de Mantes, le passage que voici :

« On essaye de vous effrayer de ces grands mots de révolution, d'anarchie qu'on agite avec complaisance en ce moment ; ç l'heure actuelle deux conflits sont survenus entre patrons et ouvriers, en deux points tout a fait opposés de la France, à Mazamet et à Méru, ils sont en voie de conciliation. Mais combien ils ont été différents des autres conflits ; à Mazamet, nous avons vu l'archevêque d'Albi s'intéresser, comme vous le savez, au conflit, surenchérir aux violences des excitateurs de la confédération générale du travail ; à Beauvais, j'ai pu voir de mes yeux, ces jours derniers, des affiches portant : vive la grève, et apposées par les soins du patronage que préside l'évêque de Beauvais

Le sous préfet de Mantes, nommé Gaillard pêche-t-il par imbécillité ou mauvaise foi ?

Ce personnage est passé par Beauvais. Il a pu voir des affiches portant le titre de « Vive la grève et il en déduit que l'évêque de Beauvais conspire en faveur de l'anarchie contre la République.

Ce fonctionnaire mérite les palmes.. de la fausseté véritable, il exagère la consigne, et en souhaitant que « Vive la grève » soit représenté à Mantes pour dessiller les yeux des !!!!! qui croient encore à la parole de ce triste gaillard !

Les conspirateurs, il se peut que vous les rencontriez, non pas chez vous, mais parmi les francs maçons et les cafards du parti qui vous entretient... »

LA GUERRE SOCIALE N° 27 23 JUIN

A Méru

« Le silence est retombé sur les grévistes de l'Oise. Il semble pour l'opinion que tout soit fini, conclu. On ne se doute même plus qu'il existe encore des grévistes dans la région.

Et pourtant, à St Crepin, Ivry le temple, la grève continue ; à Amblainville le patron a mis la clef sous la porte et les ouvriers demeurent sans pain.

En un mot les charges sont lourdes pour nos camarades boutonniers.

Il n'est pas possible que l'indifférence gagne le prolétariat qui a suivi si anxieusement, si avidement l'effort magnifique des travailleurs de l'Oise.

Plus que jamais, il faut les soutenir, c'est encore un appel aux gros sous, mais il est nécessaire. Il est indispensable, il faut que la réponse vienne vite et soit généreuse »

Pêcheur de mandat

Le citoyen Tesche, rédacteur à l'humanité et vaguement confédéré, fut délégué par la C.G.T., et sur sa demande, à la grève de Méru.

Aujourd'hui, nous apprenons que le citoyen Tesche sera candidat aux prochaines élections législatives..... à Méru même.

Allons !Allons les grèves, ça sert à tout de même à quelque choses !

L'HUMANITE N°1895 25 juin

« Le Journal Le Temps, le grand organe de la bourgeoisie, ne se tient pas de joie de constater que l'Humanité est attaquée par d'autres que ses adversaires naturels. Cette joie nous plaît, car elle souligne à merveille à quel résultat peut tendre l'agitation qu'on voudrait faire contre l'Humanité.

Mais le Temps prend trop vite ses désirs pour des réalités. Il confond en particulier orateurs et organisateurs, personnalités et organisations. Le fait a son importance. A elles seules, les lettres suivantes, que nous avons reçues hier, suffiront à l'établir :

« Andeville, 24 juin 1909

Nous tenons à déclarer que si nous avons accepté de prendre la parole (et ce après décision de la commission exécutive de l'Union) au meeting organisé par le Comité de Défense sociale, nous, 'avons jamais eu l'intention d'entrer en lutte contre l'Humanité, pas plus que d'autres organes qui ont défendu la cause des ouvriers tabletiers, dont nous sommes les secrétaires, mais simplement affirmer l'action faite par le comité de défense sociale dans le seul but désintéressé de défendre la cause de nos camarades emprisonnés.

Nous croyons de notre devoir de rétablir la vérité avec la plus parfaite impartialité et sommes convaincus de rester dans la limite de notre devoir de syndicalistes révolutionnaires.

Lucien Platel, secrétaire de
l'Union des ouvriers tabletiers de l'Oise

Guignet Gaston, secrétaire de la
Section syndicale de Méru »

A la suite de la reproduction du texte de la deuxième lettre qui ne concerne pas la grève de la région méruvienne, l'Humanité conclut ainsi :

« Nous remercions nos camarades des paroles de sympathie certaine qu'il nous donnent ? Nous les remercions aussi parce que leurs lettres sont pour nous l'occasion de renouveler et préciser une déclaration. Nous avons déjà dit ici que l'Humanité était prête à accueillir les observations des organisations ouvrières. Nous ne sommes pas à l'abri des omissions, des erreurs ? Nous ne demandons pas mieux que de les réparer, quand on nous le signale.

Peut-être n'y a-t-il pas besoin pour cela d'une réunion publique et il suffit que les secrétaires d'organisations écrivent au journal ou viennent eux même, c'est le mieux pour présenter leurs critiques. On peut être assuré que tous les camarades trouveront à l'Humanité un accueil fraternel. »

LA GUERRE SOCIALE N° 32 21 juillet

A propos du 14 juillet :

« Les boutonniers de l'Oise n'oublient pas ! Toutes les mascarades officielles de la République bourgeoise n'empêchent pas qu'ils n'aient encore qui des parents, qui des amis, retenus pour des prétendus faits de grève dans les prisons démocratiques. La radicaïlle pensait peut-être que le 14 juillet arrivant, trouverait les boutonniers indifférents au sort de leurs camarades. La radicaïlle s'est trompée.. »

La récente citation à l'ordre du jour, par le général Joffre, du commandant de gendarmerie Barotte donne lieu à un autre article. Après avoir rappelé que, selon le motif de la citation, Barotte « a exercé autour de lui la plus grande influence » « par l'énergie et la droiture de son caractère », le rédacteur de la Guerre Sociale enchaîne ainsi :

« Il s'agit de ce gendarme que le camarade Platel a si pittoresquement nommé « le commandant de la chasse à courre de la bête humaine ». C'est le même gendarme qui chercha à s'emparer brutalement des affiches du Comité de Défense sociale que Marmande portait à Méru. C'est le même gendarme que le capitaine Gerard entendit publiquement tenir des propos de cosaque sur les grévistes de l'Oise. Grotesque, provocateur et assoiffé de carnage, oui certes le sieur Barotte, gendarme, a exercé autour de lui la plus salutaire influence ! Il a appris à haïr et mépriser les cosaques ! »

Enfin un autre article ayant trait à la grève ou à ses séquelles se trouve dans la rubrique « Notre courrier » :

« Notre écho de l'autre semaine sur le citoyen Tesche et les conditions particulières de sa candidature à Méru nous a valu la lettre suivante de notre ami Platel :

« Je tiens à déclarer que, syndicaliste révolutionnaire, je n'ai jamais partagé dans la cuisine électorale, pas plus radicale que socialiste, la conquête des pouvoirs publics ne me passionnant pas plus que de voir qui succédera à notre fameux 15000 ; nous avons toujours mené l'action syndicale révolutionnaire à l'écart de toute politique et nous continuerons dans l'avenir.

Lucien Platel Secrétaire de l'Union des tabletiers de l'Oise

Les lecteurs de la guerre ont compris, en lisant notre « écho » que Platel n'était pour rien dans le marché conclu entre le citoyen Teshe et le groupe socialiste de Beauvais, pour préciser, nous qui connaissons Platel, nous n'en avons jamais douté.

Mais si Platel et les boutonniers n'ont pas eu connaissance de la combinaison, il ne s'ensuit pas que cette dernière n'ait pas existé.

Nous maintenons, est-il besoin de le dire toutes les affirmatives de notre « Echo ».

Ainsi se termine ce tour d'horizon de la presse à propos de ce qu'on a pudiquement appelé « les événements de Méru. » Ce conflit social important pour l'époque à donné à notre ville une réputation de ville « rouge » voire anarchisante. Ce qui a eu pour conséquence, entre autres de voir les jeunes recrues de Méru être placées en premières lignes dès le début de la Grande Guerre.

Ces articles de presse ont été collectés par Pierre Bisset (Historien local auteur entre autres de « Méru au fil des ans ») et remis à mon père par sa famille après sa disparition. Les dessins de la presse ont été croqués également par Pierre Bisset

Jack GONET